

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 18 - 21 mai 1998

RAPPORTS ANNUELS

**Point 3 de l'ordre du
jour**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/98/3-A
19 septembre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Le redressement après la crise

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

Rapport annuel du Directeur exécutif: 1997

Le redressement après la crise

Note à l'intention du Conseil d'administration



Le présent document contient des recommandations présentées au Conseil d'administration pour examen et approbation.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Chef du Service des politiques:	D. Spearman	tel.: 6513-2601
Chargé de l'analyse des politiques:	D. Borione	tel.: 6513-2651

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 6513-2641).

Table des matières

**AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU ET DU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO
PRÉFACE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF
NOTES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

	Paragraphe
SECOURIR LES PAUVRES ET CEUX QUI ONT FAIM: FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 1997	1 - 14
52,9 millions de bénéficiaires	1 - 5
Opérations du PAM dans le monde	6 - 14
LE PLAN STRATÉGIQUE ET FINANCIER: PROGRÈS ACCOMPLIS EN 1997	15 - 110
Aperçu général du budget consolidé et des dépenses du PAM	15 - 18
Une approche axée sur la personne humaine	19 - 74
Ciblage accru des ressources sur les groupes les plus pauvres	19 - 35
Ciblage accru des activités du PAM sur les pays ayant le plus besoin d'aide alimentaire	36 - 38
Améliorer la qualité des opérations et intégrer l'aide du PAM dans les programmes nationaux du pays bénéficiaire	39 - 43
Evaluation	44 - 46
Promouvoir l'efficacité et l'efficacité opérationnelles	47 - 59
Aide de secours	60 - 66
Travailler en partenariat	67 - 74
Renforcement de l'obligation redditionnelle	75 - 87
Plan stratégique et financier (1998–2001)	75
Amélioration des systèmes de gestion financière et d'information	76 - 80
Renforcement des systèmes de rapports	81 - 83
Amélioration des télécommunications et développement de l'infrastructure	84 - 85
Mesures de renforcement de l'obligation redditionnelle	86 - 87
Amélioration du système de gestion	88 - 92
Restructuration	88 - 89
Valorisation des ressources humaines	90 - 92
Mobilisation des ressources	93 - 106
Contraction généralisée de l'aide alimentaire	93 - 96
Contributions, engagements et déficits	97 - 102
Stratégie de mobilisation des ressources	103 - 106
Un plaidoyer plus énergique	107 - 110
Plaidoyer et campagnes auprès des médias et du public	107 - 109
De nouveaux moyens de communications au service des activités de plaidoyer	110

Annexes



ANNEXES

- I Organigramme du PAM
- II Profil de l'aide alimentaire mondiale (1992-97)
- III Dépenses opérationnelles du PAM:
 - Tableau 1: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par région et par catégorie de projet, 1993-97
 - Tableau 2: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par pays, région et catégorie d'aide, 1994-97
 - Tableau 3: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM pour les projets de développement et les opérations de secours par catégorie de pays et par région, 1993-97
- IV Liste des nouveaux projets/opérations approuvés en 1997
 - Table 1: Projets de développement approuvés en 1997
 - Table 2: Interventions prolongées de secours approuvées en 1997
 - Table 3: Opérations d'urgence approuvées en 1997
- V Contributions confirmées pour 1997, par donateur
- VI Principaux donateurs du PAM, par type de contribution, en 1997
- VII Données de base sur des opérations de secours en cours, par région: 1er janvier - 31 décembre 1997
- VIII Données de base sur des interventions prolongées de secours (IPS) en cours: 1er janvier - 31 décembre 1997
- IX Données de base sur des opérations d'urgence en cours: 1er janvier - 31 décembre 1997

CARTE

Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par région et par catégorie, 1997

Avant-propos



Chacun sait que la pauvreté est une des causes de la faim, mais pas toujours qu'elle contribue à la perpétuer. La faim prive ses victimes de la possibilité de s'épanouir et a sur l'être humain un effet débilisant sur les plans physique, physiologique et mental. La faim réduit l'énergie physique et les perspectives d'emploi et elle limite les moyens qu'ont les femmes de tirer profit des possibilités de formation et de crédit qui s'offrent à elles et d'avoir accès aux services de santé; elle empêche les enfants de se concentrer et d'assimiler ce qu'ils apprennent à l'école. Ceux qui sont affaiblis par la faim se trouvent enfermés dans un cycle vicieux faim-pauvreté-faim. C'est pourquoi l'oeuvre du Programme alimentaire mondial revêt une telle importance. Le PAM permet à ceux qu'il aide de sortir de l'ornière de la faim et d'exploiter les possibilités d'infléchir durablement leur avenir.

En 1997, 53 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du Programme alimentaire mondial. Les projets de développement ont bénéficié à 24 millions de personnes. Les programmes VCT et les programmes de développement humain ont contribué à renforcer la sécurité alimentaire des ménages et l'autonomie des populations. Le PAM a également fourni des secours humanitaires à 29 millions de personnes dans des pays affectés par des conflits ou des catastrophes naturelles, par exemple en République populaire démocratique de Corée, en Sierra Leone, en Afghanistan et dans la région des Grands Lacs africains.

Le Programme a contribué activement au processus de réforme à l'Organisation des Nations Unies, tant au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement que du Comité exécutif pour les affaires humanitaires. Dans cet esprit, le Programme a renforcé ses partenariats avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales associées et a poursuivi sa restructuration afin de rapprocher ses structures de prise de décisions et ses compétences des bénéficiaires. Il a également, de façon très concrète, appuyé la mise en oeuvre du Plan d'action adopté lors du Sommet mondial pour l'alimentation à Rome en novembre 1996: les ressources engagées par le PAM appuient directement 66 des 177 "mesures" identifiées et indirectement 58 autres.

La confiance qu'inspire l'oeuvre du Programme alimentaire mondial s'est manifestée en 1997 par l'appui solide que lui ont apporté aussi bien les donateurs traditionnels que de nouveaux donateurs. Nous félicitons le Directeur exécutif et ses collaborateurs de leur dévouement, des efforts inlassables qu'ils déploient pour améliorer leurs activités et, par-dessus tout, des résultats remarquables qu'ils ont obtenus en atténuant les effets de la faim et les souffrances de millions des plus pauvres parmi les pauvres.

Kofi A. Annan
**Secrétaire général
de l'Organisation des
Nations Unies**

Jacques Diouf
**Directeur général
de l'Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture**

Préface



Voilà cinquante ans déjà que les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais l'un des plus fondamentaux des droits que les êtres humains se voient encore refuser est le droit à l'alimentation. Par l'aide alimentaire qu'il fournit pour permettre aux victimes de conflits dus à l'homme et de catastrophes naturelles de survivre, aux enfants de prendre un bon départ dans la vie et aux populations de créer un capital et de devenir autonomes, le PAM s'attaque de façon très concrète à ce défi aux droits de l'homme.

La faim fait de nombreuses victimes parmi les pauvres, mais c'est surtout chez les femmes qu'elle fait des ravages. Des millions de femmes, faute d'avoir été bien nourries pendant la grossesse, perdent leur enfant à la naissance ou peu après, et des millions d'autres donnent naissance à des enfants dont le départ dans la vie est déjà compromis par leur faible poids, leur vulnérabilité à la maladie et, trop souvent, leur arriération intellectuelle. La faim est transmise de la mère à l'enfant. L'on estime que 50 pour cent des décès causés par des maladies chez les nouveau-nés pourraient être évités si la malnutrition infantile était éliminée. En fournissant une assistance nutritionnelle aux femmes enceintes et aux jeunes enfants, le PAM contribue à rompre ce cercle vicieux de transmission de la faim et de la malnutrition de génération en génération.

Le monde a été en 1997 le théâtre de situations d'urgence dramatiques, notamment dans la région des Grands Lacs africains, en Sierra Leone, en Somalie et en République populaire démocratique de Corée, pour n'en citer que quelques-unes. Heureusement, il y a aussi des pays où la sécurité s'est améliorée, ce qui a permis au PAM d'axer ses activités sur le redressement. Les enseignements tirés de l'expérience concrète acquise par le PAM dans ses efforts de redressement et de reconstruction faciliteront l'établissement de liens plus étroits entre les opérations de secours et les programmes de développement et encourageront la transition des secours au redressement puis au développement.

L'entreprise que le PAM mène dans le monde entier pour faire en sorte que les pauvres et ceux qui ont faim aient une vie meilleure n'est possible que grâce au dévouement de son personnel. L'aide humanitaire coûte cher: en 1997, sept fonctionnaires du PAM ont payé de leur vie pour sauver celle d'autrui. Le PAM tient également à remercier ses partenaires de leur inlassable collaboration, qu'il s'agisse des membres de son Conseil d'administration, des organisations soeurs du système des Nations Unies, des institutions bilatérales et multilatérales ou des organisations non gouvernementales, ou, par-dessus tout, des bénéficiaires eux-mêmes, qui ont fait preuve d'une force admirable et d'une remarquable capacité de faire de l'assistance reçue un moyen d'améliorer leur propre avenir.

Catherine Bertini
Directeur exécutif

Notes de caractère général



Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (à savoir qui sont importateurs nets de céréales) et dont le PNB par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'IDA (1 505 dollars en 1996). En 1997, la FAO a classé 83 pays dans la catégorie des PFRDV. Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent d'handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 1997, 48 pays ont été classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Programme alimentaire mondial (PAM), aucune prise de position ni quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Sigles utilisés:

AAP	Administration et appui aux programmes (PAM)
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité (PAM)
ALITE	Equipe renforcée d'intervention logistique d'urgence (PAM)
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)
CAD	Coût d'appui direct
CAI	Coût d'appui indirect
CE	Communauté européenne
CEI	Communauté d'Etats indépendants
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate de la RAIU (PAM)
CIN	Comité sur la nutrition internationale
DAH	Département des affaires humanitaires (ONU)
DPKO	Département des opérations du maintien de la paix

ECHA	Comité exécutif sur les affaires humanitaires
ECOSOC	Conseil économique et social (ONU)
FALU	Unité de liaison pour l'aide alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMIP	Programme d'amélioration de la gestion financière (PAM)
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FOB	Franco à bord
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IASC	Comité permanent interorganisations
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire (PAM)
IPS	Intervention prolongée de secours (PAM)
MAP	Evaluation des prestations professionnelles
NSN	Note de stratégie nationale
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSARK	Programme de sécurité alimentaire et des revenus dans la région de Kidal
PVRP	Programme pilote de rapatriement librement consenti
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence (PAM)
SMI	Santé maternelle et infantile
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide (FAO)
TIEM/TTEM	Transport intérieur/terrestre, entreposage et manutention
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UE	Union européenne
UNCAS	Services aériens communs des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNSECOORD	Coordonnateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VCT	Vivres-contre-travail
VNU	Volontaires des Nations Unies

Secourir les pauvres et ceux qui ont faim: faits marquants de l'année 1997

52,9 MILLIONS DE BENEFICIAIRES

1. Les populations qui vivent en marge de la vie politique et économique; les agriculteurs des régions rurales pauvres où la plupart des banques hésitent à investir leurs capitaux; les familles sans ressources qui vivent dans des taudis surpeuplés et dans des quartiers où les emplois sont rares et les conditions de vie dégradées; les femmes à la recherche de soins médicaux; les réfugiés qui aspirent à rentrer dans leurs foyers; les enfants en quête de l'éducation qui pourra leur donner un avenir meilleur; les victimes d'inondations, de sécheresses ou de conflits sont autant de groupes qui constituent la clientèle du PAM et qui, au nombre de 52,9 millions, ont reçu avec l'aide alimentaire du PAM un rayon d'espoir et les aliments qui leur ont épargné la faim et la misère.
2. Le PAM a fourni des secours à 29,1 millions de personnes. Sur ce chiffre, 21,4 millions ont été secourues au moyen d'opérations d'urgence et 7,7 millions d'interventions prolongées de secours (IPS). En outre, 19,1 millions de personnes ont été victimes de catastrophes dues à l'homme (4,2 millions de réfugiés et de rapatriés et 14,9 millions de personnes déplacées dans leur propre pays) tandis que 10 millions ont été affectées par des catastrophes naturelles comme sécheresses, inondations ou mauvaises récoltes. L'aide au développement fournie par le PAM a atteint 23,8 millions de personnes de plus: 9,8 millions par le biais de projets de valorisation des ressources humaines et 14 millions dans le cadre de projets de développement de l'infrastructure ou de développement agricole ou rural. Pour ce qui est de la répartition par région, l'Afrique a représenté environ 39 pour cent des bénéficiaires, l'Asie et le Pacifique 37 pour cent, la région de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de la CEI 15 pour cent et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, enfin, neuf pour cent.
3. Le nombre de bénéficiaires a augmenté de 17 pour cent en 1997 par rapport à 1996. Cette augmentation a été enregistrée principalement dans la République populaire démocratique de Corée, avec trois millions de bénéficiaires de plus, ainsi qu'en Afrique et en Amérique latine par suite des effets du phénomène climatique *El Niño*. L'augmentation des livraisons de vivres dans le cadre de projets de développement a également permis au PAM de faire bénéficier un plus grand nombre de personnes de ses activités d'aide au développement.
4. Grâce à la générosité de ses donateurs, le PAM continue à sauver des vies en périodes d'urgence, à renforcer la sécurité alimentaire dans les communautés pauvres et à investir dans l'être humain par le biais de ses programmes de nutrition, de santé et d'éducation. En 1997, les ressources mises à la disposition du Programme se sont montées à 1 311 millions

de dollars; 26,4 pour cent des ressources ont été allouées à des activités de développement, 24,3 pour cent à des interventions prolongées de secours, 44,4 pour cent à des opérations d'urgence (y compris le Compte d'intervention immédiate et les opérations spéciales) et 4,9 pour cent à d'autres activités (y compris l'appui à des programmes bilatéraux et au programme d'administrateurs auxiliaires).

5. Les quantités de denrées alimentaires expédiées ou achetées localement ont augmenté de 28 pour cent par rapport à 1996 pour atteindre au total 2,7 millions de tonnes si l'on fait abstraction des contributions bilatérales et 2,9 millions de tonnes si celles-ci sont incluses. Cette progression par rapport à l'année précédente est due principalement à des reports exceptionnellement importants de 1996, des contributions élevées (principalement pour des activités de développement) ayant été confirmées vers la fin de 1996 et les vivres livrés au début de 1997. La diminution du coût des produits a également permis au PAM d'acheter de plus grandes quantités de produits pour la même valeur (le coût moyen par tonne est tombé de 275 à 235 dollars).

L'année 1997 en chiffres

Le PAM a fourni une assistance à 52,9 millions de personnes parmi les plus pauvres du monde

19,1 millions de victimes de conflits dus à l'homme
10 millions de personnes frappées par des sécheresses ou des catastrophes naturelles
23,8 millions de bénéficiaires de l'aide au développement

Le montant total des quantités de produits expédiés ou achetés localement a atteint 2,7 millions de tonnes

1,016 million de tonnes pour des projets de développement
1,078 million de tonnes pour des opérations d'urgence
630 000 tonnes pour des interventions prolongées de secours
Les livraisons dans les pays les moins avancés pour des projets de développement ont représenté plus de 50 pour cent du total
Les livraisons aux pays à faible revenu et à déficit vivrier pour des projets de développement ont atteint 93 pour cent du total

Les dépenses se sont montées à 1 198 millions de dollars

31 pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées à des activités de développement, 69 pour cent à des activités de secours (y compris CII et opérations spéciales)
Les dépenses opérationnelles dans les pays les moins avancés ont représenté 60 pour cent du total

Les ressources mobilisées se sont montées à 1 311 millions de dollars

347 millions de dollars ont été affectés à des projets de développement
581 millions de dollars ont été affectés à des opérations d'urgence
319 millions de dollars ont été alloués à des interventions prolongées de secours
64 millions de dollars ont été affectés à des opérations bilatérales et à d'autres programmes

Activités en cours fin décembre 1997

151 projets de développement, représentant un engagement de 1,8 milliard de dollars et de 5,1 millions de tonnes
46 opérations d'urgence, représentant un engagement de 835 millions de dollars et de 1,6 million de tonnes
22 interventions prolongées de secours, représentant un engagement de 486 millions de dollars et de 850 000 tonnes de produits

Nouveaux engagements approuvés en 1997

12 nouveaux projets de développement et 59 révisions budgétaires, représentant une valeur de 185 millions de dollars et 379 000 tonnes de produits
40 nouvelles opérations d'urgence, pour une valeur de 1 031 millions de dollars et 1 973 000 tonnes de produits
12 nouvelles interventions prolongées de secours, représentant une valeur de 220 millions de dollars et 334 000 tonnes de produits

Les apports globaux d'aide alimentaire ont représenté 6,6 millions de tonnes de produits

contre 6,9 millions de tonnes en 1996 et 16,9 millions de tonnes en 1993:
La part du PAM dans l'aide alimentaire mondiale a atteint 41 pour cent en 1997, contre 33 pour cent en 1996 et 22 pour cent en 1993

Maximiser la valeur nutritionnelle

Si l'on compare les coûts de la ration alimentaire il y a 10 ans et ceux d'aujourd'hui, deux conclusions s'imposent: une ration coûte aujourd'hui environ la moitié de ce qu'elle coûtait il y a 10 ans, et sa valeur nutritionnelle est bien plus élevée.

Si cette diminution du coût de la ration a été possible, c'est surtout parce que des produits chers comme les produits laitiers ou les conserves de viande ou de poisson ont été remplacés par des aliments bon marché mais extrêmement nutritifs comme les haricots, les pois et les lentilles. La ration journalière complète type distribuée aux réfugiés, qui contient du maïs, des légumineuses, de l'huile, des aliments composés, du sucre et du sel, coûte 0,15 dollar (F.O.B.), tandis qu'une ration contenant la même teneur protéique mais de source animale aurait coûté (tous autres prix constants par ailleurs) environ 0,24 dollar il y a 10 ans. Des transports plus efficaces et un ciblage plus précis ont permis de réaliser d'autres économies. Les rations actuelles sont conçues de manière à assurer un régime équilibré, une attention particulière étant accordée aux besoins en micronutriments. De même, l'on tient davantage compte des préférences alimentaires dans les différentes cultures.

Suivi du Sommet mondial de l'alimentation

En 1997, le PAM a continué de mettre en oeuvre les recommandations figurant dans le Plan d'action adopté par le Sommet mondial de l'alimentation. Sur les 27 objectifs visés dans sept engagements du Plan d'action, 19 intéressent directement les activités du PAM, et les 66 actions prévues sont appuyées directement par les ressources engagées par le PAM.

Parmi les principales initiatives prises par le PAM en 1997, l'on peut citer les suivantes:

- le Conseil d'administration a examiné en 1997 deux documents de politique générale; le premier contenait une analyse des incidences pour le PAM du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, et le second indiquait comment le PAM, sur la base de son mandat et dans le cadre de ses programmes, projets et autres activités, peut contribuer à la réalisation des objectifs fixés. Ce document comportait également une liste d'indicateurs clés illustrant comment les activités du PAM s'intègrent au Plan d'action;
- le PAM, en étroite collaboration avec la FAO et le FIDA, a commencé à participer activement aux activités du Réseau pour le développement rural et la sécurité alimentaire du Comité administratif de coordination (CAC), qui est chargé de rendre compte des mesures prises au niveau interinstitutions pour donner suite au Sommet; il a aussi pris une part active aux travaux du groupe organisé par la FAO pour discuter des stratégies agricoles au plan régional;
- le PAM a participé au Groupe de travail interinstitutions sur les systèmes d'information et de cartographie sur la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire, initiative dirigée par la FAO;
- le PAM a commencé à définir une approche plus volontariste de la promotion de la transition des secours vers le développement et a entrepris trois études de cas;
- Le PAM a commencé à préparer un répertoire d'institutions ayant l'expérience des programmes d'aide alimentaire et pouvant aider les gouvernements nationaux à préparer, concevoir et gérer leurs propres programmes d'aide alimentaire.

OPERATIONS DU PAM DANS LE MONDE

6. A la fin de 1997, le PAM menait des activités opérationnelles dans 76 pays, soit huit de moins qu'en 1996. L'**Afrique subsaharienne** a continué d'absorber la plus large part de son assistance. Environ 47 pour cent des dépenses opérationnelles du Programme ont été décaissées dans 35 pays, au profit de 20,5 millions de bénéficiaires. Dans les pays où les perspectives de paix se sont améliorées— Angola, Rwanda et Libéria — le PAM a entrepris un effort de consolidation du redressement. L'assistance a porté principalement sur la réinstallation des personnes déplacées et la mise en oeuvre de microprojets VCT tendant à relever l'infrastructure, à protéger l'environnement et à créer des activités

génératrices de revenu. Toutefois, dans certains cas, comme en Sierra Leone, la détérioration de la situation a dissipé l'optimisme qui entourait les prévisions initiales.

7. L'approche régionale appliquée à la crise dans la région des **Grands Lacs africains** a permis au PAM de réagir avec souplesse face à l'évolution rapide des besoins alimentaires des bénéficiaires dans les six pays couverts par l'opération, à savoir Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo (ancien Zaïre), République du Congo, Rwanda et Tanzanie. Au Burundi, plusieurs années de conflits, les déplacements de populations et les effets de l'embargo d'août 1996 ont eu des incidences sérieuses sur la sécurité alimentaire des groupes de population les plus vulnérables. Outre les 1,6 million de personnes recevant une assistance dans le cadre du projet régional, le PAM a secouru 1,4 million de victimes de la sécheresse en Tanzanie et, en Ouganda, 200 000 personnes touchées par la sécheresse, 165 000 réfugiés soudanais et 257 000 personnes déplacées par les conflits dans le nord du pays.

Rwanda

L'année 1997 a été difficile à nouveau pour le Rwanda, mais 750 000 réfugiés sont rentrés de la République démocratique du Congo (ancien Zaïre), puis 500 000 Rwandais réfugiés en Tanzanie. Au début de 1997, la société rwandaise était extrêmement vulnérable: 20 pour cent de la population venait d'arriver, 30 pour cent des ménages étaient dirigés par des femmes, 130 000 personnes étaient en prison, la production agricole était inférieure à ce qu'elle était avant la guerre, 250 000 nouveaux logements devaient être construits pour accueillir les rapatriés et le relèvement de l'économie et de l'infrastructure n'était pas encore assuré. En outre, l'insécurité continuait de s'aggraver par suite d'un retrait partiel des organismes des Nations Unies de la partie nord du pays. Pendant cette période, quatre fonctionnaires du PAM ont été tués. C'est par conséquent dans des circonstances extrêmement complexes et difficiles que le PAM a dû opérer.

Au début de 1997, les opérations au Rwanda étaient caractérisées par des distributions gratuites de vivres aux rapatriés. Pendant cette période, 78 000 tonnes de vivres ont été distribuées à 880 000 personnes par mois en moyenne. Au milieu de l'année, le nombre de rapatriés était négligeable et le PAM a commencé d'accroître son assistance aux activités de reconstruction et de réinsertion au moyen de programmes VCT et de programmes d'alimentation complémentaire. Le PAM s'est efforcé de secourir en particulier les ménages vulnérables des préfectures et des communes qui connaissaient les déficits vivriers structurels les plus sérieux. Le PAM a pu acheminer environ 43 000 tonnes de vivres pour appuyer les projets VCT et rehausser ainsi l'importance de l'aide alimentaire dans le relèvement de l'infrastructure et du cadre social. Cette assistance a aidé à reconstruire 11 748 logements, à bonifier 1 331 hectares de terres marécageuses, à distribuer des semences à quelque 526 000 agriculteurs, à appuyer 23 programmes de multiplication de semences et à créer 124 potagers scolaires. En outre, le PAM a fourni une assistance à 280 centres de nutrition qui ont aidé 60 600 personnes par mois.

8. Si l'amélioration de la sécurité a permis la reprise des activités de relèvement au **Libéria**, la situation en **Sierra Leone** s'est aggravée en 1997, ce qui a obligé le PAM à revenir à une stratégie de secours d'urgence. Lorsque le Gouvernement de la Sierra Leone et les rebelles du Front d'union révolutionnaire ont signé un accord de paix, les troubles civils ayant commencé à s'apaiser dans la plupart des régions au début de 1997, les distributions générales de vivres ont été réduites et des activités de réinstallation et de relèvement ont été entreprises. Cette tendance positive a été soudainement interrompue lorsque, le 25 mai 1997, le Président élu a été renversé à la suite d'un coup d'Etat militaire et que tous les agents du PAM, ainsi que les agents internationaux des autres organismes des Nations Unies, ont dû être évacués. Quelque 40 000 réfugiés ont alors cherché refuge

- en Guinée et d'innombrables personnes ont dû quitter leurs foyers. Les soldats de la Junte ont pillé 2 500 tonnes de vivres dans les stocks du PAM et des ONG. Les agents nationaux du PAM ont, dès que la sécurité l'a permis, repris des distributions ciblées de vivres à partir des stocks restants.
9. Les mauvaises récoltes enregistrées en 1996/97 dans la région nord-ouest du **Soudan** ont obligé le PAM à intensifier ses activités VCT dans les régions en difficulté. Grâce à la participation des ONG et des organismes de l'Etat, qui ont fourni des ressources complémentaires sous forme de personnel, d'articles non alimentaires et de services de suivi et de supervision, le PAM a pu améliorer durablement l'accès des ménages et du bétail à des sources d'eau potable plus fiables et moins chères en construisant de nouveaux réseaux et en remettant en état les systèmes existants d'approvisionnement en eau dans les régions rurales; satisfaire les besoins alimentaires immédiats des groupes les plus vulnérables dans les régions souffrant d'insécurité alimentaire; contribuer à l'habilitation des femmes en les formant à des activités génératrices de revenu; et améliorer l'infrastructure éducative dans les villages bénéficiant de son assistance.
 10. En 1997, **la Région de l'Asie et du Pacifique** est restée celle qui a reçu la plus grande quantité d'aide alimentaire à des fins de développement. Les activités réalisées par le PAM dans 14 pays de la région ont atteint 19,4 millions de personnes et ont absorbé 28 pour cent de ses dépenses opérationnelles en 1997. Comme par le passé, le PAM a continué d'appuyer d'importants programmes VCT pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres. L'assistance fournie a revêtu plusieurs formes: un appui à des programmes visant à atténuer les effets de catastrophes et à des programmes de crédit destinés aux femmes pauvres (Bangladesh), renforcement des communautés rurales en vue de la sélection et de la réalisation de projets locaux d'infrastructure (Chine, Inde et Népal), appui à des programmes de relèvement à l'intention de populations affectées par la guerre (Cambodge et Tadjikistan), soutien à des services de nutrition et de santé à des groupes vulnérables spécifiques (Inde, Pakistan et Viet Nam), services d'appui à l'éducation (Bhoutan, Népal et Pakistan) et renforcement des activités des femmes en Afghanistan.
 11. Indépendamment de la situation dramatique en République populaire démocratique de Corée, le PAM a fourni des secours pour aider les agriculteurs victimes de cyclones et d'inondations au Laos pendant la période des plantations et des récoltes, ainsi que 1,2 million d'Afghans affectés par l'escalade du conflit. Bien qu'à une échelle plus réduite que par le passé, une assistance a continué d'être fournie aux réfugiés (réfugiés bhoutanais au Népal, réfugiés afghans au Pakistan, réfugiés du Myanmar au Bangladesh) ainsi qu'aux personnes déplacées à Sri Lanka.

République populaire démocratique de Corée

Les catastrophes naturelles qui se sont produites en République populaire démocratique de Corée en 1995, 1996 et 1997 ont porté un rude coup à l'agriculture et ont aggravé les problèmes structurels qui se posent dans le domaine de la production vivrière. En février 1997, le PAM a lancé un appel en vue de mobiliser 100 000 tonnes d'aide alimentaire pour une troisième phase de son opération afin de fournir un appui nutritionnel à quelque 30 pour cent des enfants de moins de cinq ans des crèches et jardins d'enfants.

En mars 1997, le Directeur exécutif du PAM s'est rendu dans le pays pour y évaluer la situation. Celle-ci est apparue comme très critique, et l'état de santé et la situation nutritionnelle des enfants, en particulier, étaient fort préoccupants. En conséquence, le PAM a accru ses engagements afin de fournir 100 grammes de céréales en tant que ration d'urgence à 2,6 millions d'enfants de moins de

sept ans et une alimentation d'appoint à un million de malades hospitalisés et à 1,1 million de personnes travaillant au relèvement de l'agriculture dans le cadre d'activités VCT.

En juin, en réponse à l'alerte spéciale lancée par le PAM et la FAO, le PAM a porté la ration de céréales distribuée aux 2,6 millions d'enfants de 100 à 250 grammes par jour. En novembre, grâce à la réaction extrêmement positive que l'appel lancé en 1997 avait suscitée parmi la communauté internationale, le PAM, en consultation avec l'UNICEF, a accru à nouveau les rations alimentaires distribuées aux enfants pour les porter à 350 grammes par jour pendant les mois d'hiver.

Bien que la sécurité alimentaire demeure précaire, le volume sans précédent d'aide alimentaire fournie à la République populaire démocratique de Corée a aidé à éviter que la malnutrition ne prenne des proportions encore plus grandes.

12. Avec 8,3 millions de bénéficiaires, la **Région de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de la CEI** a représenté 20 pour cent des dépenses opérationnelles du PAM. Les activités de développement ont porté principalement sur les pays ayant le plus besoin d'aide alimentaire, comme le Yémen, et Gaza et la Rive occidentale. Dans les pays ayant atteint un niveau de développement plus élevé (Égypte, Jordanie, Maroc et Syrie), le PAM s'emploie à maximiser l'impact de ses activités de renforcement des capacités locales et nationales tout en encourageant l'application d'approches participatives. Dans l'**ancienne Yougoslavie** et dans la **Communauté d'Etats indépendants (CEI)**, le PAM a continué d'affiner son ciblage sur les groupes les plus pauvres. Il a accru le nombre d'activités de relèvement axées sur les groupes vulnérables, en mettant un accent particulier sur les femmes. A compter du 1er janvier 1997, le PAM a repris les activités de distribution d'aide alimentaire que réalisait encore le HCR en **Bosnie-Herzégovine**. En **Iraq**, les distributions de vivres réalisées conformément à la résolution 986 du Conseil de sécurité approchant des niveaux prévus, le PAM a progressivement réduit son programme de secours d'urgence, dont le nombre de bénéficiaires a été ramené de 2,15 millions de personnes à un peu plus d'un million de nécessiteux. En 1997, le PAM a distribué 79 000 tonnes de secours alimentaires d'urgence aux enfants souffrant de malnutrition et aux autres groupes vulnérables de la région.

La résolution 986 du Conseil de sécurité et le rôle du PAM en Iraq

Afin d'aider à atténuer la gravité de la situation sanitaire et nutritionnelle en Iraq, le Conseil de sécurité a, dans sa résolution 986 (parfois appelée le programme vivres-contre-pétrole), autorisé l'Iraq à vendre tous les six mois pour 2,14 milliards de dollars de pétrole afin d'acheter des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité. Le PAM a été chargé de distribuer un assortiment alimentaire mensuel de 12 produits à 3,1 millions d'habitants du nord du pays ainsi que de contrôler, dans l'ensemble du pays, si les vivres étaient distribués efficacement et équitablement et en quantité suffisante.

Dans le cadre de cette opération, qui est l'une des plus vastes qu'il ait jamais entreprise, le PAM a distribué plus de 400 000 tonnes de vivres au moyen d'un réseau logistique composé de deux magasins de transit pour le centre et le sud et de trois magasins pour le nord. Pour mener à bien cette opération logistique, le PAM a employé huit agents recrutés sur le plan international et 266 agents nationaux. Des rations alimentaires ont été distribuées aux populations du nord du pays par l'entremise de 8 000 agents. Dans le cadre du rôle d'observation qui lui avait été confié par le Conseil de sécurité dans sa résolution 986, le PAM a également employé 37 observateurs internationaux et plus de 200 observateurs nationaux pour superviser la distribution d'environ quatre millions de tonnes de vivres sur l'ensemble du territoire national. Les observateurs ont suivi le mouvement des produits de leur arrivée dans les silos, meuneries et entrepôts jusqu'à leur distribution aux ménages en s'assurant que l'opération était menée équitablement. A la fin de 1997, le PAM avait procédé à plus de 224 000 observations dans différentes régions du pays, dont 4 000 visites d'installations

d'entreposage de vivres, et avait réalisé par sondage 142 000 vérifications auprès des ménages et 78 000 auprès des agents chargés de la distribution.

13. A la fin de 1997, le PAM avait dans **la Région de l'Amérique latine et des Caraïbes** des bureaux actifs dans 12 pays, qui ont représenté cinq pour cent de ses dépenses opérationnelles. Les activités de développement et de secours ont atteint 4,7 millions de personnes. Pendant l'année, le PAM a continué d'appuyer les efforts déployés par les gouvernements et les collectivités locales pour permettre aux ménages les plus pauvres d'avoir plus largement accès aux ressources productives grâce à des activités génératrices de revenu. Dans les pays économiquement plus avancés, le PAM aide les gouvernements à créer de nouvelles structures afin de garantir la sécurité alimentaire. Les activités tendant à promouvoir le développement humain ont porté principalement sur les enfants non scolarisés de moins de cinq ans, les femmes enceintes et mères allaitantes et les très jeunes enfants. Dans huit des 12 pays de la région, le PAM a ajouté des éléments de distribution de micronutriments afin d'améliorer la valeur nutritionnelle de ses programmes de secours alimentaire. En **Haïti**, les enfants reçoivent de l'*Akamil*, produit nutritionnellement enrichi. En **Bolivie**, le PAM a assumé la direction d'un projet tendant à enrichir en fer tout le blé moulu en farine de froment dans l'ensemble du pays. Sur la base d'une étude des projets réalisés en Amérique latine, le Conseil d'administration a décidé que le PAM devrait continuer d'axer ses efforts sur les populations autochtones, qui vivent dans une pauvreté extrême et qui sont l'un des groupes cibles ayant le plus besoin d'aide alimentaire. Les autres projets de développement ont porté sur la gestion des bassins versants dans une optique à la fois économiquement réaliste et écologiquement viable.
14. Les secours du PAM ont aidé les victimes du cyclone Lili à **Cuba**, les populations sinistrées par la sécheresse en **Haïti**, et les rapatriés et les personnes déplacées au **Guatemala**. A la fin de 1997, la région a souffert des effets d'*El Niño*. L'ouverture à Managua du pôle pour l'Amérique centrale a aidé le PAM à lancer un projet régional de relèvement d'urgence pour faire face à ce phénomène dans cinq pays: El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.

El Niño: planifier, c'est aussi s'adapter

En prévision d'un phénomène qui devait revêtir une intensité exceptionnelle en Afrique australe en 1997, le PAM a créé une équipe spéciale pour se préparer à faire face aux pires effets possibles d'*El Niño*, en se fondant sur l'expérience recueillie lors de la sécheresse qui avait sévi en Afrique australe en 1991/92. Des informations ont été rassemblées et distribuées aux donateurs, aux gouvernements et aux ONG. Un plan régional d'intervention a été élaboré en faisant la synthèse des évaluations de vulnérabilité et des services logistiques réalisés. Le PAM et ses partenaires se sont préparés à faire face aux besoins alimentaires de manière opportune, mesurée et coordonnée. Il a également été préparé des opérations d'urgence pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, et des études ont été entreprises pour identifier les besoins logistiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'ensemble des besoins en Indonésie, pays durement touché par la sécheresse.

En Afrique, cependant, les effets d'*El Niño* ont revêtu la forme non pas de sécheresse mais d'inondations. Confronté une fois de plus à l'imprévisibilité de la nature, le PAM a dû réagir avec souplesse. Ainsi, il a dû organiser un pont aérien pour nourrir des milliers de personnes isolées par les crues en Somalie et au Kenya. Bien qu'il n'ait pas dû être pleinement appliqué en 1997, le plan élaboré en prévision de la sécheresse en Afrique australe a été un exercice de planification extrêmement utile qui aidera le PAM à faire face rapidement et efficacement aux futures situations d'urgence.

El Niño a durement ébranlé les régions situées de l'autre côté de l'Atlantique en causant des sécheresses en Amérique centrale et des inondations en Amérique du Sud. Le PAM a lancé une opération régionale d'urgence dans cinq pays d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama) pour aider les agriculteurs à faire face à la situation entraînée par les mauvaises récoltes. Une stratégie d'achats locaux de produits a été mise en pratique, les produits non disponibles localement étant achetés ailleurs. En outre, des inondations ont sinistré le littoral et l'arrière-pays de l'Amérique du Sud - glissements de terrain, érosion et destruction de récoltes - particulièrement en Bolivie et au Pérou. Le PAM a mis sur pied une opération d'urgence accélérée en Equateur et a envoyé des missions évaluer la situation en Bolivie, au Paraguay et au Pérou.

Le Plan stratégique et financier: progrès accomplis en 1997

APERÇU GENERAL DU BUDGET CONSOLIDÉ ET DES DEPENSES DU PAM

15. Pour l'exercice biennal 1996-97, le niveau autorisé du budget consolidé du PAM a été fixé à 3 100 millions de dollars. Sur ce montant, 2 861 millions de dollars devaient servir à couvrir le coût d'achat, de transport et de livraison des produits et les autres coûts d'appui directs, et 228,9 millions de dollars l'élément Administration et appui aux programmes (AAP) du budget. Le budget AAP a ultérieurement été recalculé et porté à 233,9 millions de dollars puis ramené à 226,4 millions de dollars pour l'aligner sur le volume des opérations.
16. En 1997, les dépenses totales du PAM se sont montées à 1 199 millions de dollars. Ces dépenses ont correspondu aux coûts des produits, du transport maritime, du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM) et aux coûts d'appui directs et indirects (CAD et CAI). Comme l'illustre le tableau ci-dessous, la majeure partie des dépenses effectuées en 1997 a correspondu à l'achat de denrées alimentaires. La répartition des dépenses entre les trois grandes catégories d'activités a été la suivante:
- a) Développement - 340 millions de dollars; b) Interventions prolongées de secours - 235 millions de dollars; et c) Opérations d'urgence, y compris le Compte d'intervention immédiate - 468 millions de dollars. Les dépenses AAP se sont montées à 119 millions de dollars en 1997.

Catégorie d'activités		Utilisation par catégorie de coût Montant (en millions de dollars)	
Développement	340	Produits alimentaires	700
IPS	235	Transport maritime	122
Opérations d'urgence	468	TTEM	78
Opérations spéciales	20	CAD et autres coûts	180
Opérations bilatérales/divers	17		
Fonds général (AAP)	119	AAP	119
Total	1 199		1 199

**Dépenses
opérationnelles
et AAP en 1997**

17. L'année 1997 a été la deuxième année d'application des nouvelles politiques de dotation en ressources et de financement à long terme du PAM. Conformément à ces politiques, l'élément AAP du budget est financé principalement au moyen des montants recouverts au titre des coûts de soutien indirects, sur la base des taux approuvés par le Conseil pour 1997. Ces taux ont été appliqués à la valeur des produits, aux coûts du transport maritime,

aérien et terrestre et du TTEM ainsi qu'aux coûts d'appui directs afférents à la catégorie d'activité considérée.

18. Une analyse des politiques de dotation en ressources et de financement à long terme a été entreprise à la fin de 1997 afin d'évaluer leur impact sur le Programme, l'intention étant de formuler des recommandations tendant à améliorer ces politiques et les pratiques de gestion connexes et de maximiser ainsi l'efficacité des opérations sur la base d'un recouvrement intégral des coûts et de mécanismes transparents. Ce processus d'analyse comporte une série de consultations officieuses avec les Etats membres et les donateurs.

UNE APPROCHE AXEE SUR LA PERSONNE HUMAINE

Ciblage accru des ressources sur les groupes les plus pauvres

19. Le PAM s'emploie à améliorer l'efficacité de son aide alimentaire en s'efforçant d'évaluer les besoins et la vulnérabilité de façon toujours plus précise. Au **Cambodge**, par exemple, il a combiné l'établissement d'indicateurs socio-économiques à une vaste opération de cartographie de la pauvreté pour poser ainsi les bases nécessaires à un ciblage de ses activités sur les groupes les plus vulnérables. Le bureau du PAM dans le pays a ainsi pu identifier des activités qui aident les populations à reconstituer leurs moyens de subsistance et à renforcer leur sécurité alimentaire. Les méthodes appliquées ont également permis d'élaborer des approches de la transition des secours au redressement adaptées à la situation spécifique qui prévaut dans le pays. En ayant recours aux structures communautaires pour le ciblage de ses activités dans tous les cas où cela est possible, le PAM contribue à renforcer les capacités locales. Les femmes sont aujourd'hui représentées dans les mécanismes communautaires de prise de décisions concernant le ciblage des bénéficiaires. Le PAM collabore aussi de plus en plus étroitement avec les ONG afin de renforcer la participation communautaire.

Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)

20. Il y a plusieurs années, le PAM a entrepris un processus de création d'une capacité interne - le Groupe de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité - d'utiliser les systèmes existants d'information sur la sécurité alimentaire et de les améliorer si besoin était, l'intention étant de bien comprendre les conditions auxquelles sont confrontées les populations affectées par des périodes d'insécurité alimentaire, de mettre au point des interventions appropriées et d'aider au relèvement de ces populations, tout en ciblant plus efficacement des ressources de plus en plus limitées. Les analyses de la vulnérabilité tendent à déterminer dans quelle mesure les populations peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels en temps usuel (vulnérabilité de référence) et dans quelle mesure elles peuvent s'adapter pour mieux absorber des chocs épisodiques qui peuvent restreindre leur accès à l'alimentation (vulnérabilité actuelle).
21. A la fin de 1997, le PAM avait établi cinq cellules régionales ACV ainsi que trois cellules indépendantes dans des pays où étaient réalisées des opérations complexes; en tout, 28 pays ont reçu une assistance technique. Ces unités s'occupent notamment de coordonner les activités au plan régional, de gérer les contrats de sous-traitance d'activités techniques, de fournir les moyens financiers et techniques nécessaires pour rassembler des données primaires et procéder à des évaluations rapides et de renforcer les capacités des organismes locaux de contrepartie. Une fois un tel service mis sur pied, un bureau de pays peut établir

une analyse de référence de la vulnérabilité structurelle du pays au moyen d'une série de données socio-économiques ainsi que de données de base sur l'infrastructure et la logistique pour pouvoir ainsi préparer des plans d'intervention en cas de besoin. En participant directement aux activités opérationnelles des bureaux de pays, les fonctionnaires des cellules ACV ont mis ces bureaux mieux à même d'établir des évaluations des besoins et des évaluations rapides en cas d'urgence et d'analyser les risques et les mécanismes de défense des populations. Ces données sont disponibles sur le site du Groupe de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité sur le World Wide Web, qui est devenu une importante source d'informations pour tous les partenaires du PAM.

22. En 1997, le PAM a pris une part active aux activités du Groupe de travail interinstitutions sur les systèmes d'information et de cartographie de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire mis sur pied par la FAO et lui a fourni un appui technique. Au Cambodge, par exemple, le PAM, la FAO et le gouvernement ont chargé l'organisme national de contrepartie responsable des analyses et de la cartographie de la vulnérabilité de faire également fonction d'organisme de contrepartie pour le Groupe de travail interinstitutions, décision qui permettra d'utiliser au mieux les ressources financières et humaines limitées qui sont disponibles tout en resserrant les liens au niveau interinstitutions.

L'analyse de la vulnérabilité, moyen de s'adapter à des besoins changeants

- En **Ethiopie**, le bureau de pays et les organismes coopérants ont demandé au Groupe de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité de diriger l'élaboration d'une méthode d'évaluation des besoins d'aide alimentaire. Les estimations établies ont contribué directement au processus conjoint d'évaluation FAO/PAM. En outre, ces données sont de plus en plus largement utilisées par les autres donateurs (par exemple USAID, l'Union européenne (UE) ou l'Agence canadienne de développement international (ACDI)) pour leurs propres programmes de planification de l'aide alimentaire.
- Le bureau régional pour l'**Afrique australe** a donné la priorité aux activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité en raison de la menace de plus en plus précise représentée par *El Niño*. La cellule régionale responsable, conjointement avec la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), vient d'achever l'élaboration du premier plan d'intervention d'urgence complet pour la région.
- En **Chine**, les activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité ont été entreprises conjointement par le Gouvernement chinois et le FIDA, avec l'appui de l'Université de Venise, pour aider à constituer une nouvelle réserve de projets conjoints.
- Au **Pakistan**, la cellule ACV du bureau régional a entrepris de mettre au point des méthodes novatrices d'évaluation rurale rapides sur la base d'un accord de collaboration conclu avec Save the Children Fund/Royaume-Uni.

Atteindre les mères et les enfants

23. Une nutrition inadéquate pendant les premières années de la vie et pendant la grossesse a de sérieuses répercussions sur la santé, le développement mental et la productivité future de la main-d'oeuvre. Or, pour 30 pour cent environ des enfants de moins de cinq ans, la sous-alimentation aggrave les risques de maladies et de décès. La plupart de ces enfants vivent dans le sud de l'Asie et en Afrique subsaharienne.
24. En octobre 1997, le Conseil d'administration a approuvé les principes qui doivent guider les politiques et les opérations du PAM pour que celui-ci mette un accent plus marqué sur

les activités visant à s'attaquer à la "malnutrition précoce". Ces principes sont notamment les suivants:

- a) L'attention devra porter en priorité, lors de l'évaluation des besoins d'aide alimentaire des pays, sur les problèmes liés à la malnutrition infantile et maternelle.
 - b) L'on s'attachera à garantir l'efficacité de l'aide alimentaire en nouant des partenariats avec les autres organismes des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et les ONG.
 - c) L'aide fournie par le PAM pour remédier à la malnutrition sera axée exclusivement sur les femmes et les enfants dont la vulnérabilité nutritionnelle est directement liée à l'absence d'apport calorique suffisant et approprié.
 - d) Dans tous les cas où cela sera possible, les produits faisant partie de l'assortiment alimentaire seront enrichis en micronutriments.
 - e) La durabilité, le coût de l'aide alimentaire du PAM et la durée qu'elle devra avoir seront évalués au regard de ses effets à plus long terme et des capacités et de l'engagement des pays bénéficiaires eux-mêmes.
25. Des directives opérationnelles et une stratégie de formation visant à traduire les principes susmentionnés dans la pratique devraient être disponibles à la mi-1998.
26. Au **Sénégal**, le gouvernement a réussi à améliorer nettement la situation nutritionnelle des jeunes enfants et des mères grâce à un projet expérimental de distribution d'aliments de sevrage réalisé avec l'aide du PAM. Le Programme a mis au point et finance la production de compléments alimentaires à haute valeur nutritive et riches en protéines à base de sorgho, d'arachides et de légumineuses d'origine locale. Cette intervention ciblée, qui a permis d'améliorer efficacement la nutrition à peu de frais, a été conçue en étroite collaboration avec ses partenaires, y compris la Banque mondiale et le gouvernement. Le principal objectif de ce projet est d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants de six mois à trois ans ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes dans les quartiers urbains pauvres. A ce jour, des entreprises locales ont fabriqué environ 900 tonnes d'aliments de sevrage, qui ont été distribués à quelque 24 000 enfants sous-alimentés et 16 000 femmes enceintes ou mères allaitantes. Quatre-vingts pour cent des enfants qui ont reçu cette assistance sont pleinement remis.
27. L'enrichissement des aliments peut avoir un impact marqué sur la nutrition des enfants souffrant de malnutrition grave et des femmes enceintes. Au **Yémen**, par exemple, le PAM collabore avec d'autres organisations (l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)) et avec les Gouvernements allemand et néerlandais à la distribution d'aliments enrichis et à l'amélioration des services de santé maternelle et infantile (SMI). Au **Honduras**, un nouveau projet approuvé en 1997 tendra à s'attaquer à la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans ainsi qu'à l'incidence élevée de l'anémie chez les futures mères grâce à la distribution d'un programme d'enrichissement des aliments en micronutriments appuyé par le Canada. Ce projet visera également à renforcer l'organisation communautaire et, dans ce contexte, à accroître la participation des femmes à la prise de décisions au niveau des communautés.

La santé des femmes et le Fonds pour les micronutriments

Les carences en vitamine A, en fer et en iode sont au nombre des carences en micronutriments auxquelles il faut remédier dès que possible si l'on ne veut pas qu'elles aient des effets néfastes sur la

santé tout au long de la vie. Les groupes vulnérables sont notamment les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants, et plus particulièrement les enfants de moins de cinq ans.

Les carences en micronutriments constituent un problème très fréquent pour des millions d'habitants de pays en développement, et elles affectent particulièrement les femmes. Le PAM, grâce à une contribution de 20 millions de dollars du Gouvernement canadien, s'est efforcé tout particulièrement d'améliorer l'état de santé et la situation nutritionnelle des groupes vulnérables pour assurer à ceux qui en ont besoin un apport suffisant en micronutriments par le biais du Fonds pour la promotion de la santé des femmes et la lutte contre les carences en micronutriments.

Grâce à ce Fonds, des aliments mélangés, du blé ou du maïs sont enrichis en Bolivie, en Equateur, en Ethiopie, en Haïti, en Inde, au Malawi, au Nicaragua et en Zambie, et des suppléments de micronutriments sont distribués en Chine, au Honduras, au Népal et au Pakistan. Pendant la période 1997-1999, près d'un million de femmes et plus de deux millions d'enfants devraient bénéficier des distributions d'aliments enrichis, et des activités de surveillance spéciale, des programmes de formation et une assistance technique devraient également être entrepris au moyen d'un financement du Fonds.

Progrès accomplis dans le contexte des engagements de Beijing

28. La sécurité alimentaire des ménages continue de relever essentiellement de la responsabilité des femmes. Soit qu'elles vivent dans des régions affectées par des catastrophes dues à l'homme (Burundi, Libéria, Rwanda, et sud du Soudan) ou des catastrophes environnementales, soit qu'elles soient soumises aux contraintes découlant des valeurs traditionnelles, les femmes risquent leur bien-être et leur sécurité pour nourrir leurs familles. Les engagements pris par le PAM à l'égard des femmes sont les suivants:

- a) 60 pour cent des ressources allouées aux programmes doivent être axées sur les femmes;
- b) le PAM s'emploiera à promouvoir l'accès des femmes aux postes et structures de prise de décisions pour leur permettre de faire connaître leurs besoins et de gérer l'aide alimentaire, du stade de la distribution à celui de la consommation; et
- c) l'accent sera mis sur la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe afin de suivre systématiquement l'impact direct des activités sur les femmes.

Défense des droits de la femme en Afghanistan

Le 26 juin 1997, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a approuvé les recommandations du Comité exécutif pour les affaires humanitaires, tendant notamment à ce que les organismes des Nations Unies:

- poursuivent leurs activités visant à assurer la survie de tous les Afghans dans le besoin, y compris des réfugiés, hommes et femmes, des personnes déplacées et des populations vulnérables;
- mènent des activités de relèvement, pour autant qu'elles profitent également aux femmes et aux hommes sur les plans aussi bien de la participation que des résultats.

Le PAM a adopté une "approche de principe" dans son aide à l'Afghanistan, conformément à la politique définie par le Secrétaire général. Il a continué de fournir des secours pour sauver des vies tout en veillant à ce que les femmes et les filles participent aux activités de relèvement appuyées par le PAM et en bénéficient également. Il a aussi joué un rôle de plaidoyer pour défendre les droits fondamentaux des femmes, notamment pour ce qui est de l'accès aux soins de santé et de la mobilité dans le travail. Le PAM non seulement est le plus important donateur en Afghanistan et l'organisme qui emploie le plus grand nombre de femmes de la catégorie du cadre organique, qu'elles soient recrutées sur le plan national ou international (huit et dix respectivement), mais il a aussi réussi à réaliser des projets pour les femmes. Ainsi, il a négocié avec les autorités pour que les femmes qu'il emploie soient autorisées à travailler pour lui, principalement en qualité d'animatrices de projets ayant un impact direct sur les femmes et les filles.

Les femmes ont bénéficié d'activités vivres-contre-formation, de programmes d'alimentation en établissements et de projets de boulangerie et y ont participé directement dans des régions où les autorités ont restreint le rôle des femmes dans la vie publique. Dans la région de Hazarajat, les femmes ont souvent représenté 100 pour cent des bénéficiaires des programmes d'échange de vivres contre des semences réalisés par le PAM et la FAO. Les femmes (pour la plupart des veuves) ont géré des projets de création d'activités génératrices de revenu dans de nombreuses régions, particulièrement dans celles de Kaboul et de Faizabad, et en ont bénéficié. Le projet de boulangeries féminines, par exemple, revêt une importance capitale pour la survie des femmes ainsi que pour leur habilitation à long terme étant donné que les femmes sont à la fois productrices et gestionnaires. Le succès de ces boulangeries représente une réalisation notable pour le PAM à quatre titres différents: les femmes bénéficient directement de l'alimentation, leur accès aux structures de prise de décisions se trouve amélioré, la gestion et le suivi participatifs sont encouragés et une alimentation complémentaire essentielle est distribuée à des centaines de milliers d'Afghans.

29. Parmi les mesures concrètes prises par le PAM en faveur des femmes en 1997, il convient de citer:

- a) des modules et des ateliers de formation tendant à accroître la participation des femmes aux secours en les associant aux efforts plutôt que de les considérer seulement comme des bénéficiaires. En outre, dix bureaux de pays ont entrepris une formation pour sensibiliser les fonctionnaires du PAM et les agents des organismes de contrepartie à la nécessité d'encourager une participation différenciée selon le sexe et de mettre en relief l'importance du rôle que jouent les femmes dans les opérations d'urgence appuyées par le PAM;
- b) des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre desquels 50 pour cent au moins de l'aide alimentaire sert à encourager la scolarisation des filles. A ce jour, quelque 70 millions de dollars ont été investis dans de tels projets, et ce chiffre ne manquera pas d'augmenter du fait des engagements pris par le PAM en ce qui concerne l'éducation des filles dans des sociétés où il existe une ségrégation entre les sexes, comme en Afghanistan et au Pakistan;
- c) les efforts déployés pour faire en sorte que les femmes puissent rentrer chez elles en sécurité après s'être rendues sur les lieux de distribution, les enquêtes réalisées dans le sud du Burundi, en Ethiopie et au Soudan ayant fait apparaître que la sécurité était un problème majeur; en outre, un atelier doit être organisé pour former les femmes et se préparer à s'organiser pour accroître leur sécurité;
- d) la décision de veiller à ce que, dans toutes les opérations de secours du PAM, les organismes d'exécution aient à rendre compte des efforts déployés pour que les ressources soient allouées équitablement entre les hommes et les femmes et que les femmes participent à la gestion de l'aide alimentaire. En outre, tous les bureaux régionaux ont établi des critères précis pour l'examen de toutes les demandes de financement d'opérations d'urgence selon lesquels les gouvernements doivent introduire des mécanismes participatifs d'exécution afin de renforcer le rôle des femmes dans les plans d'opérations existants. Toutefois, les ressources - capacités humaines ou temps - ayant manqué, il n'a pas toujours été possible d'appliquer intégralement ces décisions;
- e) les mécanismes de suivi et d'évaluation systématiques dans le cadre desquels les bénéficiaires et les femmes participent à la surveillance des distributions de vivres qui ont été introduits initialement en Bolivie sont désormais la règle dans la plupart des opérations du PAM. Ces mécanismes comportent notamment des indicateurs sexospécifiques et la désignation d'une unité chargée de suivre les résultats obtenus,

de rendre compte de la manière dont les activités sont structurées et de rassembler des données ventilées par sexe au sujet de toutes les opérations du PAM;

- f) les directeurs sur le terrain sont tenus pour responsables de la réalisation des engagements pris en matière d'équité entre les sexes en recrutant des femmes;
- g) la Division des ressources humaines du PAM a adopté une stratégie fondée sur une politique positive de recrutement et de promotion qui, grâce également aux efforts déployés pour accroître les taux de fidélisation des fonctionnaires de sexe féminin, a permis:
 - de porter le taux de représentation des femmes à la classe P-5 de neuf pour cent à 23 pour cent entre 1992 et 1997. En outre, les femmes qui occupent des postes de classe D-1, D-2 et Sous-Secrétaire général/Secrétaire général adjoint représentent respectivement 23,2 pour cent, 25 pour cent et 33 pour cent du total;
 - d'accroître nettement le recrutement des femmes en général, qui ont représenté 43 pour cent du nombre total de fonctionnaires recrutés en 1997, contre deux pour cent en 1994.

30. Un Fonds d'action pour l'égalité entre hommes et femmes d'un montant total de 700 000 dollars ainsi qu'une subvention du Gouvernement néerlandais pour l'amélioration de la qualité, d'un montant total de 300 000 dollars, ont servi à financer ces initiatives en 1997 et ainsi à mettre le PAM mieux à même d'honorer ses engagements à l'égard des femmes.

Parmi les exemples d'activités réalisées par les bureaux de pays **spécifiquement en faveur des femmes**, on peut citer les suivants:

- En **Iraq**, le bureau auxiliaire de Sulaymania est responsable de la distribution de vivres à 1,4 million de personnes dans le cadre de projets du PAM et de l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité. Les agents de ce bureau se sont patiemment efforcés de surmonter les obstacles socioculturels qui empêchaient les femmes de participer aux projets du PAM et d'occuper des postes de responsabilité.
- Au **Burundi**, un projet a aidé 30 000 femmes déplacées et réfugiées à commencer à gagner de l'argent en créant des micro-entreprises, en gérant des boulangeries, des ateliers de couture et des crèches, en fabriquant des ouvrages d'artisanat, en cultivant la terre et en élevant des animaux.
- En **République démocratique du Congo**, une équipe de trois employées du PAM, initialement constituée pour aider les femmes du Rwanda et du Burundi à recevoir une part égale des secours alimentaires distribués dans les camps de réfugiés, travaille aujourd'hui avec les associations féminines locales à des projets de relèvement et de reconstruction, l'accent étant mis en particulier sur les efforts tendant à aider les femmes à mieux se nourrir, ainsi que leurs familles.

Stratégies de participation

31. Conformément à sa mission, le PAM "veille à ce que ses programmes d'assistance technique soient conçus et exécutés sur la base d'une large participation". Toutefois, les approches participatives sont relativement nouvelles pour le PAM, qui continue de développer ses capacités en termes aussi bien de personnel que de méthodes.
32. Il y a différents types de participants aux activités du PAM, et aussi différents types de participation: par exemple, au **Viet Nam**, les agriculteurs participent en qualité de planificateurs et de travailleurs à un projet de développement de petites exploitations agricoles; au **Soudan**, des comités villageois de secours participent aux efforts de ciblage

des membres les plus vulnérables de la communauté et à la distribution des vivres; au **Pérou**, les hommes et les femmes participent à divers titres - planificateurs, membres consultés de la communauté, décideurs et travailleurs - à un projet visant à assurer la durabilité des activités d'aménagement des bassins versants.

33. En **Ethiopie**, les programmes de création d'emplois - au moyen de travaux de conservation des sols et des eaux, de construction et d'entretien des routes et d'aménagement de barrages et d'étangs - sont sélectionnés par les communautés par l'entremise de comités participatifs locaux de planification. La communauté a un enjeu direct dans les activités et a un intérêt réel dans leurs résultats dès le premier jour. Tous les résultats des activités bénéficient directement aux communautés et aident ceux qui n'ont pas de quoi se nourrir convenablement à améliorer leurs conditions de vie, à devenir plus autonomes et à améliorer leur sécurité alimentaire. Ces programmes de création d'emplois facilitent le processus de relèvement tout en empêchant de créer parmi les communautés bénéficiaires une dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. Un "filet de sécurité", c'est-à-dire une distribution gratuite de vivres aux plus vulnérables, est disponible si besoin est.
34. Dans le cadre du projet "Travaux communautaires d'infrastructure rurale" réalisé au **Népal**, l'aide alimentaire est utilisée comme ressource pour mobiliser des ménages ruraux pauvres et les aider à mettre en place une infrastructure durable appartenant aux bénéficiaires eux-mêmes et gérée par eux sur la base des besoins qu'ils ont eux-mêmes identifiés. Les activités réalisées dans le cadre de ce projet tendent notamment à renforcer la capacité des communautés rurales pauvres d'élire des représentants et des groupes d'usagers afin de préparer et de mettre en oeuvre des travaux d'infrastructure rurale, d'améliorer la gestion et l'entretien des ouvrages d'infrastructure en sensibilisant les usagers à leur importance et de promouvoir la participation des femmes à l'identification et à la gestion des travaux communautaires.
35. Une série de directives sur "Le suivi et l'évaluation de la participation du PAM aux activités de gestion des ressources naturelles appuyées par des programmes vivres-contre-travail" a été élaborée et publiée en 1997. Ces directives, inspirées des méthodes utilisées et de l'expérience acquise en Ethiopie, en Inde et en Syrie, devraient, au moyen de suggestions et d'exemples concrets, aider les bureaux de pays à renforcer la participation des communautés en améliorant les systèmes de suivi et d'évaluation. Elles permettront de mieux déterminer quels devraient être les groupes cibles, comment ces derniers bénéficient de l'aide alimentaire et quel est l'impact de celle-ci sur la sécurité alimentaire des ménages.

Ciblage accru des activités du PAM sur les pays ayant le plus besoin d'aide alimentaire

36. L'objectif du PAM est de livrer au moins 90 pour cent de son aide alimentaire pour le **développement** aux pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et aux pays les moins avancés (PMA). En outre, 50 pour cent au moins du total de l'aide au développement va en priorité aux PMA. En 1997, le PAM a atteint l'objectif qui avait été fixé par le Conseil d'administration pour 1997: plus de 50 pour cent de l'aide alimentaire pour le développement est allée à des PMA et 93 pour cent à des activités dans des PFRDV.
37. Parvenir à atteindre les populations des PMA dans le besoin est une tâche ardue. De nombreux pays prioritaires exécutent de petits programmes, souvent du fait de leur capacité limitée de fournir les ressources et compétences de contrepartie nécessaires pour utiliser efficacement l'aide alimentaire. Cependant, la pratique du PAM en matière de

programmation, qui privilégie l'application de critères de conception standard plutôt que l'adaptation aux conditions locales, crée souvent des contraintes supplémentaires.

38. En octobre 1997, le Conseil d'administration a approuvé une série de mesures visant à accroître la concentration des programmes et à rationaliser la fourniture de l'aide au développement en faveur des pays les plus pauvres. Les stratégies mises en oeuvre sont notamment les suivantes:
- a) adopter une approche "évolutive" souple de l'élaboration des programmes qui s'efforce d'adapter ces derniers aux conditions locales plutôt que d'appliquer des directives standard rigides;
 - b) investir dans les capacités nationales par une formation du personnel de contrepartie et la fourniture d'apports non alimentaires et de services essentiels au succès des interventions alimentaires;
 - c) recourir davantage aux mécanismes de fonds alimentaires et aux projets expérimentaux, si les conditions s'y prêtent et sous réserve d'une gestion rigoureuse; et
 - d) lorsque cela est indispensable pour résoudre les problèmes des populations pauvres et vulnérables, favoriser l'entretien des services publics de base et des infrastructures par une aide alimentaire tout en reconnaissant la nécessité d'un retrait progressif.

Améliorer la qualité des opérations et intégrer l'aide du PAM dans les programmes nationaux du pays bénéficiaire

Programmation par pays

39. Conformément à la résolution 50/120 de l'Assemblée générale, les programmes de pays impliquent une participation active du gouvernement dans leur préparation et leur exécution. En utilisant la Note de stratégie nationale (NSN) comme point de départ chaque fois que possible, le PAM établit le programme de pays en pleine consultation avec les autres organismes des Nations Unies et le gouvernement.
40. En 1997, huit programmes de pays ont été approuvés par le Conseil d'administration du PAM. Conformément au processus de décentralisation qui délègue plus de responsabilités sur le terrain, le pouvoir d'approuver les activités relevant d'un programme de pays donné a été transféré au Directeur de pays. En outre, ce dernier peut affecter de nouvelles priorités aux activités prévues au titre du programme de pays dans les limites approuvées par le Conseil d'administration et est incité à chercher un financement complémentaire au niveau du pays.

Gestion et contrôle de la qualité

41. Le Fonds pour l'amélioration de la qualité, créé en 1991 grâce à un financement du Gouvernement néerlandais pour contribuer à améliorer la qualité des activités bénéficiant de l'aide du PAM, a continué d'aider à la mise en oeuvre par le PAM d'une vaste gamme d'activités expérimentales, novatrices et spéciales. Entre 1991 et 1997, 15,3 millions de dollars au total ont été affectés à plus de 260 activités visant à financer la remise en état des infrastructures locales, y compris une aide aux entreprises locales de transformation et aux petits commerces d'alimentation; le renforcement des capacités locales grâce à une assistance technique; un soutien pilote et des études spéciales sur l'expérience du PAM en matière d'utilisation des bons d'alimentation ainsi que sur les achats sur place et leurs

incidences sur les marchés agricoles locaux; des initiatives spéciales destinées à améliorer le ciblage des activités, le recensement des bénéficiaires et le suivi de l'impact de l'aide alimentaire du PAM; enfin, la formation du personnel des bureaux de pays et de certains personnels de contrepartie à l'application des directives opérationnelles du PAM.

42. Pour assurer une qualité optimale des opérations de secours, les procédures d'élaboration et d'approbation des opérations d'urgence et des interventions prolongées de secours ont été revues en 1997. Dans la nouvelle formule, les profils, y compris le sexe, des bénéficiaires prévus sont plus détaillés. Les demandes d'interventions prolongées de secours doivent indiquer comment est envisagé le passage de la phase des secours à celle du redressement/développement. Qui plus est, des indicateurs permettant d'évaluer les résultats des opérations d'urgence et des interventions prolongées de secours doivent figurer clairement dans toutes les demandes.
43. Les procédures de suivi ont été améliorées pour pouvoir déterminer systématiquement non seulement le nombre des bénéficiaires et leurs profils mais également d'autres aspects qualitatifs tels que la manière dont les bénéficiaires perçoivent l'aide alimentaire et son incidence sur leur vie quotidienne. Des mesures sont actuellement introduites pour institutionnaliser les nouvelles procédures en rendant le personnel mieux à même de les appliquer. Après les évaluations des besoins de formation réalisées dans certains pays d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Asie pour adapter les matériels pédagogiques aux besoins précis qui ont été recensés, 50 agents internationaux et nationaux provenant de ces régions ont été choisis pour participer à des ateliers tenus au Guatemala et au Bangladesh.

Evaluation

44. En 1997, les travaux entrepris par le Bureau de l'évaluation ont continué de refléter les priorités stratégiques générales du PAM ainsi qu'une diminution de la place des projets de développement au profit des opérations de secours dans les évaluations. Trois études thématiques concernant le développement et les interventions de secours ont été réalisées.
45. Un examen de l'expérience du PAM en matière d'assistance alimentaire et de ressources naturelles a mis en relief l'importance des questions liées aux ressources naturelles non seulement pour le développement mais surtout dans les situations exigeant des activités de secours et de relèvement, du fait de la fréquente détérioration des ressources naturelles des pays d'accueil (dans le cas où il y a des réfugiés). L'étude a souligné la nécessité, dans les interventions d'aide humanitaire, de prévoir des activités de gestion des ressources naturelles destinées à arrêter dès que possible la dégradation de ces ressources. Dans le même ordre d'idées, l'étude a constaté que dans la perspective d'une aide axée sur la réinstallation et le passage des secours au redressement, la durabilité des interventions exige qu'on s'efforce de limiter la phase de secours et d'entreprendre les activités de redressement dès que les conditions externes le permettent.
46. S'agissant des secours, quatre missions d'évaluation ont été entreprises. Considérant l'importance de l'intervention du PAM dans des situations où la phase d'urgence a fait place à une phase de relèvement et de reprise, ces évaluations ont analysé en particulier le rôle que l'aide alimentaire a joué et peut continuer à jouer dans la transition. Dans le cadre du portefeuille de développement, deux missions d'évaluation de projets de développement rural ont été entreprises, dont l'une au Népal, ce qui a constitué un exercice conjoint donateurs/PAM très utile.

Promouvoir l'efficacité et l'efficacité opérationnelles

Logistique et transports

47. Les opérations de transport et de logistique dans le monde ne cessant de gagner en complexité depuis quelques années, une vaste étude de toutes les procédures liées aux transports, à la logistique et aux assurances, a été réalisée durant l'année. Il s'agissait notamment de confier des fonctions et responsabilités supplémentaires aux bureaux de pays. L'un des résultats importants de l'étude a été l'établissement d'un manuel de référence sur les transports et la logistique destiné au personnel du PAM.
48. Les activités de planification et de groupage avant expédition menées par le Programme, y compris une amélioration de la gestion et de la programmation des demandes d'expédition en fonction des tendances et possibilités du marché du fret maritime, ont permis d'économiser au total 2,2 millions de dollars en 1997. On trouvera ci-après des exemples d'opérations économiquement efficaces ou novatrices:
- a) Dans la **République populaire démocratique de Corée**, le PAM est parvenu à organiser pour la première fois une opération commerciale privée d'ensachage qui a ouvert à des sociétés privées la possibilité d'opérer dans le pays, ce qui facilitera les importations en vrac aussi bien au titre de l'aide alimentaire que dans un but commercial.
 - b) En **Iraq**, le PAM a transporté les vivres achetés par le gouvernement central en vertu de la résolution 986 du Conseil de sécurité vers les provinces du nord pour approvisionner quelque 8 000 agents responsables de la distribution des rations aux trois millions d'habitants des provinces. Malgré les difficultés rencontrées pour obtenir des quantités suffisantes aux points de remise des vivres et les troubles dans la région frontalière avec la Turquie, un assortiment alimentaire de 12 produits différents représentant en moyenne quelque 47 000 tonnes de produits par mois a été remis avec succès en 1997.

Coordonner les services de logistique avec les autres organismes de secours

Les efforts activement déployés par le PAM pour mettre en place des **cellules logistiques conjointes** pour la région des Grands Lacs africains (Entebbe et Kisangani) et la Somalie se sont traduits par une meilleure coordination et par une utilisation optimale des ressources disponibles en 1997. On a eu recours à des opérations aériennes combinées dans la région des Grands Lacs, les avions du PAM et du HCR étant utilisés pour livrer les vivres à l'aller et, au retour, rapatrier les réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo. Cela a atténué les problèmes qu'auraient pu poser le manque de coordination dans la programmation des vols, la congestion des aéroports, les pénuries de carburant et la sous-utilisation de la capacité, ce qui aurait compromis la rentabilité de l'opération et nécessité plus d'heures de vol. Les économies totales réalisées au titre de l'opération conjointe PAM/HCR se sont élevées à 1,6 million de dollars.

Un bon rapport coût-efficacité a aussi été enregistré lorsque le PAM a fourni des services à des organismes partenaires et des ONG par l'intermédiaire d'arrangements d'appui opérationnel communs tels que les services aériens communs des Nations Unies (UNCAS) à Nairobi. Comparé à de précédents arrangements individuels de leasing, le recours à ces services a entraîné des économies de plus de 20 pour cent pour chacun des organismes associés, et la qualité et l'efficacité des services se sont sensiblement améliorées.

49. Le PAM continue de prendre des assurances dommages et responsabilité pour avoir la couverture la plus efficace possible par rapport aux coûts tout en utilisant diverses techniques de gestion des risques pour réaliser des économies supplémentaires, par le biais notamment, le cas échéant, d'assurances traditionnelles et d'auto-assurance. La gamme des risques couverts correspond aux différentes opérations maritimes, terrestres et aériennes du PAM. L'assurance couvre par exemple les opérations des péniches et remorqueurs sur le Nil, les activités de largage aérien au Soudan et les actes délictueux commis à l'encontre du personnel, ainsi que les risques plus traditionnels de responsabilité civile et d'assurance des bâtiments. Au 31 décembre 1997, les arrangements d'auto-assurance pour les produits du PAM étaient appliqués depuis trois ans et huit mois. Les économies réalisées pendant cette période se chiffrent sans doute à quelque sept millions de dollars, et ce malgré la plus lourde perte jamais enregistrée par le PAM - 1,75 million de dollars - lorsque le "Cheng Da" a coulé dans le détroit de Taiwan en 1996.

Achats alimentaires du PAM: une année record

50. Le volume total des denrées alimentaires achetées par le PAM pour 1997 s'est élevé à 1 366 000 tonnes – soit une augmentation de 40 pour cent par rapport à 1996. Le prix des céréales, qui avait atteint des niveaux très élevés en 1995/96, est redevenu plus normal en 1997. Le coût moyen des produits achetés par le PAM a diminué de 40 dollars la tonne en 1997. Le coût des produits alimentaires achetés en 1997 s'est élevé à 323 millions de dollars, contre 269 millions de dollars en 1996: les achats de produits alimentaires du PAM n'avaient jamais atteint une valeur aussi élevée. Ces augmentations reflètent l'évolution de la politique de certains donateurs du PAM qui avaient l'habitude de verser leurs contributions en nature et qui en versent maintenant une part de plus en plus importante en espèces en posant toutefois dans certains cas des conditions concernant la provenance des achats. Le total des achats d'articles non alimentaires s'est élevé à 12 millions de dollars en 1997.
51. Les quantités achetées dans des pays en développement se sont élevées à 821 000 tonnes en 1997, pour un coût total de 202 millions de dollars, représentant 63 pour cent en valeur et 60 pour cent en volume du total des achats alimentaires pour 1997. Avec un total de 214 000 tonnes équivalant à 40 millions de dollars, l'Afrique du Sud a une fois encore été la principale source d'approvisionnement du PAM, surtout pour le maïs et les produits dérivés.

"Pas de lait aujourd'hui..."

Pendant de nombreuses années, le lait a occupé une large place dans les programmes du PAM, en particulier dans les projets d'alimentation scolaire. Malheureusement, ce produit est très cher. Le lait en poudre coûte environ 2 000 dollars la tonne. Très sensible à la contamination bactériologique, il doit subir un procédé de transformation spécial et être livré soit frais tous les jours, soit convenablement conditionné. Il en résulte qu'un verre de lait prêt à être consommé coûte facilement 10 cents.

Lorsque les excédents de lait ont disparu dans les années 80, ce coût est devenu exorbitant pour le PAM et le lait a rapidement disparu des menus des écoles, sans être remplacé de manière satisfaisante.

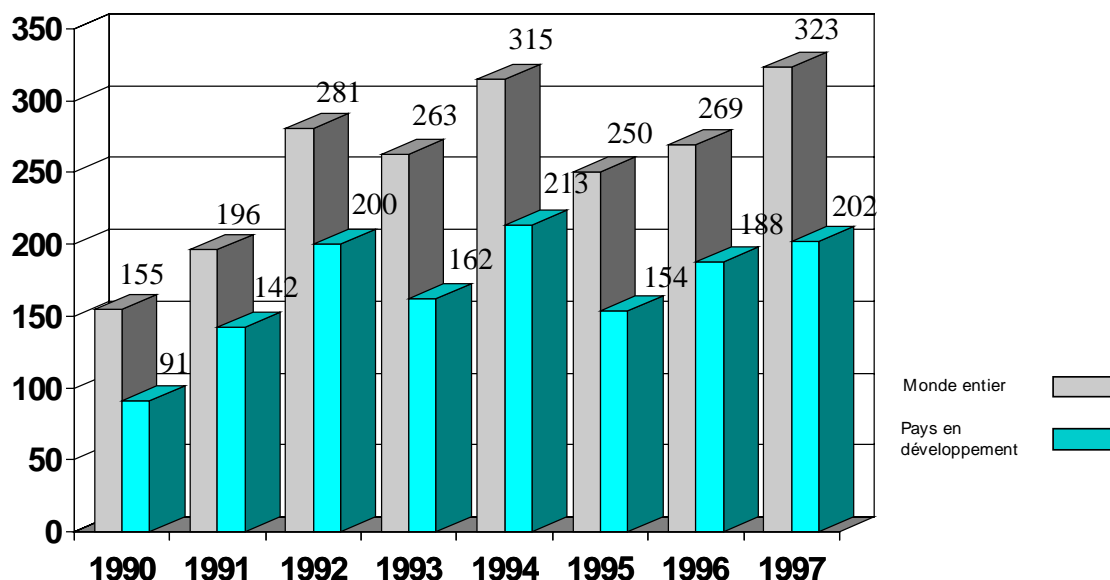
Récemment, toutefois, un produit de substitution a été introduit dans plusieurs projets réalisés dans des écoles en Ethiopie, en Haïti et au Nicaragua, avec des résultats prometteurs. La boisson qui est maintenant utilisée et qui se base sur l'ancienne recette latino-américaine de l'*horchata*, se compose d'un mélange de céréales et de légumineuses torréfiées, de farine, de miel, d'huile et d'un condiment comme le cacao ou la cannelle dissous dans l'eau.

Aux denrées d'aide alimentaire disponibles - mélange maïs-soja et sucre (25 grammes de mélange maïs-soja plus 10 grammes de sucre pour un verre de 200 ml) – il suffit d'ajouter de l'eau bouillante et de remuer un peu pour obtenir une boisson ayant un agréable goût de céréales. Au prix de 1,5 cent le verre, il s'agit là d'une formule de substitution financièrement abordable et viable.

La base sèche pour cette boisson à base de céréales a une durée de conservation d'au moins six mois; les besoins en logistique sont donc minimes. Actuellement, de nombreux pays en développement fabriquent eux-mêmes du mélange maïs-soja.

52. Le PAM exécute d'importants programmes d'achats locaux en Ethiopie et en Inde où en 1997 il a acheté 90 000 tonnes et 60 000 tonnes de vivres, respectivement. En ce qui concerne le programme de secours du PAM en faveur de la République populaire démocratique de Corée, le riz a été fourni principalement par le Viet Nam (41 000 tonnes), tandis que l'essentiel des haricots et des produits à base de maïs (47 000 tonnes) ont été achetés en Chine. Les achats de vivres dans des pays bénéficiaires sont particulièrement appropriés dans les économies qui souffraient d'un déficit alimentaire et qui se dirigent vers l'autosuffisance.
53. Les principaux pays d'approvisionnement dans le monde industrialisé ont été l'Australie, le Canada, l'Italie et le Royaume-Uni.

Achats alimentaires du PAM:
(dans le monde et dans les pays en développement)
(en millions de dollars)



Achats flexibles de denrées alimentaires en Ethiopie

En Ethiopie, le PAM a réussi à appliquer une stratégie flexible d'achats alimentaires, ce qui a encouragé la production agricole et le développement du système de commercialisation des céréales. Une collaboration sans réserve des donateurs et une analyse approfondie des programmes éthiopiens d'achats locaux ont fourni des enseignements dont on pourra utilement s'inspirer pour élaborer des programmes semblables dans d'autres pays.

Pendant longtemps, l'Ethiopie a été tributaire de l'aide alimentaire pour pallier l'insuffisance des importations alimentaires et subvenir aux besoins les plus essentiels des populations vulnérables et sinistrées. Récemment, toutefois, deux années de bonnes récoltes ont permis de couvrir une grande partie des besoins d'aide alimentaire grâce aux approvisionnements locaux. En 1997, le PAM s'est vu confier par les donateurs et les organismes exécutant des programmes d'aide alimentaire la responsabilité de coordonner des interventions favorisant le développement du marché. Le volume acheté a nettement dépassé 120 000 tonnes; en outre, la valeur ajoutée apportée par le PAM à l'opération a été notable:

- le PAM a utilisé sa capacité logistique pour atteindre de petits fournisseurs qui éprouvent souvent des difficultés à organiser le transport jusqu'aux points de livraison;
- une surveillance continue des besoins d'aide alimentaire (basée sur les travaux de la cellule ACV et la participation annuelle à l'évaluation conjointe FAO/PAM des récoltes et des besoins alimentaires) a assuré que la stratégie en matière d'approvisionnement alimentaire pouvait être ajustée dans les meilleurs délais; et
- grâce à sa relation de longue date avec la Réserve de sécurité alimentaire d'urgence éthiopienne qui lui a fourni son appui, le PAM a tiré au mieux parti des entrepôts existants qui ont fait la soudure entre le moment où les vivres ont été achetés et celui où ils ont été distribués, ce qui a accru la rentabilité de l'opération et permis aux livraisons de répondre plus efficacement aux besoins d'aide alimentaire.

Après des années d'amélioration progressive de la production céréalière nationale, les prévisions laissent attendre une récolte relativement médiocre pour 1998. Les achats locaux du PAM ont sensiblement diminué et ont été remplacés par des expéditions de vivres provenant de l'étranger pour subvenir aux besoins d'aide alimentaire et réduire le déficit vivrier non couvert par les importations.

Préparation, planification d'urgence et dispositifs en attente

54. Dans le cadre des mécanismes d'intervention rapide qui ont continué de fournir un soutien essentiel pour les opérations d'urgence du PAM en 1997, les dispositifs en attente mis en place les années précédentes ont été éprouvés en 1997, lorsque le PAM a été appelé à fournir une assistance immédiate impliquant des opérations aériennes au cours des inondations qui ont frappé le Kenya et la Somalie. Les interventions du PAM au Libéria, en République populaire démocratique de Corée et en Sierra Leone ont aussi bénéficié de ces dispositifs qui ont permis au Programme d'obtenir un concours technique à court et à moyen terme, par exemple, d'officiers de port, de techniciens radio, de contrôleurs des denrées alimentaires, de spécialistes des télécommunications, de coordonnateurs aériens, de spécialistes de l'armement et d'ingénieurs en attendant de pouvoir disposer d'un personnel à plus long terme.

55. En 1997, les déploiements de personnel de réserve et de Volontaires des Nations Unies concernaient plus de 160 personnes par mois, détachées par le Conseil danois pour les réfugiés, le Conseil norvégien pour les réfugiés, l'Agence suédoise des services de secours, l'Organisme suisse de secours en cas de catastrophe et le Programme de Volontaires des Nations Unies. En 1997, le PAM a utilisé la capacité de l'Unité de défense civile et militaire du Département des affaires humanitaires (DAH) (maintenant appelé Bureau pour la coordination des affaires humanitaires) pour faire face à plusieurs situations d'urgence, ce qui lui a permis de répondre rapidement et efficacement aux besoins immédiats en

- Afghanistan, au Kenya, dans l'est de la République démocratique du Congo (pont aérien de Goma), et en Somalie (opérations par bateau).
56. Deux grands **exercices de planification d'urgence** ont été entrepris en 1997 - un atelier pour la région du Sahel et un exercice de planification d'urgence lié à *El Niño* en Afrique australe. Les résultats de ces initiatives ont été les suivants:
- a) une conscience accrue et une large acceptation de la nécessité d'un processus de planification d'urgence interinstitutions qui intègre les ressources, la stratégie, les programmes et la logistique;
 - b) l'élaboration d'une approche de la planification multi-unités pour l'Equipe spéciale sur le phénomène *El Niño*/Oscillation australe pour l'Afrique australe;
 - c) l'introduction du Système d'information pour la planification d'urgence du PAM (JULIA), dans lequel sont entrées toutes les informations, ce qui permet d'assurer qu'il reste viable et accessible au PAM et à ses partenaires.
57. En cours d'année, l'**Equipe renforcée d'intervention logistique d'urgence** (ALITE) a continué de diriger les évaluations de la capacité logistique pour la planification d'urgence visant à établir à partir de différents scénarios des plans d'urgence pour les futures interventions logistiques. En 1997, des évaluations ont été menées sur les effets potentiels d'*El Niño* au Sahel, en Afrique australe, en Amérique centrale et dans le Pacifique. Le PAM a continué de fournir des renseignements précieux sur la coopération civile et militaire, y compris les questions liées aux mines terrestres, et a collaboré, dans le cadre de sa stratégie de préparation, à des interventions humanitaires de maintien de la paix pour faire face à des situations d'urgence non conventionnelles.
58. En outre, une étude de terrain a été réalisée pour recenser les arrangements en place concernant la gestion et l'utilisation ainsi que l'état de préparation et la disponibilité future des stocks logistiques à l'appui des opérations d'urgence du Programme. A la suite de recommandations formulées dans l'étude, le PAM entreprendra de revoir les arrangements des Réserves stratégiques de moyens logistiques pour l'Afrique en tant que mécanisme de réponse initiale, la principale source des approvisionnements étant située en Europe. Cela permettra au matériel logistique d'être plus facilement disponible pour les autres opérations menées dans le monde.
59. La Defense Information Systems Agency des Etats-Unis a aidé le PAM dans les domaines des télécommunications et de l'échange d'informations, de la logistique et du suivi des produits ainsi que dans celui des systèmes d'informations géographiques. Cet organisme a réalisé des études qui ont débouché sur des observations et recommandations précieuses dans chacun de ces domaines.

Aide de secours

Sauver des vies humaines

60. Comme dans le passé, une grande partie des opérations d'urgence du PAM en 1997 se sont déroulées dans le cadre de situations de conflit, atteignant au total 4,2 millions de réfugiés/rapatriés et 14,9 millions de personnes déplacées dans leur propre pays. Malgré la persistance de situations d'urgence aiguës (République démocratique du Congo (ancien Zaïre) et Sierra Leone par exemple), dans de nombreuses régions, telles que l'Angola et le Libéria, les secours ne sont plus destinés à faire face à des situations dans lesquelles la vie des populations se trouve menacée mais à faciliter les activités de redressement. En

conséquence, l'année 1997 a été caractérisée par des opérations visant à aider les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à revenir dans leurs régions d'origine. Dans le cas de nombreuses opérations en cours, l'accent a été mis sur l'aide aux programmes de réinstallation volontaire.

61. Le nombre de victimes de sécheresses et d'inondations qui ont bénéficié de l'aide du PAM s'est élevé à 10 millions, les catastrophes naturelles auxquelles le PAM a dû faire face ayant été beaucoup plus nombreuses. En République populaire démocratique de Corée, qui a reçu une attention prioritaire pendant l'année, les problèmes structurels ont été aggravés par la sécheresse et les inondations. D'autres opérations plus traditionnelles ont été organisées pour faire face aux catastrophes naturelles en Ethiopie, au Kenya, au Laos, au Malawi, au Mozambique, en Tanzanie, au Sahel et, à la fin de l'année, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et en Somalie.
62. Si l'action du PAM a permis d'atténuer la faim et les souffrances, son aide n'a pu, dans certains cas tragiques, atteindre les bénéficiaires visés. Après le coup d'Etat en Sierra Leone, la population a connu sept mois de troubles civils pendant lesquels l'aide du PAM a été presque totalement interrompue du fait de l'insécurité et des effets des sanctions régionales. Les réfugiés qui erraient d'un endroit à l'autre dans l'est de la République démocratique du Congo pendant le conflit, et les Somalis bloqués pendant des semaines au milieu des inondations avant que l'aide commence à leur parvenir, sont d'autres exemples des situations d'urgence dans lesquelles les secours humanitaires se heurtent à des problèmes politiques ou financiers.

Des vies en danger

Si les agents du PAM s'efforcent de sauver la vie des populations en danger, eux-mêmes courent de plus en plus de risques. Sept fonctionnaires sont morts dans l'exercice de leurs fonctions en 1997: Jore Leitão en Angola; Sylvere Kaneza, Didace Nkezabera, Jean de Dieu Murawanshyaka et Naboth Baryamurjura, au Rwanda; et Abraham Michael Amasias et Kidane Tekle Giorgis en Ethiopie.

Plusieurs des grandes opérations du PAM ont lieu dans des zones de conflit. En collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, d'importants efforts ont été déployés par les principaux organismes opérationnels des Nations Unies les plus directement concernés, y compris le PAM, pour améliorer la sécurité de l'ensemble du personnel. Des arrangements interinstitutions ont notamment été prévus pour assurer une formation en matière de sécurité ainsi que des conseils pour faire face aux situations de stress. En 1997, le personnel du PAM détaché dans la région des Grands Lacs africains a participé à un atelier de formation organisé par le Coordonnateur des mesures de sécurité de l'ONU à Nairobi et le Coordonnateur de la sécurité sur le terrain du PAM a participé à un stage sur les négociations en cas de prise d'otages. Conformément à son engagement en faveur de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, le PAM a décidé en 1997 d'établir sa nouvelle unité de la sécurité de terrain au sein du bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité au Siège de l'ONU dans le cadre d'un service commun. Le PAM finance aussi partiellement un administrateur chargé de la sécurité au sein du bureau du Coordonnateur.

Rapatriement

63. L'amélioration de la sécurité dans plusieurs pays a permis aux rapatriés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays de retourner dans leurs régions d'origine en 1997. Le PAM a fourni une aide aux Rwandais revenant de la République démocratique du Congo (ancien Zaïre); aux Somalis revenant d'Ethiopie; aux réfugiés touaregs maliens revenant du Niger; aux Soudanais revenant de l'Ouganda dans le sud de leur pays tandis que les réfugiés ougandais suivaient l'itinéraire inverse; aux rapatriés afghans revenant du Tadjikistan et

aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays revenant dans leur foyer au Guatemala et dans l'ancienne Yougoslavie.

64. En **Ethiopie**, 10 000 réfugiés somalis, sur un total de plus de 240 000 personnes, devraient regagner leurs foyers en 1997 dans le cadre d'un programme pilote de rapatriement librement consenti (PVRP) organisé par le HCR. Le PAM a fourni à chaque Somali une ration alimentaire de 150 kilogrammes de céréales, 10 kilogrammes de légumes secs et cinq litres d'huile. Les vivres garantissent la sécurité alimentaire des bénéficiaires pendant la période de réinstallation. En 1998, le programme de rapatriement devrait être étendu à 80 000 réfugiés somalis supplémentaires. L'opération devrait réduire d'un tiers le nombre actuel des réfugiés somalis et aider les rapatriés à reprendre progressivement une vie normale.

Lorsque l'assistance humanitaire atteint ses limites: l'évacuation de personnel

En étroite association avec le Coordonnateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, le PAM a réalisé plusieurs évacuations du personnel des Nations Unies et d'ONG participant à des opérations de secours. En **Afghanistan**, des évacuations vers le Pakistan ont été régulièrement menées en fonction des conditions de sécurité en vigueur. A **Kisangani** (République démocratique du Congo), un avion affrété sur place par le PAM a été utilisé en mars 1997 pour évacuer à Kinshasa 46 personnes travaillant pour les Nations Unies et des ONG. En juin 1997, le PAM a évacué du personnel des Nations Unies et d'ONG qui se trouvait à **Brazzaville**; en outre, les avions du PAM ont fourni une capacité aérienne supplémentaire aux forces armées françaises protégeant l'aéroport de Brazzaville et escortant des convois terrestres de personnels allant de la ville à l'aéroport. En tout, 575 personnes, dont 381 fonctionnaires des Nations Unies, ont été évacués en huit fois vers Libreville ou Pointe-Noire, sur les avions C-130 affrétés par le PAM en Angola. Au début des inondations en **Somalie**, le personnel participant aux opérations de secours a été évacué par hélicoptère de Buale dans le sud du pays. Au **Libéria**, le "Salvator II", affrété par le Programme et conjointement payé par le PAM et le Coordonnateur des mesures de sécurité de l'ONU, est resté au large des côtes pour pouvoir en cas de besoin accueillir le personnel international participant aux opérations de secours. Le "Salvator II" est reparti le 30 juillet 1997 après avoir évacué 97 personnes de Freetown vers Conakry lors de son dernier voyage en mai 1997.

Le redressement après la crise

65. L'expérience acquise par le PAM dans les situations d'urgence prolongées ou complexes a montré que les réponses traditionnelles - qui consistent à traiter une situation de crise comme s'il s'agissait fondamentalement d'un événement anormal de courte durée indépendant du développement - étaient souvent mal adaptées pour répondre aux besoins des populations qui essaient de survivre en période de conflit. Les activités de développement à l'appui de l'effort humanitaire peuvent aider à empêcher une nouvelle dégradation de la situation et à jeter les bases du redressement et de la réconciliation.
66. Ainsi, en Angola, au Cambodge, en Ethiopie, au Mozambique et au Soudan, le PAM a introduit des activités de développement à l'appui des efforts humanitaires. En **Angola**, bien que le processus de réconciliation politique n'ait pas avancé comme prévu, le PAM a continué de réorienter progressivement son aide vers la reconstruction et la réinstallation, en mettant l'accent sur des projets visant à remettre en état les infrastructures communautaires et à favoriser la relance de l'agriculture. L'aide a aussi servi à encourager le relèvement des secteurs de la santé et de l'éducation ébranlés par des années de guerre civile. Dans le cadre de l'aide qu'il a apportée à la campagne de démobilisation, le PAM a fourni des vivres aux anciens soldats pendant la première année de leur réintégration dans la vie civile.

Atténuation des effets des catastrophes au Mozambique

En 1997, le PAM a aidé le gouvernement à coordonner les activités de préparation et d'atténuation des effets des catastrophes entreprises par des ONG, des organismes des Nations Unies et des entités gouvernementales. Il a ainsi facilité la création de groupes de travail dans les domaines de l'analyse de la vulnérabilité et des risques, la distribution de semences et différentes missions d'évaluation. Pour promouvoir une approche intersectorielle, le PAM a également financé la mise au point d'un cadre global de politique générale qui propose des objectifs, principes et arrangements institutionnels pour la gestion des catastrophes au Mozambique. Ce cadre de politique générale, présenté lors d'un atelier national financé par le PAM, qui a réuni des représentants d'autorités gouvernementales, d'universités, du secteur privé, de donateurs, d'organismes des Nations Unies et d'ONG, a par la suite été soumis au Conseil des ministres pour examen.

Travailler en partenariat

Participation à la réforme de l'Organisation des Nations Unies

67. Le PAM soutient pleinement le processus de réforme du système des Nations Unies entrepris par le Secrétaire général pour permettre à l'Organisation de faire face efficacement aux défis qui se posent au XXI^e siècle en matière de développement et d'aide humanitaire. Le PAM participe actuellement au Groupe des Nations Unies pour le développement; il a toujours soutenu l'expansion des services communs et des locaux au niveau des pays, y compris la création, chaque fois que nécessaire, de "maisons des Nations Unies". Le PAM a prôné le renforcement du réseau des Coordonnateurs résidents grâce à des réformes spécifiques, notamment l'amélioration des procédures de sélection et d'évaluation des coordonnateurs. Il participe au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) afin de parvenir à une meilleure cohérence des programmes et à une approche complémentaire avec les partenaires du développement au niveau des pays.
68. S'agissant de l'aide humanitaire, le PAM participe activement au Comité permanent interinstitutions et au nouveau Comité exécutif sur les affaires humanitaires (ECHA), instrument très important pour l'élaboration des politiques, la prise de décisions et la gestion au sein du système des Nations Unies. La collaboration a été particulièrement intense en ce qui concerne les recommandations relatives aux mesures susceptibles d'améliorer la capacité du système des Nations Unies de fournir une aide humanitaire (résolution 1995/56 du Conseil économique et social (ECOSOC)) et la mise en oeuvre des propositions de réforme du Secrétaire général de l'ONU. Des contacts sont maintenus en permanence avec le PAM et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en ce qui concerne les principales situations d'urgence complexes.
69. La question des droits de l'homme a été considérée, dans la série de réformes proposées par le Secrétaire général, comme ressortissant à quatre domaines essentiels du programme de travail du Secrétariat: la paix et la sécurité, les affaires économiques et sociales, la coopération pour le développement et les affaires humanitaires. Le PAM participe à des discussions sur la manière de savoir comment intégrer les droits de l'homme aux activités menées par les différentes organisations dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire. Toutes les opérations du PAM visent à traduire dans les faits le "droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim" énoncé à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le PAM appuie les efforts déployés par la communauté internationale pour encourager le respect et la

jouissance des droits à l'alimentation, conformément à la résolution de la Commission des droits de l'homme adoptée à l'unanimité le 23 avril 1997. Il continue de veiller à ce que les mesures introduites répondent aux besoins d'assistance et de protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Renforcer les partenariats opérationnels

70. Le PAM a beaucoup avancé en 1997, dans le resserrement de ses partenariats avec les autres organismes des Nations Unies. Un mémorandum d'accord révisé a été conclu avec le HCR en mars 1997 (en remplacement de celui de 1994). Parmi les éléments nouveaux ou révisés, il convient de citer ceux qui ont trait à une meilleure évaluation du nombre et des besoins des bénéficiaires, à déterminer conjointement par le PAM et le HCR; au suivi et à l'établissement des rapports; au rôle du PAM dans la distribution finale des vivres, dont il doit rendre compte aux donateurs; à la surveillance de la filière des produits alimentaires; à la rapidité des échanges d'informations; aux engagements en faveur des femmes et des enfants; et à la mise au point de plans d'action conjoints sur le terrain.

Nouvelles directives PAM/HCR pour estimer les besoins alimentaires et nutritionnels

Il est essentiel d'assurer une ration de base adéquate dès qu'apparaît une situation d'urgence. On entend par ration adéquate une ration qui répond aux besoins minimums en énergie, protéines, graisses et micronutriments. La ration doit également être variée, culturellement acceptable, propre à la consommation humaine et adaptée aux enfants.

Jusqu'en 1997, le PAM utilisait pour sa planification un chiffre de 1 900 kilocalories pour les rations d'urgence. Cependant, de récentes recherches ont montré que ce chiffre était trop bas, en particulier pour les femmes. Conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Comité sur la nutrition internationale (CIN), la ration a été portée à 2 100 kilocalories (10-12 pour cent de l'énergie provenant des protéines et 17 pour cent des graisses) pour la planification de toutes les nouvelles situations d'urgence et la révision des opérations de secours aux réfugiés. Ce chiffre équivaut aux besoins énergétiques types des populations des pays en développement, en supposant une distribution de la population, une taille, une température ambiante, un état nutritionnel pré-urgence et une légère activité physique standard supérieure de 55 pour cent au taux de métabolisme de base pour les hommes et de 56 pour cent pour les femmes.

Cette valeur de référence initiale pour l'alimentation d'urgence permettra une planification rapide des besoins alimentaires et nutritionnels et une réponse adéquate dès les premiers jours de l'urgence. Cependant, ce chiffre sera utilisé avec souplesse: niveau d'activité, température ambiante et état sanitaire, nutritionnel et physiologique seront également pris en considération tout au long de l'opération.

71. En février 1998, le PAM et l'UNICEF ont signé un mémorandum d'accord définissant les responsabilités du PAM pour la fourniture des denrées alimentaires de base et celles de l'UNICEF en ce qui concerne l'hygiène, l'eau, la santé et la protection des enfants. Un accord technique avec le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR) visant à renforcer les mesures de collaboration en matière de systèmes et de moyens d'alerte rapide a également été signé en 1997.

72. Le PAM collabore depuis plusieurs années avec la Banque mondiale à des projets de développement ainsi qu'à des activités liées à des situations d'urgence. Actuellement, 25 projets de développement bénéficiant d'une aide du PAM - 14 en Afrique, sept en Asie et quatre en Amérique latine - sont exécutés dans le cadre ou à l'appui des activités sectorielles de la Banque. Une collaboration fructueuse existe également avec la Banque

dans le contexte des opérations d'urgence et de l'aide au redressement (par exemple au Mozambique et en Somalie).

Collaboration opérationnelle avec les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods

Le PAM s'efforce de développer la coopération et la coordination avec les institutions associées pour renforcer l'impact de ses programmes et assurer que les participants tirent au mieux parti de ses interventions.

- Le programme exécuté au **Yémen**, par exemple, comprend un élément agricole qui a été mis au point avec la collaboration de la FAO et du PNUD. Les trois institutions ont participé activement au processus d'identification et d'examen préalable et contribueront à apporter l'aide technique nécessaire pendant la mise en oeuvre de cet élément. Ce dernier comprend une composante assistance technique financée par le Programme d'élimination de la pauvreté et de création d'emplois du PNUD, qui est exécuté par la FAO. Le PAM fournit une aide aux familles dont la sécurité alimentaire n'est pas garantie et qui vivent dans des zones éloignées exposées aux catastrophes, ce qui leur permet de prendre des mesures préventives contre les inondations et les sécheresses.
- En **Angola**, le PAM a collaboré avec la FAO et le FIDA pour mettre au point un projet conjoint de relèvement de l'agriculture dans la province d'Uige, dans le nord du pays. Ce projet est financé par le Gouvernement italien. Dans le cadre de sa contribution à cet effort commun, le PAM appuie, au moyen d'activités VCT, la remise en état de l'infrastructure locale, comme routes d'accès et ponts, pour permettre aux petits agriculteurs d'avoir plus facilement accès aux marchés. La FAO, pour sa part, aide à remettre sur pied les services de vulgarisation agricole pour compléter les mécanismes de crédit établis par le FIDA.
- Au **Mali**, le FIDA contribue au financement d'un programme de sécurité alimentaire et des revenus dans la région de Kidal (PSARK). Le PAM, au moyen d'activités VCT, s'emploie à faire en sorte que la population puisse s'alimenter pendant le processus de réinstallation en attendant que l'infrastructure productive et sociale nécessaire ait été mise en place et soit devenue opérationnelle.
- Au **Mozambique**, il a récemment été approuvé un projet de relèvement de l'infrastructure sociale qui prévoit notamment la construction de dispensaires avec un appui de la Banque mondiale et de programmes VCT du PAM. La Banque mondiale a chargé le PAM, largement représenté dans le pays, de gérer les fonds alloués au projet.

73. Les chefs de secrétariat du PAM et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont signé en septembre 1996 un échange de lettres tendant à resserrer la collaboration entre les deux institutions. En **Albanie**, par exemple, le CICR a été consulté lors de l'élaboration d'un programme d'aide alimentaire à 400 000 personnes dans des établissements publics et aux indigents victimes du conflit. Il a été convenu que le PAM fournirait une assistance dans les régions du pays auxquelles il avait accès et que le CICR desservirait le reste du territoire. Des réunions périodiques ont permis d'assurer une couverture complète des activités et d'éviter les chevauchements d'effort, et les deux institutions se sont entraînées en puisant dans leurs stocks de vivres lorsque des goulets d'étranglement sont apparus.

74. Les relations entre le PAM et les ONG avec lesquelles il collabore dans le monde - elles sont plus de 1 000 - ont continué d'être fondées sur le principe du partenariat. La consultation annuelle entre le PAM et les ONG, qui a eu lieu en septembre 1997, a consolidé le dialogue avec les principales ONG associées sur les questions d'intérêt commun, par exemple le remboursement du coût des activités de distribution et de surveillance, la politique concernant l'égalité entre hommes et femmes et les dispositions à prendre pour se préparer aux effets possibles d'*El Niño*. Les échanges de vues et de

propositions qui ont eu lieu à cette occasion au sujet de la sécurité du personnel ont également permis au PAM de se faire l'interprète des ONG devant les instances intéressées des Nations Unies. En 1997, deux autres mémorandums d'accord généraux ont été conclus avec l'Adventist Development and Relief Agency (ADRA) et le réseau Action contre la faim, ce qui a porté à 12 le nombre total de mémorandums d'accord généraux conclus avec des ONG. Ces mémorandums sont un moyen de resserrer la collaboration sur la plan opérationnel et de préciser les responsabilités respectives et de tirer ainsi le plus grand parti possible des avantages comparatifs de chaque institution.

Collaboration entre le PAM et les ONG en République populaire démocratique de Corée

L'Unité de liaison pour l'aide alimentaire (FALU), qui est devenue opérationnelle au début de 1997, est une modalité expérimentale et novatrice de collaboration dynamique entre le PAM et les ONG. Cette unité a été créée au sein du bureau du PAM à Pyongyang pour traiter directement avec les ONG qui souhaitent fournir une aide alimentaire par l'entremise du Programme. Elle a indiqué aux délégations de 70 ONG comment faire parvenir des vivres et autres secours aux victimes de la famine en République populaire démocratique de Corée. Nombre de missions d'ONG ont été accompagnées lors de leurs déplacements sur le terrain et de leurs tournées de contrôle. Le volume total de l'aide alimentaire distribuée par des ONG par l'entremise de cette unité du PAM s'est monté à 55 000 tonnes en 1997, et atteindra sans doute le double en 1998. La coopération instituée entre le PAM et des ONG témoigne de l'esprit de partenariat hautement positif qui s'est établi ainsi que de la prise de conscience commune de la nécessité de promouvoir une coordination collective pour faire en sorte que les vivres parviennent à ceux qui en ont le plus besoin.

RENFORCEMENT DE L'OBLIGATION REDDITIONNELLE

Plan stratégique et financier (1998-2001)

75. Au début du mois de mars 1997, des hauts fonctionnaires du siège, des bureaux de région et des bureaux de pays se sont réunis à Nairobi pour discuter des défis, des contraintes et des aspirations du PAM en ce qui concerne la planification des opérations pour l'avenir immédiat. A la suite de cette réunion, le PAM a proposé une série de 10 priorités stratégiques dans deux domaines distincts: a) l'approche axée sur la personne humaine de la programmation de l'aide alimentaire; et b) les capacités et les ressources organisationnelles. Ce plan a été approuvé par le Conseil d'administration à sa session annuelle de mai 1997.

Amélioration des systèmes de gestion financière et d'information

76. Le programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP) a été lancé en 1995 pour renforcer les capacités du PAM en matière de gestion financière et de comptabilité. La mise en place des systèmes stratégiques qui constituent le coeur du FMIP est bien avancée. Pendant le premier semestre de 1997, il a été défini une série complète de spécifications des systèmes nécessaires pour appuyer la gestion financière et la gestion des ressources humaines sur la base desquelles sera sélectionné un ensemble de logiciels intégrés. L'on a également commencé, à la fin de 1997, une opération semblable pour définir les spécifications des systèmes de gestion des achats.

77. La mise au point du système de mobilisation des ressources visant à faciliter les activités de collecte et de gestion des contributions est achevée et sa mise en place a commencé au

- quatrième semestre de 1997 et, pour l'essentiel, devrait être terminée à la fin du premier trimestre de 1998.
78. En 1994, bien avant que la portée du FMIP ait été définie avec précision, l'estimation très approximative du coût du programme était d'environ 19 millions de dollars, y compris les améliorations ne portant que sur les systèmes de gestion financière. Lorsqu'une évaluation plus détaillée des spécifications du système a été réalisée en 1995, il est apparu nécessaire d'élargir la portée du programme de manière à englober non seulement les activités de gestion financière proprement dites mais aussi la gestion des projets, la mobilisation des ressources, la programmation, les transports, les achats et la gestion des ressources humaines.
79. Depuis qu'il a été décidé, en 1995, d'élargir la portée du programme, le coût estimatif de sa mise en oeuvre a augmenté de 12 pour cent. Cette augmentation est due principalement à deux éléments: i) des estimations plus précises à mesure que les projets spécifiques ont été mieux définis; et ii) un allongement de la période de réalisation du programme, qui devait initialement être de trois ans mais qui a été portée à quatre ans, la plupart des projets prévus dans le cadre du FMIP devant maintenant être achevés d'ici à la fin de 1999. En dépit de l'augmentation massive de la demande mondiale dans le secteur de l'informatique, le PAM a réussi à maîtriser les coûts du programme grâce, pour une large part, à un recours à des consultants individuels plutôt qu'à de grandes entreprises.
80. A ce jour, les contributions versées par les donateurs pour la réalisation du programme et le financement au titre du budget de base du PAM ont atteint 16,4 millions de dollars, et il reste par conséquent à mobiliser environ 15 millions de dollars, montant qui sera nécessaire pendant l'exercice biennal 1998-99. Le Conseil d'administration a néanmoins approuvé un financement relais en décidant d'avancer pour la réalisation du programme un montant de 10 millions de dollars sur le budget de l'exercice biennal 1998-99.

Renforcement des systèmes de rapports

81. Après avoir consulté en détail ses bureaux de pays, les donateurs et les partenaires d'exécution, le PAM a introduit un système de rapports normalisés sur les projets. En 1997, il a été établi des rapports normalisés sur 75 projets opérationnels. Chacun de ces rapports, qui peuvent être consultés sur le site du PAM sur le World Wide Web, indique les objectifs du projet, ses modalités d'exécution, les ressources utilisées et l'impact du projet sur les bénéficiaires. Il contient également des informations opérationnelles et financières sur le projet. Cette amélioration majeure du système utilisé par le PAM pour rendre compte de l'utilisation des contributions a divers avantages: diminution des dépenses d'administration, efficacité accrue pour les donateurs et les services du PAM et plus grande transparence. Le PAM a l'intention d'étendre progressivement le système de rapports normalisés à tous les projets opérationnels.
82. En outre, le PAM a continué à mettre au point un système normalisé de suivi des produits afin de faciliter la gestion des produits dans la filière. Il a également été mis au point un système de suivi des contrats de transport pour faciliter la gestion et l'administration des activités de transport terrestre. Ces systèmes seront introduits par la Division du transport et de la logistique pendant le courant de l'année 1998.
83. En 1997, il a été mis au point et introduit un modèle normalisé de calcul des coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM). La nouvelle matrice d'estimation des coûts de TTEM fait apparaître plus en détail comment les taux applicables sont établis et justifient les éléments de coûts imputés au budget TTEM de

chaque projet. Tous les bureaux de pays ont reçu le nouveau modèle d'estimation des coûts de TTEM et les directives requises.

Amélioration des télécommunications et développement de l'infrastructure

84. Le projet de connectivité, qui a été entrepris à la fin de 1996 pour faciliter le processus de décentralisation du PAM, a notamment pour objet d'installer à l'échelle de l'ensemble de l'organisation un réseau de transmission de courrier électronique et de données à tous les bureaux de pays. Ces derniers ont tous reçu le matériel de connectivité de base et s'emploient actuellement à l'installer.
85. Conscient de l'importance de considérer les télécommunications comme un service commun à l'ensemble du système des Nations Unies, le PAM a collaboré activement avec plusieurs autres organismes du système en 1997. Ainsi, en novembre, il a accueilli la réunion du Comité consultatif interinstitutions des Nations Unies sur les télécommunications. Parmi les activités concrètes qui ont été réalisées, il convient de citer la mise en commun des réseaux et des services du PAM avec l'UNICEF dans la région des Grands Lacs, qui a permis aux deux institutions de réaliser des économies considérables, la liaison avec l'infrastructure des télécommunications des Nations Unies et plusieurs de ses bureaux de pays par l'entremise des installations des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à Brindisi (Italie) et la collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) et le HCR en vue de l'établissement de liaisons descendantes au moyen d'un satellite européen.

Mesures de renforcement de l'obligation redditionnelle

86. En 1997, le **Bureau de l'inspection et des enquêtes (OEDI)** a mené dans six pays des enquêtes sur des questions comme la malversation de fonds du PAM, la disparition d'espèces dans des bureaux de pays, le vol de matériel, des activités extérieures non autorisées de fonctionnaires et des écarts comptables. En outre, le Bureau a fait des inspections normales dans sept bureaux de pays et a pris part à deux réunions régionales en Amérique latine et en Afrique. Pendant ces visites, les représentants du Bureau ont discuté avec les directeurs de pays et autres fonctionnaires clés des principaux enseignements retirés et des pratiques optimales identifiées dans des domaines comme le suivi des bénéficiaires, l'administration des denrées alimentaires, la gestion des fonds provenant de la monétisation, la garde des liquidités, l'utilisation qui doit être faite des coffres-forts et l'utilisation du matériel du PAM. Le Bureau a collaboré étroitement avec les principaux services du siège afin d'identifier les domaines dans lesquels des instructions étaient nécessaires (par exemple l'assurance des expéditions de sommes en liquide, la sécurité des virements bancaires et les contrats de transport).
87. Le **Bureau de la vérification interne des comptes (OEDA)** s'est attaché surtout à renforcer le système d'obligation redditionnelle au sein des bureaux de région et de pays. Une coordination constante entre les commissaires aux comptes et les vérificateurs intérieurs des comptes de la FAO, le recours à la sous-traitance pour certains services d'audit et la formation et le perfectionnement du personnel d'audit ont permis d'améliorer encore l'efficacité.
- a) **Vérifications au siège.** Le Bureau de la vérification interne des comptes a procédé à des vérifications de l'exécution du FMIP et de l'expédition des articles ménagers des fonctionnaires et a réalisé des études et formulé des commentaires concernant l'élaboration des politiques en matière de placements, le suivi et le calcul des taux de

TTEM, le système de rapports normalisés aux donateurs, la conclusion d'un accord-cadre avec un important donateur, les directives concernant les achats d'articles non alimentaires, les besoins des usagers dans le contexte des systèmes de gestion financière et de suivi des produits qu'il est envisagé de mettre en place et la rationalisation des procédures concernant les voyages, les congés, les heures supplémentaires, les indemnités de poste spéciales, le recrutement de personnel temporaire, les délégations de pouvoirs, les formulaires d'inventaires et l'utilisation des véhicules officiels.

- b) **Fonds provenant de la monétisation.** Le Bureau de la vérification interne des comptes a passé en revue 40 rapports établis par des vérificateurs extérieurs locaux dans le cadre du cycle d'audit de 1996, qui a porté sur 60 pays.
- c) **Vérifications sur le terrain.** Les vérificateurs intérieurs des comptes ont visité 13 bureaux de région et de pays et ont formulé 413 recommandations (326 pour la mission d'audit de 1997, 53 pour 1996 et 34 pour 1995), qui ont donné lieu à 739 réponses indiquant les mesures et décisions adoptées par l'administration. Les recommandations adressées aux bureaux de région et de pays ont porté sur l'amélioration de la gestion et des rapports financiers, la gestion et le suivi des produits, la gestion des bâtiments, l'achat de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires et les transports et la logistique, y compris le TIEM/TTEM, la gestion du personnel et des états de paie, les systèmes informatiques et les systèmes d'information et la mobilisation des ressources locales.
- d) **Vérifications ponctuelles et vérifications usuelles.** Les vérifications ponctuelles ont porté sur les documents présentés au Conseil d'administration à propos du budget de 1998-99 (analyses des coûts, utilisation des revenus des placements, politiques de dotation en ressources et de financement à long terme), la préparation des documents du Conseil relatifs à la nomination du Commissaire aux comptes, y compris les procédures à appliquer à la sélection et à la nomination des futurs commissaires aux comptes, la révision du Règlement financier et l'examen de 21 mémorandums d'accord et accords conclus avec des donateurs et partenaires d'exécution. Les procédures d'achat ont continué de faire l'objet de vérifications usuelles pour veiller à la transparence de leur application.

AMELIORATION DU SYSTEME DE GESTION

Restructuration

88. La restructuration lancée sur une base participative à l'échelle de l'ensemble du Programme en 1996 est entrée en vigueur en 1997. Des décisions importantes ont été adoptées en février 1997 pour faire du PAM une organisation plus efficace dont les activités soient plus stratégiques et plus proches de ses clients, à savoir les bénéficiaires. A la fin de l'année, huit bureaux de région avaient été mis en place, et trois autres le seront en 1998. Le processus de prise de décisions a été décentralisé au profit des bureaux extérieurs afin de confier de plus larges responsabilités aux directeurs de pays. Des fonctionnaires ont été spécifiquement chargés de fournir un appui technique et administratif aux bureaux de région et de pays, d'exécuter les opérations régionales et de

plaider avec plus d'énergie, au plan régional, pour mobiliser un appui en faveur des pauvres qui ont faim et des programmes du PAM.

89. Parmi les mesures prises pendant l'année, il convient de citer une série de délégations de pouvoirs au profit des bureaux extérieurs dans des domaines comme la formulation et l'approbation des projets et des activités, les décisions intéressant le personnel, les achats et la gestion financière. Les bureaux régionaux du siège ont été réduits, et les services d'appui ont été réorganisés. Bien que des résultats notables aient été obtenus en 1997, certaines activités devront être poursuivies en 1998. La réalisation des objectifs visés par la restructuration continuera d'être suivie périodiquement pour veiller à ce que les décisions adoptées soient intégralement appliquées. Il reste encore à faire dans des domaines comme la formation et l'élaboration de systèmes d'appui à une gestion financière basée sur le terrain, l'élaboration de manuels et de directives, l'appui au nouveau rôle de plaidoyer que doivent jouer les directeurs de programmes et le renforcement de la gestion de l'information.

Nouveaux locaux du siège du PAM

Après avoir longuement cherché de nouveaux locaux (34 bâtiments ont été envisagés), le bail du nouveau siège du PAM a finalement été signé en juin 1997. Le déménagement devant se faire à la fin de l'année, les derniers mois de 1997 ont été une course contre la montre. Le 19 janvier 1998, les 600 fonctionnaires du siège se sont installés dans le nouveau bâtiment, d'une superficie de 22 000 mètres carrés, dont 11 000 mètres carrés environ de bureaux. Le nouveau bâtiment comporte un vaste auditorium de plus de 300 sièges qui a accueilli la première session du Conseil d'administration en février 1998. L'emménagement dans les nouveaux locaux a été rendu possible par l'appui généreux que le Gouvernement italien a continué d'apporter au PAM.

Valorisation des ressources humaines

90. Une révision majeure du mandat, de la structure et des attributions de la Division des ressources humaines a débouché sur une série de décisions visant à adapter le PAM à sa nouvelle structure organisationnelle. Dans ce contexte, la Division:
- a) a déterminé la configuration et les besoins en personnel des bureaux de région;
 - b) a délégué de larges pouvoirs aux directeurs au siège et sur le terrain;
 - c) a lancé un vaste programme de formation des directeurs et des cadres supérieurs pour les mettre mieux à même de gérer les activités dans le cadre du nouveau système de délégation de pouvoirs;
 - d) a mis en route le processus de révision et, si besoin est, d'élaboration de nouvelles politiques de gestion des ressources humaines afin de rationaliser les processus existants ou d'éliminer ceux qui ne sont plus nécessaires;
 - e) a mis au point et administré un large programme de formation pour aider les fonctionnaires de la Division à assumer de nouvelles responsabilités et à appuyer le nouveau système de délégation de pouvoirs;
 - f) a créé une nouvelle Sous-division de l'organisation des carrières et de la formation et l'a dotée du personnel nécessaire.
91. Une étude approfondie de tous les processus et systèmes de gestion des ressources humaines, l'"Etude de réorganisation", a également été menée à bien en juillet, à la suite de laquelle la Division:

- a) a restructuré la Sous-division du recrutement et de la dotation en personnel;
 - b) a déterminé les spécifications que devrait avoir le système informatique, intégré au nouveau système de gestion financière du PAM, qu'il est envisagé d'introduire pour préparer et suivre avec plus d'efficacité et d'exactitude les décisions concernant la gestion des ressources humaines;
 - c) a procédé à une évaluation de l'actuel processus d'évaluation des prestations professionnelles (MAP) et a proposé un certain nombre de modifications tendant à le rationaliser et à en améliorer la qualité;
 - d) a rationalisé le processus de classement des emplois;
 - e) a mis à jour, simplifié et automatisé une cinquantaine de formulaires standard;
 - f) a lancé un programme d'orientation pour mieux informer les fonctionnaires au sujet de différentes questions liées à leur emploi et à leur lieu d'affectation.
92. A la fin de 1997, le personnel fixe du PAM se composait de 2 106 fonctionnaires (dont 71,3 pour cent dans les bureaux de pays et 28,7 pour cent au siège), contre 2 069 en 1996. En outre, le PAM employait 2 009 personnes sous contrats de courte durée ou sous contrats de consultants, contre 2 178 en 1996.

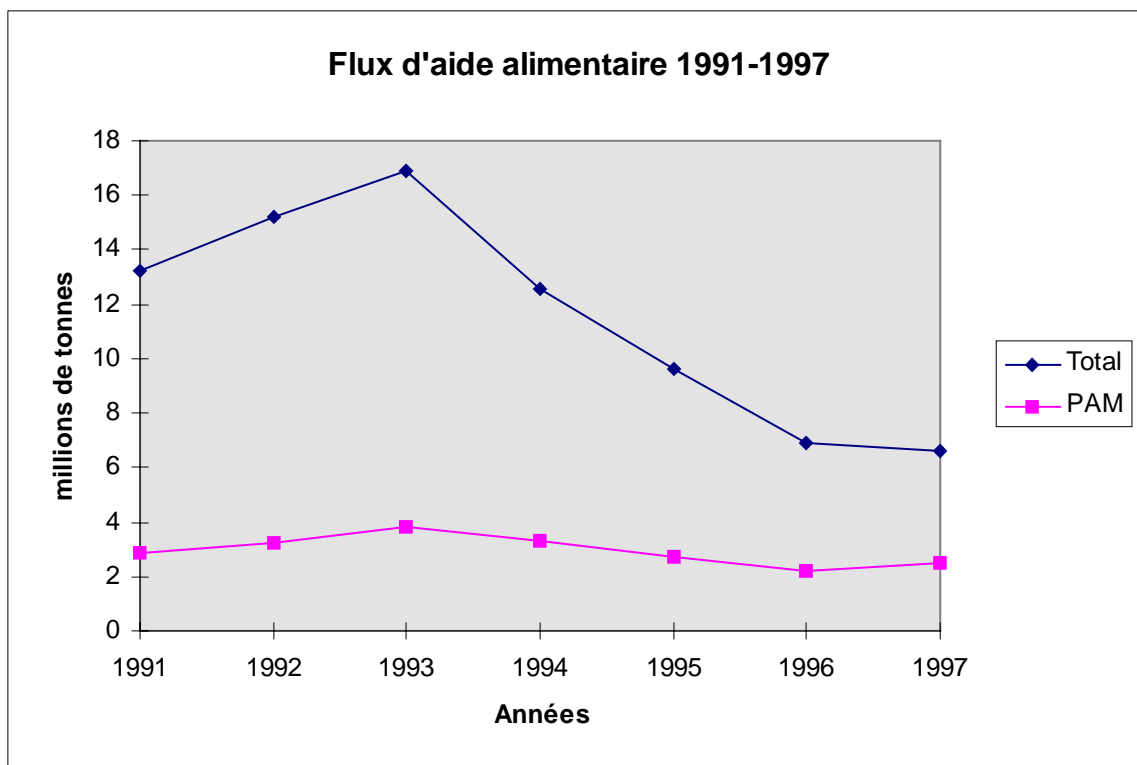
Catégorie	Total	Femmes	% de femmes
CADRE ORGANIQUE			
<i>Personnel du Service unifié</i>	244	62	25
Bureaux de pays	151	32	21
Siège	93	30	32
<i>Personnel spécialisé et fonctionnaires de rang supérieur</i>	79	28	35
Bureaux de pays	2	0	0
Siège	77	28	36
<i>Personnel sous contrat - projet autre que pour les projets de base</i>	304	93	31
Bureaux de pays	238	58	24
Siège	66	35	53
<i>Administrateurs auxiliaires</i>	48	26	54
Bureaux de pays	36	20	56
Siège	12	6	50
<i>Total partiel, fonctionnaires du cadre organique recrutés sur le plan international</i>	675	209	31
Bureaux de pays	427	110	26
Siège	248	99	40
<i>Volontaires des Nations Unies (bureaux de pays)</i>	83	23	28
<i>Administrateurs nationaux (bureaux de pays)</i>	117	29	25
TOTAL, CADRE ORGANIQUE	875	261	30
SERVICES GÉNÉRAUX			
Siège	333	257	77
Bureaux de pays (recrutés sur le plan international)	12	10	83
Bureaux de pays (recrutés sur le plan national)	886	228	26
TOTAL, SERVICES GÉNÉRAUX	1 231	495	40
TOTAL, TOUTES CATÉGORIES DE FONCTIONNAIRES	2 106	756	36
Bureaux de pays (71,3%)	1 525	400	26
Siège (28,7%)	581	356	61

MOBILISATION DES RESSOURCES

Contraction généralisée de l'aide alimentaire

93. Les quantités totales d'aide alimentaire livrées dans le monde en 1997 sont estimées à 6,6 millions de tonnes - 5,9 millions de tonnes de céréales et 700 000 tonnes d'autres produits - soit environ sept pour cent de moins qu'en 1996 et un chiffre bien inférieur au niveau record de 16,9 millions de tonnes enregistré en 1993.
94. Pour la première fois, l'aide alimentaire livrée par l'entremise de programmes multilatéraux (dont le PAM a représenté plus de 95 pour cent) a été nettement supérieure à celle fournie sur un plan bilatéral. La part des programmes multilatéraux est passée de 33 pour cent du total en 1996 à 41 pour cent en 1997, celle des ONG a été de 29 pour cent, et 30 pour cent du total de l'aide a été fournie de gouvernement à gouvernement.

95. En ce qui concerne le type d'aide alimentaire fournie, les secours ont représenté environ 41 pour cent du total (contre 35 pour cent en 1996) et l'aide au développement 34 pour cent (contre 24 pour cent en 1996); ces deux catégories, qui constituent l'aide alimentaire "ciblée", ont donc nettement gagné en importance, la place occupée par l'aide-programme tombant de 41 pour cent du total en 1996 à 25 pour cent en 1997.
96. Pour ce qui est de la répartition géographique de l'aide, il apparaît que les livraisons ont augmenté dans le sud et l'est de l'Asie (35 pour cent en 1997 contre 27 pour cent 1996). L'Afrique subsaharienne a continué de recevoir environ 34 pour cent du total. La diminution la plus marquée a été enregistrée en Europe et dans la CEI, dont la part totale est tombée de 18 pour cent à 12 pour cent. La situation est restée plus stable dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient et en Amérique latine, avec huit pour cent et 11 pour cent respectivement.



Convention relative à l'aide alimentaire

La Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) garantit chaque année un niveau minimum d'aide alimentaire dans le cadre d'un engagement conjoint des pays donateurs signataires. En 1995, ce niveau minimum a été ramené de 7,5 millions à 5,35 millions de tonnes de céréales par an, soit le plus faible niveau d'engagement depuis que la Conférence mondiale de l'alimentation, en 1974, a fixé un objectif de 10 millions de tonnes.

La Convention en vigueur vient à expiration en 1999. Les donateurs étudient actuellement la question de savoir comment une nouvelle convention pourrait mieux répondre aux besoins de ceux qui, dans le monde, vivent dans l'insécurité alimentaire. Certaines des nouvelles idées envisagées consistent notamment à cibler davantage l'assistance sur les pays qui en ont le plus besoin pour les aider à réformer leur commerce de produits agricoles, à élargir les catégories de produits pouvant être livrées et l'éventail des donateurs et à tenir compte de certains des coûts supplémentaires assumés par les donateurs pour faire en sorte que l'aide alimentaire soit mieux utilisée.

Le PAM participe aux réunions qui se tiennent sous l'égide de la Convention en qualité d'observateur. En 1997, il a été invité à exposer ses vues sur ce que devrait à son avis être le contenu d'une nouvelle convention. Le PAM a formulé des suggestions tendant à :

- promouvoir l'application d'une approche axée plus directement sur la personne humaine en encourageant les donateurs à utiliser l'aide alimentaire selon des modalités qui aient le plus de chances d'avoir un impact durable sur les pauvres et ceux qui ont faim;
- limiter la gamme des produits pouvant être livrés à ceux que mangent habituellement les pauvres qui ont faim dans les pays en développement;
- mieux cibler l'aide alimentaire sur les pays qui en ont le plus besoin; et
- stabiliser davantage les approvisionnements d'aide alimentaire, particulièrement les années où les cours mondiaux sont élevés.

Contributions, engagements et déficits

97. En 1997, les donateurs ont continué de verser des contributions généreuses pour la réalisation des projets et des opérations appuyés par le PAM. Le total des contributions a atteint 1 311 millions de dollars: 347 millions de dollars pour les activités de développement (26,4 pour cent), 581 millions de dollars pour les opérations d'urgence (44,4 pour cent, dont 17 millions de dollars au Compte d'intervention immédiate et 16 millions de dollars pour les opérations spéciales) et 319 millions de dollars (24,3 pour cent) pour les interventions prolongées de secours. Le solde, c'est-à-dire 64 millions de dollars ou 4,9 pour cent, représente les contributions à des opérations bilatérales ou à d'autres programmes comme le programme d'administrateurs auxiliaires et le FMIP.
98. Comme par le passé, le PAM s'est efforcé de faire correspondre les ressources escomptées au titre de l'aide au **développement** et les besoins projetés. En 1997, le solde des engagements non réglés, c'est-à-dire la partie non exécutée des activités approuvées, a été ramené de 2,4 millions de tonnes en début d'année à 1,7 million de tonnes en fin d'année. Le nombre de nouveaux projets a diminué en 1997 et plusieurs projets en cours ont été réduits ou n'ont pas été prolongés. Le montant total des nouveaux engagements pour des activités de développement est tombé à 379 000 tonnes, soit 79 pour cent du montant des nouveaux engagements approuvés en 1996 et 41 pour cent du niveau de 1995.
99. En 1997, les donateurs ont versé moins de contributions multilatérales non liées pour la réalisation de projets de développement: 65 pour cent seulement des ressources affectées à ce type de projet provenaient de la filière multilatérale, contre 75 pour cent en 1996. Le PAM est préoccupé par cette tendance de plus en plus marquée à affecter les contributions multilatérales à des pays et/ou des projets spécifiques, car outre qu'il est plus difficile pour

lui d'axer systématiquement les ressources sur les projets les plus nécessaires, cette tendance a souvent pour effet aussi de réduire l'efficacité économique des opérations.

100. En 1997, les contributions versées pour des **opérations d'urgence** ont représenté 1,07 million de tonnes de produits; les besoins nets étant estimés à 1,14 million de tonnes, il restait à mobiliser 73 000 tonnes de produits, soit six pour cent du total. Comme 94 pour cent des ressources reçues pour les opérations d'urgence l'ont été à la suite d'appels lancés en vue d'opérations spécifiques, certaines opérations, comme celle en Iraq, ou des opérations de moindre envergure et moins visibles, comme celles menées au Laos ou en Arménie, ont souffert d'un manque chronique de financement. Dans certains pays, comme en Ethiopie, l'insuffisance des contributions non liées a également réduit la capacité du PAM à faire face rapidement à des crises alimentaires.
101. En 1997, 40 nouvelles opérations d'urgence ont été approuvées pour lesquelles les besoins totaux ont été estimés à 1,97 million de tonnes de produits d'une valeur de 1 031 millions de dollars. Ces deux chiffres sont en nette hausse par rapport à 1996. Il y a lieu de noter que les engagements pris en 1997 pour des opérations d'urgence comprennent la très vaste opération, approuvée en décembre 1997, qui doit être réalisée en République populaire démocratique de Corée en 1998.
102. Les contributions reçues en 1997 aux fins d'**interventions prolongées de secours** ont été généreuses aussi et ont couvert 93 pour cent du total des besoins. Ce chiffre élevé est dû à la fois à la diminution des besoins et à un report substantiel de contributions reçues vers la fin de 1996. En comparaison des opérations d'urgence, les contributions multilatérales non liées reçues pour des interventions prolongées de secours ont été bien plus élevées - 42 pour cent - ce qui a facilité la dotation en ressources de ces interventions.

Stratégie de mobilisation des ressources

103. Le PAM a mis un accent plus marqué sur la mobilisation des ressources afin de consolider et d'élargir son assise financière ainsi que d'améliorer la prévisibilité et la fiabilité du financement de ses opérations. Des efforts intenses ont été déployés pendant toute l'année 1997 pour identifier de nouvelles sources de financement non traditionnelles et pour resserrer la coordination des activités de mobilisation de fonds du siège et des bureaux extérieurs.
104. Pour la première fois, le PAM a pu obtenir une importante contribution en nature du secteur privé - Archer Daniels et Midland des Etats-Unis - pour l'opération de secours alimentaires d'urgence en République populaire démocratique de Corée. Une société italienne - Barilla - a également fourni une contribution en nature substantielle pour les opérations du PAM dans l'ancienne Yougoslavie. Le Bureau du PAM à Yokohama (Japon) a beaucoup progressé pendant l'année dans les efforts qu'il déploie pour mobiliser des dons auprès de particuliers et de différentes ONG japonaises. Près de 400 000 dollars ont ainsi pu être mobilisés pour plusieurs opérations du PAM en Afrique et en Asie. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a aussi versé un don important pour l'opération d'urgence organisée par le PAM en République populaire démocratique de Corée.
105. "Friends of WFP-USA", l'Association des amis du PAM lancée aux Etats-Unis en 1996 pour encourager les contributions de particuliers et de sociétés, a rassemblé en 1997 plus de 700 000 dollars, signe encourageant. Des mécanismes de mobilisation de ressources du même type seront mis en place dans d'autres pays si la situation le permet.

106. Le PAM et le Gouvernement chinois ont organisé à l'intention de donateurs sélectionnés et de membres du Conseil d'administration un voyage d'étude qui leur a fourni une occasion unique de faire une tournée de différents projets de développement réalisés dans le pays. Le PAM a également organisé pour plusieurs donateurs un voyage en République populaire démocratique de Corée qui a permis aux participants de voir comment est exécutée une importante opération d'urgence et de s'assurer que les vivres fournis au PAM parviennent effectivement à ceux qui doivent en être les bénéficiaires.

UN PLAIDOYER PLUS ENERGIQUE

Plaidoyer et campagnes auprès des médias et du public

107. En 1997, le PAM a lancé dans les médias les plus suivis une campagne d'information visant à rehausser sa visibilité et à plaider en faveur des pauvres qui ont faim. L'un des principaux thèmes de cette campagne a été la crise alimentaire en République populaire démocratique de Corée. Les efforts de plaidoyer du PAM ont contribué directement à convaincre la communauté internationale que la crise était réelle et à mobiliser un soutien accru parmi le public en faveur d'une aide alimentaire dont les populations avaient un besoin urgent. Les photographies prises par les fonctionnaires du PAM ont beaucoup encouragé la communauté internationale des donateurs à mettre de côté les considérations politiques et à venir au secours de millions de Coréens du nord. Ces photographies ont en effet montré sans déguisement aucun l'impact de la faim. Les bandes vidéos et photographies illustrant comment la crise alimentaire avait affecté les élèves des écoles, les malades des hôpitaux et le reste de la population ont été distribuées aux médias et aux ONG en vue de mobiliser des fonds pour l'opération de secours. Le Directeur exécutif et le Directeur exécutif adjoint se sont rendus dans le pays et, pendant toute l'année, ont tenu la communauté internationale et les médias dans les capitales des principaux donateurs informés de l'assistance alimentaire dont avait besoin la République populaire démocratique de Corée.
108. Les activités de plaidoyer du PAM ont porté sur d'autres questions aussi. *El Niño* devant, selon les climatologues, entraîner des inondations et des sécheresses dans différentes régions du monde, le PAM a lancé une campagne mondiale, au moyen de réunions d'information et de conférences de presse, pour alerter la communauté internationale et appeler son attention sur les effets qu'*El Niño* pourrait avoir sur les pays les plus pauvres.
109. La campagne a appelé l'attention sur le sort de plus d'un million de personnes isolées par les inondations catastrophiques attribuées à *El Niño* au Kenya et en Somalie. Au plus fort de la crise, le Directeur exécutif s'est rendu en Somalie pour mobiliser un appui en faveur des efforts internationaux de secours déployés dans la région.

Séminaire sur le thème "Pour que nul n'hérite plus de la faim"

"La faim laisse des cicatrices. Certaines sont visibles, d'autres pas. Les femmes sous-alimentées accouchent d'enfants dont les premiers jours sont déjà compromis par leur petitesse et leur faible poids. L'insuffisance pondérale à la naissance lance le cycle de la faim. Ces nouveau-nés, souvent, ne réussiront jamais à s'épanouir pleinement, que ce soit physiquement ou mentalement. S'il n'y est pas remédié, une nutrition insuffisante au cours des premières années de la vie sera un boulet pour les intéressés, aussi bien à l'école qu'à l'âge adulte."

C'est en ces termes que Catherine Bertini a, le 31 mai 1997, ouvert un séminaire sur le thème "Pour que nul n'hérite plus de la faim" organisé conjointement par le PAM et par l'Université des Nations Unies. Cette réunion a rassemblé au siège du PAM d'éminents spécialistes, des membres du Conseil d'administration et des représentants invités d'Etats Membres de l'ONU et de la FAO, des représentants d'organismes des Nations Unies et d'ONG et des fonctionnaires du PAM.

Ce séminaire s'inscrit dans un effort plus large d'échange d'informations et d'élaboration des grandes orientations des activités menées par le PAM pour s'attaquer à un phénomène qui fait de la pauvreté un fléau qui se transmet de génération en génération. Les principaux conférenciers ont été le Professeur Nevin Scrimshaw, lauréat du Prix mondial de l'alimentation (qui a fait un exposé sur le titre "Les dommages durables causés par la malnutrition précoce"), le Professeur Robert Fogel, lauréat du Prix Nobel ("La lutte mondiale pour échapper à la malnutrition chronique") et le Professeur Amartya Sen, lauréat du Prix Alan Shawn Feinstein pour la lutte mondiale contre la faim ("La faim sous l'angle des droits de la personne humaine"). Le débat a été animé par le Professeur Cutberto Garza, de l'Université des Nations Unies. Le séminaire a renforcé la conviction que s'attaquer à la "malnutrition précoce" représente un bon investissement de ressources alimentaires limitées.

Le texte de ces exposés a été publié par le PAM sous le titre "Pour que nul n'hérite plus de la faim" et peut être consulté sur le site du PAM sur le World Wide Web.

De nouveaux moyens de communications au service des activités de plaidoyer

110. Le site du PAM sur World Wide Web, "www.wfp.org", contient des informations sur tous les aspects des politiques et des activités opérationnelles du Programme. L'on y trouve notamment des statistiques sur l'aide alimentaire mondiale, des informations sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité dans différents pays, les appels de contributions, l'état des besoins et des contributions et des projections. Depuis le début de 1997, tous les documents du Conseil d'administration peuvent être consultés sur ce site. En outre, les rapports normalisés sur les projets peuvent être consultés par les pays intéressés dans un dossier "Informations destinées aux Etats Membres et aux donateurs" à accès limité. Afin d'améliorer les communications par Internet entre les missions permanentes des Etats basées à Rome, le PAM a mis sur pied des installations d'accès à Internet et a fourni gratuitement une formation. En 1997, 38 missions, pour la plupart de pays en développement, ont participé à ces séances de formation. Chaque mois, plus de 14 000 personnes visitent la page d'accueil du PAM. Les documents du Conseil d'administration sont consultés ou téléchargés par 500 personnes par mois en moyenne. La page spéciale sur la situation en République populaire démocratique de Corée a été consultée par 500 ou 600 personnes. Nombre d'entre elles ont répondu généreusement en envoyant des contributions pour la réalisation des projets mis sur pied par le PAM pour secourir les populations dans le pays.

ANNEXES ET CARTES

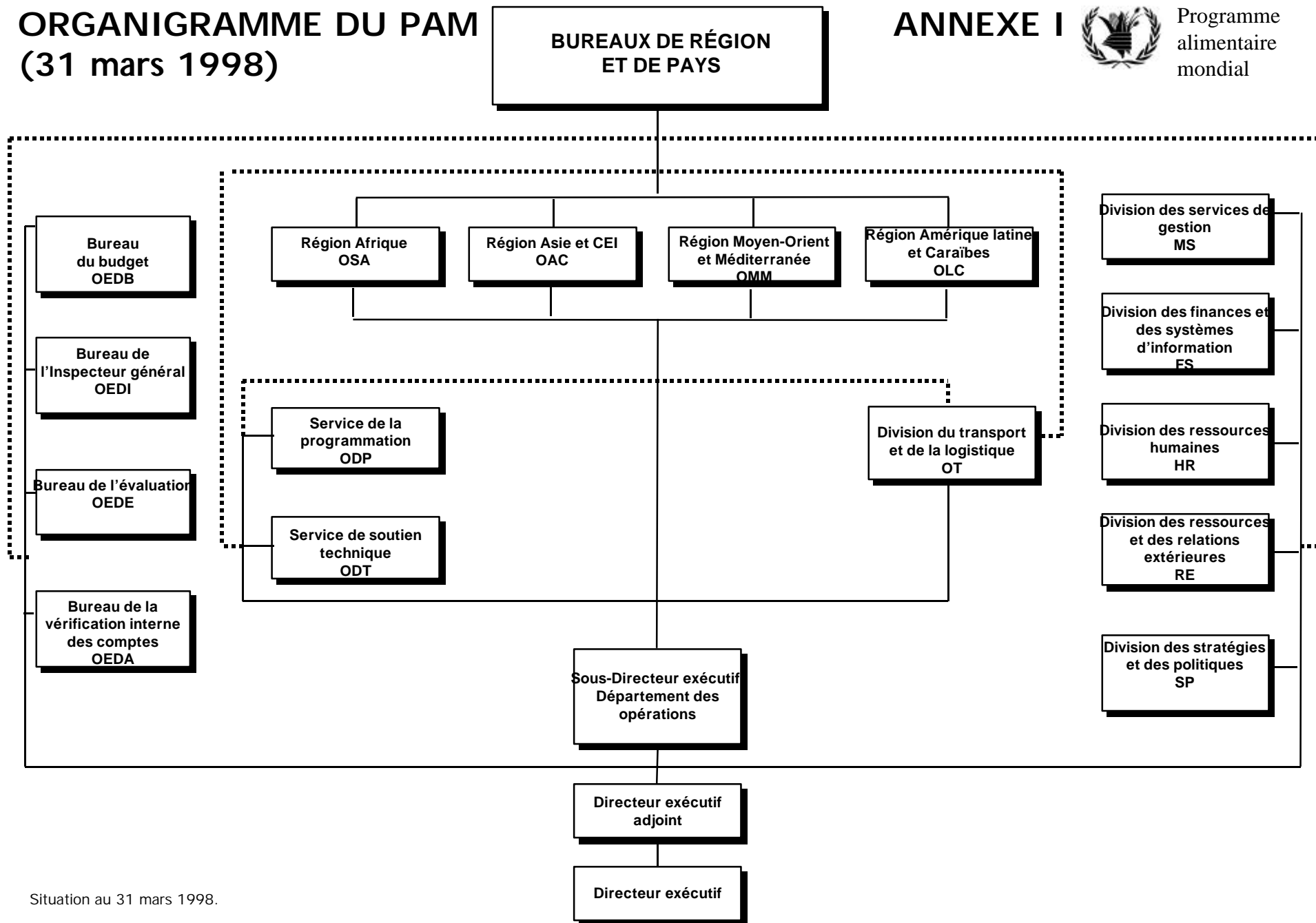


ORGANIGRAMME DU PAM (31 mars 1998)

ANNEXE I



Programme
alimentaire
mondial



ANNEXE II: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE MONDIALE, 1992-97

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 ¹
1. Livraisons totales d'aide alimentaire (en millions de tonnes - céréales en équivalent grains)	15,2	16,9	12,6	9,7	7,0	6,6
Céréales	13,4	15,1	10,7	8,4	6,2	5,9
Produits non céréaliers	1,8	1,8	1,9	1,3	0,8	0,7
2. Achats d'aide alimentaire dans les pays en développement (en pourcentage du total)	9,5	9,7	11,6	10,5	9,3	9,9
3. Livraisons d'aide alimentaire, par filière (en pourcentage du total)						
Bilatérales	60	65	51	52	47	30
Multilatérales (le PAM représentant plus de 95 pour cent)	22	22	28	27	33	41
ONG	18	13	21	21	20	29
4. Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie (en pourcentage du total)						
Aide-programme	50	60	44	42	41	25
Secours	33	25	34	34	35	41
Aide-projet	17	15	22	24	24	34
5. Livraisons d'aide alimentaire, par région (en pourcentage du total)						
Afrique subsaharienne	40	29	34	32	34	34
Asie du Sud et de l'Est	18	12	20	23	27	35
Europe et CEI	20	41	28	28	18	12
Amérique latine et Caraïbes	12	12	11	10	11	11
Amérique du Nord et Moyen-Orient	10	6	7	7	10	8
6. Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie de pays (en pourcentage du total)						
Livraisons aux pays en développement	87	68	86	88	91	92
Livraisons aux pays à faible revenu et à déficit vivrier	80	62	78	80	82	81
Livraisons aux pays les moins avancés	44	29	45	41	45	50
7. Livraisons totales d'aide céréalière, exprimées en pourcentage de:						
Production mondiale de céréales	0,7	0,8	0,6	0,4	0,3	0,3
Importations mondiales de céréales ²	6,2	7,1	5,6	4,1	3,0	2,9
8. Livraisons d'aide céréalière aux PFRDV, exprimées en pourcentage de:						
Production céréalière des PFRDV	1,3	1,1	1,0	0,7	0,5	0,5
Importations céréalières des PFRDV ²	14,8	13,3	13,5	9,8	6,7	8,0

¹ Chiffres provisoires.

² Les statistiques sur les importations se rapportent aux campagnes juillet/juin qui se terminent l'année indiquée, hormis le riz pour lequel les chiffres se rapportent à l'année civile.

Source: PAM (INTERFAIS), mars 1998 et FAO, Perspectives de l'alimentation, février 1998.

ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1993-97
(en milliers de dollars)

	1993		1994		1995		1996		1997*	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL GÉNÉRAL	1 503 178	100	1 412 995	100	1 096 661	100	1 077 309	100	1 081 146	100
DÉVELOPPEMENT	398 386	27	311 474	22	340 844	31	279 091	26	332 691	31
Développement agricole et rural	217 380		180 923		175 008		134 276		185 345	
Production agricole	141 705		134 919		149 213		116 037		159 466	
Réserves alimentaires	4 662		-17		3 896		821		-143	
Infrastructure rurale	58 243		29 596		19 197		16 059		19 725	
Colonisation agraire	12 770		16 425		2 702		1 359		6 298	
Mise en valeur des ressources humaines	181 006		130 551		165 836		144 815		147 346	
SMI et enseignement primaire	169 298		109 486		140 684		122 678		107 465	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	11 708		21 065		25 152		22 137		39 881	
SECOURS	865 820	58	873 501	63	613 924	56	737 655	69	703 366	66
Urgence	541 288		609 815		426 377		488 779		469 029	
Sécheresse/mauvaises récoltes	169 323		110 627		60 277		20 255		65 817	
Catastrophes causées par l'homme	366 533		494 078		363 700		442 267		285 215	
Catastrophes naturelles soudaines	5 432		5 110		2 400		26 257		117 997	
IPS	324 533		263 686		187 547		248 876		234 337	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	141 649		109 119		116 180		157 558		132 992	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	182 883		154 567		71 367		91 318		101 345	
OPÉRATION SPÉCIALE	0		0		0		18 457	2	20 653	2
FONDS FIDUCIAIRES²	217 342	15	207 745	15	141 644	13	31 124	3	11 077	1
AUTRES³	21 630	1	20 275	1	249		10 982	1	13 359	1

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1993-97
(en milliers de dollars)

	1993		1994		1995		1996		1997*	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	892 882	100	838 626	100	616 181	100	553 322	100	501 692	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	60		60		56		52		47	
DÉVELOPPEMENT	154 746	17	84 138	10	118 239	19	90 148	16	96 912	19
Développement agricole et rural	67 747		30 473		51 787		25 066		45 523	
Production agricole	35 858		20 714		41 330		19 958		36 623	
Réserves alimentaires	4 662		12		3 896		821		-143	
Infrastructure rurale	26 366		9 459		6 241		4 204		8 781	
Colonisation agraire	861		288		319		84		261	
Développement des ressources humaines	86 994		53 665		66 452		65 082		51 390	
SMI et enseignement primaire	77 697		47 112		57 575		58 584		45 318	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	9 297		6 553		8 877		6 498		6 072	
Autres	5		0		0		0		0	
SECOURS	577 203	65	609 606	73	422 786	69	434 568	79	403 959	81
Urgence	312 309		428 222		298 359		256 564		256 717	
Sécheresse/mauvaises récoltes	165 497		108 840		60 275		20 200		64 192	
Catastrophes causées par l'homme	146 912		314 900		238 084		236 364		187 972	
Catastrophes naturelles soudaines	-100		4 481		0		0		4 553	
IPS	264 895		181 384		124 427		178 004		147 241	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	112 187		87 230		72 329		106 926		64 080	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	152 707		94 155		52 098		71 078		83 162	
OPÉRATION SPÉCIALE	0		0		0		13 478	2	5 196	1
FONDS FIDUCIAIRES²	160 932	18	144 881	17	75 157	12	15 128	3	-4 376	

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1993-97
(en milliers de dollars)

	1993		1994		1995		1996		1997*	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
ASIE DU SUD ET DE L'EST	151 606	100	208 153	100	150 978	100	156 816	100	302 187	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	10		15		14		15		28	
DÉVELOPPEMENT	94 750	62	126 633	61	97 587	65	100 273	64	149 670	50
Développement agricole et rural	72 613		92 668		68 429		69 626		103 326	
Production agricole	67 470		84 118		66 749		66 981		98 332	
Réserves alimentaires	0		-29		0		0		0	
Infrastructure rurale	1 424		2 485		1 383		2 687		4 994	
Colonisation agraire	3 719		6 094		296		-42		0	
Développement des ressources humaines	22 137		33 965		29 158		30 648		46 344	
SMI et enseignement primaire	22 137		20 332		17 056		21 728		21 992	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	0		13 633		12 102		8 920		24 352	
SECOURS	28 602	19	63 348	30	30 443	20	47 569	30	143 639	48
Urgence	15 812		10 288		2 704		26 363		112 507	
Sécheresse/mauvaises récoltes	3 548		1 799		5		56		3	
Catastrophes causées par l'homme	9 714		7 910		287		51		2 050	
Catastrophes naturelles soudaines	2 551		579		2 413		26 257		110 454	
IPS	12 789		53 060		27 739		21 206		31 131	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	879		2 314		17 964		8 931		17 909	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	11 910		50 746		9 775		12 275		13 222	
OPÉRATION SPÉCIALE	0		0		0		0		1 243	0
FONDS FIDUCIAIRES²	28 255	19	18 171	9	22 948	15	8 974	6	7 636	3

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1993-97
(en milliers de dollars)

	1993		1994		1995		1996		1997*	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	89 762	100	58 969	100	89 154	100	60 957	100	52 743	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	6		4		8		6		5	
DÉVELOPPEMENT	80 260	89	53 399	91	84 802	95	51 178	94	43 106	87
Développement agricole et rural	44 197		30 844		29 159		22 895		15 414	
Production agricole	13 210		13 058		17 262		16 561		10 933	
Infrastructure rurale	29 943		17 608		11 451		6 120		4 480	
Colonisation agraire	1 045		177		447		214		1	
Développement des ressources humaines	36 063		22 555		55 643		34 283		30 692	
SMI et enseignement primaire	36 028		22 555		55 621		32 049		29 211	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	35		0		22		2 234		1 481	
SECOURS	6 934	8	2 253	4	1 757	2	1 185	2	5 647	11
Urgence	4 729		294		968		1 383		5 633	
Sécheresse/mauvaises récoltes	191		-6		-2		0		1 621	
Catastrophes causées par l'homme	1 997		231		970		1 383		1 087	
Catastrophes naturelles soudaines	2 541		69		0		0		2 925	
IPS	2 205		1 959		789		-198		14	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	2 205		1 959		789		-198		14	
FONDS FIDUCIAIRES²	2 569	3	3 317	6	2 595	3	2 594	4	990	2

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1993-97
(en milliers de dollars)

	1993		1994		1995		1996		1997*	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT	153 768	100	100 388	100	109 171	100	129 826	100	133 662	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	10		7		10		12		13	
DÉVELOPPEMENT	68 635	45	47 304	47	40 217	37	31 491	24	40 003	30
Développement agricole et rural	32 823		26 938		25 633		16 689		21 082	
Production agricole	25 168		17 028		23 872		12 537		13 577	
Infrastructure rurale	510		43		122		3 049		1 469	
Colonisation agraire	7 145		9 866		1 640		1 103		6 035	
Développement des ressources humaines	35 813		20 366		14 584		14 802		18 921	
SMI et enseignement primaire	33 437		19 487		10 432		10 318		10 944	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	2 376		879		4 152		4 484		7 977	
SECOURS	74 038	48	46 197	46	59 658	55	96 523	74	75 334	56
Urgence	29 394		18 914		25 067		46 659		19 384	
Sécheresse/mauvaises récoltes	87		-6		0		0		0	
Catastrophes causées par l'homme	28 867		18 940		25 080		46 659		19 319	
Catastrophes naturelles soudaines	440		-19		-13		0		65	
IPS	44 644		27 282		34 591		49 865		55 950	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	28 583		19 576		25 887		41 701		51 002	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	16 061		7 707		8 704		8 164		4 948	
OPÉRATION SPÉCIALE	0		0		0		0		11 170	8
FONDS FIDUCIAIRES²	11 094	7	6 887	7	9 296	9	1 812	1	7 156	5

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1993-97
(en milliers de dollars)

	1993		1994		1995		1996		1997*	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ET CEI	193 535	100	186 586	100	130 928	100	165 407	100	77 503	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	13		13		12		16		7	
SECOURS	179 043	93	152 097	82	99 281	76	157 810	95	74 787	96
Urgence	179 043		152 097		99 281		157 810		74 787	
Catastrophes causées par l'homme	179 043		152 097		99 281		157 810		74 787	
OPÉRATION SPÉCIALE	0		0		0		4 979	3	3 045	4
FONDS FIDUCIAIRES²	14 492	7	34 489	18	31 648	24	2 617	2	-329	

¹ A l'exclusion des frais administratifs et de soutien aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires" alors qu'elles sont classées sous la rubrique "Développement" dans le budget consolidé.

² Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

³ Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1994-97 (en milliers de dollars)

	1994				1995				1996					1997*				
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																		
Angola	221	82 693	23 946	106 861	-214	33 348	9 217	42 350	0	60 031	6 603	162	66 797	0	53 869	6 133	-307	59 694
Bénin	1 495	422	536	2 453	5 604	422	-133	5 892	2 803	691	0	94	3 588	4 279	17	0	76	4 373
Botswana	3 148	6	127	3 282	4 654	0	111	4 766	2 968	-6	0	-1	2 961	44	0	0	-45	-1
Burkina Faso	2 844	8	144	2 997	7 738	660	30	8 430	5 008	1 487	0	228	6 724	4 444	1 109	0	48	5 602
Burundi ²	1 158	54 163	8 867	64 188	2 238	1 823	12 464	16 525	526	-330	0	91	286	-38	60	0	-242	-219
Cameroun	1 778	0	643	2 422	2 383	0	110	2 493	1 578	0	0	0	1 578	805	0	0	0	804
Cap-Vert	2 847	0	1 799	4 646	7 759	0	1 417	9 176	6 937	0	0	-1	6 935	2 951	0	0	-5	2 946
République centrafricaine	-298	3 420	0	3 121	127	-1 516	0	-1 388	-7	-31	0	114	74	1 168	-73	0	19	1 114
Tchad	4 876	0	66	4 942	7 400	0	212	7 612	13 747	0	0	65	13 812	3 152	3 071	0	-2	6 221
Comores	-25	0	0	-25	1 512	0	0	1 512	-309	0	0	0	-309	-129	0	0	0	-129
Congo	217	218	9	445	-44	1	0	-43	16	-2	0	0	14	-46	-24	0	0	-70
Congo, Rép. dém. du	0	46 325	7 432	53 757	0	24 333	1 413	25 747	0	-593	0	4 132	3 538	273	-4 447	0	358	-3 815
Côte d'Ivoire ²	3 870	0	592	4 462	2 632	1	29	2 663	5 951	-1	0	23	5 974	3 120	0	0	-23	3 097
Djibouti	156	3 010	116	3 283	388	3 032	275	3 696	224	817	0	-2	1 038	14	2 247	0	9	2 271
Guinée équatoriale	-29	0	-2	-32	2 242	0	0	2 242	45	0	0	0	45	-240	0	0	-32	-272
Erythrée	0	26 348	4 389	30 738	485	3 989	3 753	8 228	5	-2 517	0	-17	-2 528	-85	-1 587	0	-687	-2 360
Ethiopie	1 205	17 956	7 022	26 184	16 550	38 730	8 307	63 588	8 126	36 221	0	1 349	45 697	25 111	59 501	0	-1 122	83 490
Gambie	2 970	0	2	2 972	-235	0	0	-235	904	0	0	0	904	2 020	0	0	47	2 067
Ghana ²	3 483	4 939	833	9 256	3 097	6 249	252	9 599	106	-515	0	13	-394	1 834	-767	0	-12	1 054
Guinée ²	2 690	0	-417	2 273	897	14	139	1 052	841	-14	0	0	826	-163	0	0	0	-163
Guinée-Bissau	2 052	161	5	2 219	1 137	694	26	1 858	4 463	-6	0	0	4 456	1 970	0	0	-3	1 967
Kenya	340	40 582	7 783	48 706	-1 209	7 454	3 433	9 679	2 285	15 368	0	-78	17 575	4 260	27 155	0	-453	30 962
Lesotho	4 076	1 220	370	5 667	3 901	3 033	376	7 311	4 485	1 805	0	499	6 790	3 411	20	0	-8	3 423
Libéria ²	0	58 741	6 261	65 003	0	59 350	4 450	63 800	0	68 937	430	-406	68 962	0	19 698	289	-257	19 730
Madagascar	1 362	-245	287	1 404	1 310	58	3 485	4 853	1 530	-16	0	121	1 635	2 504	295	0	9	2 809
Malawi	3 971	39 936	1 570	45 478	2 928	20 004	3 991	26 924	3 436	4 367	0	86	7 890	2 372	-767	0	-651	953
Mali	1 745	0	26	1 772	4 172	0	40	4 212	4 000	0	0	17	4 017	2 956	4 435	0	0	7 392
Mauritanie	2 246	4 626	386	7 258	5 344	1 984	-83	7 245	1 583	3 523	0	20	5 127	4 371	5 760	0	-13	10 118
Maurice	57	0	0	57	2 335	0	0	2 335	91	0	0	0	91	12	0	0	0	12
Mozambique	6 851	33 609	7 236	47 697	2 367	11 789	1 835	15 992	-99	12 930	0	156	12 987	1 138	4 884	0	-971	5 050
Namibie	-871	761	73	-36	674	709	51	1 435	866	-136	0	0	730	0	-4	0	0	-3
Niger	5 770	0	1 350	7 120	7 290	0	778	8 069	6 632	0	0	39	6 672	8 166	0	0	57	8 224
Nigéria	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	0	0	0	-1	-1
Rwanda ²	75	42 882	4 779	47 738	2 164	138 197	10 351	150 714	1 164	184 776	5 936	4 508	196 385	6 049	141 210	-1 963	-408	144 889
Sao-Tomé-et-Principe	1 386	0	0	1 386	2 180	0	3	2 180	263	0	0	0	263	225	0	0	0	225
Sénégal	2 918	83	18	3 020	3 608	1 283	1 045	5 937	1 627	-68	0	270	1 829	2 628	-366	0	141	2 403
Seychelles	-2	0	0	-2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sierra Leone	1 406	0	-523	883	2 911	0	84	2 995	496	13 323	226	-142	13 903	-310	11 529	-133	0	11 085

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1994-97 (en milliers de dollars)

	1994				1995				1996					1997*				
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total
Somalie	5	15 252	9 816	25 074	1	15 723	8 217	23 942	0	4 277	120	601	4 999	0	8 070	825	89	8 985
Soudan	6 287	74 647	29 761	110 696	5 745	1 698	-5 016	2 427	3 666	15 015	126	-2 853	15 955	5 637	25 992	0	726	32 357
Swaziland	0	2 251	-7	2 243	0	1 432	73	1 506	0	1 898	0	0	1 898	0	108	0	0	108
Tanzanie ²	698	37 137	5 650	43 486	1 407	18 682	1 807	21 897	-12	-340	0	5 603	5 250	-35	12 572	0	-571	11 964
Togo	1 500	151	0	1 652	255	170	2	428	57	240	0	0	298	0	-18	0	0	-17
Ouganda	4 790	13 019	607	18 417	3 638	18 914	1 042	23 595	1 833	12 168	0	141	14 143	2 357	29 053	0	-66	31 344
Zambie	4 855	863	248	5 968	852	11 949	2 250	15 053	2 299	1 319	0	282	3 901	674	1 351	0	-70	1 955
Zimbabwe	0	4 408	0	4 408	0	-1 438	0	-1 438	0	-52	0	0	-52	0	0	0	0	0
Non spécifié	0	0	13 068	13 068	0	0	-690	-690	0	0	34	0	34	0	0	43	0	43
TOTAL POUR LA RÉGION	84 137	609 606	144 881	838 625	118 238	422 785	75 156	616 183	90 147	434 568	13 477	15 128	553 321	96 912	403 958	5 196	-4 375	501 691
ASIE DU SUD ET DE L'EST																		
Bangladesh	45 747	21 230	20	66 998	33 550	7 072	115	40 737	25 401	2 668	0	59	28 129	56 840	3 426	0	182	60 449
Bhoutan	1 015	0	4	1 019	1 463	0	16	1 479	1 675	0	0	432	2 108	1 892	0	0	41	1 933
Cambodge	0	0	10 031	10 031	0	14 462	13 275	27 738	0	8 594	0	4 885	13 479	0	15 283	0	-1 070	14 212
Chine	24 746	0	108	24 855	21 183	0	31	21 214	22 416	0	0	0	22 416	38 152	0	0	0	38 152
Inde	28 013	0	270	28 284	21 739	0	1 415	23 155	28 352	0	0	825	29 177	23 642	0	0	176	23 818
Indonésie	5 239	461	-97	5 603	1 109	58	0	1 169	-58	-2	0	0	-60	-1	0	0	0	-1
Corée RPD de	0	0	0	0	0	1 936	121	2 057	0	22 183	0	215	22 398	0	99 300	0	5 360	104 661
Laos, Rép. démoc. pop.	0	1 757	1 404	3 161	0	-37	1 663	1 625	0	4 042	0	447	4 490	0	11 155	0	832	11 988
Malaisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	15	0	0	0	0	0
Mongolie	0	82	618	700	0	-7	-11	-18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Myanmar	0	0	1 385	1 385	0	0	1 252	1 252	0	0	0	1 335	1 335	0	0	0	1 564	1 564
Népal	1 048	6 415	264	7 727	2 037	4 640	1 586	8 264	5 309	7 116	0	51	12 476	4 526	5 767	0	-1	10 292
Pakistan	4 111	29 822	1 294	35 228	3 135	-2 323	2 436	3 248	3 200	2 367	0	124	5 692	9 511	5 169	1 242	456	16 379
Philippines	302	705	0	1 008	720	896	6	1 624	-20	7	0	0	-13	0	1	0	0	1
Samoa	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	3 293	2 317	2	5 613	1 279	3 502	6	4 788	2 135	336	0	76	2 544	1 261	2 626	0	0	3 887
Thaïlande	0	0	1 487	1 487	0	0	-128	-128	0	0	0	-15	-15	0	908	0	0	907
Viet Nam	13 115	554	1 376	15 046	11 367	241	1 159	12 769	11 860	254	0	521	12 637	13 846	0	0	94	13 940
TOTAL POUR LA RÉGION	126 633	63 348	18 171	208 152	97 586	30 442	22 948	150 977	100 273	47 569	0	8 973	156 816	149 670	143 638	1 242	7 635	302 187

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1994-97 (en milliers de dollars)

	1994				1995				1996					1997*				
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																		
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0	0	0	0	451	0	0	0	451	0	0	0	0	0
Barbade	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bolivie	1 724	0	399	2 124	6 333	0	432	6 765	3 968	0	0	51	4 020	10 765	0	0	177	10 942
Brésil	7 149	0	0	7 149	1 377	0	0	1 377	133	0	0	0	133	-11	0	0	0	-11
Chili	-2	0	0	-2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Colombie	4 937	0	11	4 948	2 775	0	7	2 782	1 853	0	0	4	1 857	64	0	0	4	69
Costa Rica	1 080	0	-1	1 079	1 517	0	0	1 517	833	0	0	44	878	1	0	0	2	4
Cuba	2 340	68	1 161	3 571	5 608	0	141	5 750	9 431	0	0	692	10 123	4 413	2 925	0	-1	7 337
Dominique	0	0	0	0	1 294	0	0	1 294	219	0	0	0	219	0	0	0	0	0
République dominicaine	523	0	0	523	1 224	0	181	1 405	2 993	0	0	203	3 196	1 823	0	0	13	1 837
Equateur	213	0	250	463	4 053	0	294	4 347	2 980	0	0	4	2 984	1 813	0	0	-2	1 810
El Salvador	1 320	0	-5	1 315	7 558	0	224	7 783	4 560	0	0	31	4 592	1 456	0	0	2	1 458
Grenade	0	0	0	0	0	0	0	0	457	0	0	0	457	0	0	0	0	0
Guatemala	5 032	0	140	5 173	6 903	0	48	6 951	7 977	0	0	342	8 319	5 653	981	0	12	6 756
Guyana	1 306	0	108	1 414	2 349	0	14	2 363	3 894	0	0	138	4 032	997	0	0	45	1 042
Haïti	1 708	231	106	2 046	3 308	969	290	4 569	2 563	1 383	0	459	4 405	2 815	1 666	0	194	4 676
Honduras	5 578	0	19	5 598	7 203	6	269	7 480	2 514	0	0	32	2 547	3 877	0	0	91	3 969
Jamaïque	1 307	0	0	1 307	7 393	0	179	7 572	618	0	0	64	682	1 411	0	0	50	1 461
Mexique	6 238	1 959	245	8 442	6 305	782	32	7 120	289	-198	0	0	91	-14	13	0	0	0
Nicaragua	6 710	-6	864	7 568	6 749	0	157	6 906	5 073	0	0	429	5 502	6 631	59	0	239	6 930
Panama	-35	0	1	-34	817	0	0	817	1 063	0	0	48	1 111	764	0	0	27	792
Paraguay	162	0	0	162	478	0	0	478	1 469	0	0	0	1 469	504	0	0	0	504
Pérou	6 101	0	15	6 116	10 992	-2	320	11 311	1 990	0	0	47	2 038	3 136	0	0	23	3 159
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	0	0	0	0	430	0	0	0	430	0	0	0	0	0
Sainte Lucie	0	0	0	0	557	0	0	557	947	0	0	0	947	0	0	0	0	0
Saint-Vincent-et-Grenadines	0	0	0	0	0	0	0	0	462	0	0	0	462	0	0	0	0	0
TOTAL POUR LA RÉGION	53 399	2 252	3 316	58 968	84 801	1 757	2 594	89 153	57 178	1 184	0	2 594	60 957	46 105	5 647	0	989	52 742
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT																		
Afghanistan	0	19 450	5 142	24 592	0	25 620	5 330	30 951	0	41 672	0	367	42 040	0	50 983	0	-428	50 555
Algérie	0	7 035	23	7 058	0	4 820	397	5 218	0	6 115	0	323	6 439	0	897	0	79	976
Egypte	14 004	0	0	14 004	7 429	0	78	7 508	1 731	0	0	39	1 770	6 196	0	0	0	6 196
Gaza/Rive occidentale	2 124	0	934	3 058	910	178	661	1 750	1 438	500	0	134	2 073	1 713	211	0	-12	1 911
Iran	0	2 944	0	2 944	0	4 099	0	4 099	0	2 122	0	40	2 162	0	3 735	0	0	3 735

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1994-97 (en milliers de dollars)

	1994				1995				1996				1997*					
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Fonds fiduciaires ³	Total
Iraq	0	14 030	659	14 690	0	23 775	2 780	26 556	0	45 974	0	697	46 672	0	18 907	11 169	7 527	37 605
Jordanie	3 667	5	1	3 674	5 435	0	15	5 450	5 487	0	0	23	5 510	4 824	-40	0	-14	4 769
Liban	1 123	0	0	1 123	2 179	0	0	2 179	1 175	0	0	0	1 175	0	0	0	0	0
Maroc	8 915	0	23	8 939	1 983	0	18	2 001	689	0	0	0	689	4 314	0	0	0	4 314
République arabe syrienne	13 790	278	0	14 069	13 744	-33	0	13 710	6 619	-19	0	11	6 611	10 519	0	0	0	10 519
Tunisie	3 658	-6	0	3 652	3 872	0	0	3 872	5 350	0	0	0	5 350	2 792	0	0	5	2 798
Turquie	69	283	0	352	439	-1	0	438	346	4	0	0	350	2	0	0	0	2
Yémen	-51	2 174	102	2 225	4 222	1 197	13	5 433	8 653	152	0	174	8 979	9 639	639	0	0	10 278
TOTAL POUR LA RÉGION	47 303	46 196	6 887	100 387	40 216	59 657	9 296	109 170	31 491	96 523	0	1 811	129 826	40 002	75 334	11 169	7 155	133 662
EUROPE ET CEI																		
Albanie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 533	0	0	3 533
Arménie	0	6 878	453	7 332	0	4 112	883	4 995	0	3 042	0	315	3 358	0	2 890	0	-1	2 888
Azerbaïdjan	0	8 099	462	8 562	0	4 746	193	4 939	0	4 253	0	9	4 263	0	3 472	0	0	3 472
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	152	152	0	0	0	6	6	0	0	0	-4	-4
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	15	0	0	0	-15	-15
Géorgie	0	5 685	1 871	7 556	0	6 089	348	6 437	0	2 967	0	17	2 984	0	4 783	0	-9	4 773
Kirghizistan	0	1 782	52	1 835	0	-7	6	0	0	-52	0	0	-52	0	1	0	0	1
Moldova	0	0	0	0	0	0	2 282	2 282	0	0	0	-81	-81	0	0	0	1	1
Fédération de Russie	0	0	0	0	0	2 453	127	2 580	0	2 794	0	0	2 794	0	1 188	0	0	1 188
Tadjikistan	0	5 908	137	6 045	0	9 946	386	10 333	0	9 549	0	0	9 549	0	12 903	0	0	12 903
Ancienne Yougoslavie	0	123 742	27 266	151 008	0	71 939	20 859	92 798	0	134 578	230	2 334	137 144	0	46 668	749	-298	47 120
Non spécifié CEI	0	0	4 243	4 243	0	0	6 407	6 407	0	675	4 748	0	5 424	0	-654	2 295	0	1 641
TOTAL POUR LA RÉGION	0	152 097	34 488	186 585	0	99 280	31 647	130 928	0	157 810	4 979	2 616	165 406	0	74 786	3 045	-328	77 503
ENSEMBLE DES RÉGIONS	311 474	873 501	207 745	1 392 720	340 844	613 924	141 644	1 096 412	279 091	737 655	18 457	31 124	1 066 328	332 691	703 366	20 653	11 077	1 067 787
AUTRE⁴				20 275				249					10 982					13 359
TOTAL GÉNÉRAL				1 412 995				1 096 661					1 077 309					1 081 146

¹ A l'exclusion des frais administratifs et de soutien aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires" alors qu'elles sont classées sous la rubrique "Développement" dans le budget consolidé.

² En 1997, les dépenses imputées au Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lacs africains au Burundi, en Tanzanie, dans la République démocratique du Congo, en Ouganda et au Congo. De même, les dépenses imputées au Libéria couvrent aussi les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée.

³ Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

* Chiffres provisoires.

ANNEXE III TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1993-97 (en milliers de dollars)

	1993			1994			1995			1996			1997		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES															
Total	1 264 211	100,0	0,33	1 184 975	100,0	0,30	954 768	100,0	0,24	1 035 203	100,0	0,27	1 056 710	100,0	0,28
PAR GROUPE DE REVENUS (PNB par habitant)²															
500 dollars ou moins	750 229	59,3	0,27	720 812	60,8	0,43	562 431	58,9	0,34	621 533	60,0	0,36	718 856	68	0,41
501-1 500 dollars	259 827	20,6	0,46	277 156	23,4	0,16	235 006	24,6	0,14	188 182	18,2	0,13	236 744	22,4	0,16
1 501-2 500 dollars	31 309	2,5	0,28	30 713	2,6	0,13	41 038	4,3	0,17	35 494	3,4	0,11	21 891	2,1	0,07
plus de 2 500 dollars	222 847	17,6	0,65	156 294	13,2	0,56	116 293	12,2	0,27	189 994	18,4	0,53	79 218	7,5	0,5
PAR CATÉGORIE DE PAYS³															
Pays les moins avancés	634 011	50,2	1,29	620 170	52,3	1,24	605 705	63,4	1,18	615 414	59,4	1,35	631 898	59,8	1,32
Pays enclavés	336 018	26,6	1,55	249 933	21,1	1,14	335 987	35,2	1,67	369 037	35,6	1,74	382 585	36,2	1,78
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	960 215	76,0	0,30	966 423	81,6	0,29	778 708	81,6	0,24	748 117	72,3	0,25	907 661	85,9	0,29
Chine et Inde	49 487	3,9	0,02	52 760	4,5	0,03	42 922	4,5	0,02	50 769	4,9	0,02	61 794	5,8	0,03
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	910 728	72,0	0,79	913 663	77,1	0,75	735 786	77,1	0,60	697 348	67,4	0,84	845 867	80	0,88
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS															
Afrique subsaharienne	731 950	57,9	1,79	693 744	58,5	1,66	541 024	56,7	1,34	538 194	52,0	1,37	506 067	47,9	1,18
Asie du Sud et de l'Est	123 351	9,8	0,05	189 981	16,0	0,07	128 029	13,4	0,05	147 842	14,3	0,06	294 551	27,9	0,11
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	73 864	5,8	0,12	137 221	11,6	0,22	85 107	8,9	0,13	97 073	9,4	0,24	232 757	22	0,44
Amérique latine et Caraïbes	87 194	6,9	0,22	55 652	4,7	0,14	86 559	9,1	0,22	58 363	5,6	0,15	51 753	4,9	0,35
Afrique du Nord et Moyen-Orient	142 674	11,3	0,45	93 500	7,9	0,29	99 875	10,5	0,31	128 015	12,4	0,39	126 507	12	0,39
Europe et CEI ⁴	179 043	14,2	5,43	152 097	12,8	4,06	99 281	10,4	0,55	162 790	15,7	0,82	77 832	7,4	0,38

¹ A l'exclusion des frais administratifs et de soutien aux programmes. Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires (non programmables) et les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

² Les données sur la population et le PNB par habitant proviennent de la Banque mondiale. Pour 1996 et 1997, on a utilisé les chiffres sur la population et le PNB par habitant de 1995.

³ Classement réel pour chaque année.

⁴ Secours uniquement.

ANNEXE IV TABLEAU 1: PROJETS DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉS EN 1997

Pays	Numéro de projet	Titre du projet	Nombre prévu de bénéficiaires par an (en milliers)	Total des engagements (en milliers de tonnes)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)	Durée (années)
Bolivie	3866 (Elarg.1)	Développement rural intégré participatif dans les zones défavorisées	370	33,1	17,8	5
Chine	5717	Développement agricole intégré dans la préfecture de Haidong, province de Qinghai	260	49,9	12,7	5
Chine	5796	Développement agricole intégré dans la zone montagneuse au sud-ouest de la province d'Anhui	436	13,9	3,3	5
		Mise en valeur et colonisation de terres dans la région du Lac du				
Egypte	3214 (Elarg.1)	Haut-Barrage	15	13,3	5,5	5
Ethiopie	5869	Dispositif de distribution de produits alimentaires enrichis aux femmes en milieu urbain	65	5,6	2,1	2
Gambie	5932	Alimentation des élèves des écoles primaires (projet de transition)	96	2,9	2,3	1
Gaza/Rive occidentale	5474	Soutien aux programmes d'aide sociale	65	16,1	7,1	2
Honduras	5691	Santé et développement communautaire	106	13,2	8,9	5
Népal	3718 (Elarg.1)	Aide aux écoles primaires	250	23,5	15,0	4,3
		Aide aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves de l'enseignement				
Nicaragua	4515 (Elarg.1)	primaire	375	24,6	18,4	3
		élémentaire dans les zones déprimées du Nicaragua				
Soudan	531 (Elarg.3)	Aide aux élèves des écoles primaires	230	27,6	18,6	3
Syrie	2418 (Elarg.4)	Aide au reboisement et à l'aménagement des terres de parcours	29	49,3	17,6	4
Augmentations budgétaires approuvées par le Conseil d'administration						
Maroc	2288 (Elarg.4)	Alimentation des élèves des écoles primaires rurales	260	45,5	16,7	3,3
Ethiopie	4929	Amélioration de l'enseignement grâce à l'alimentation scolaire	80	2,9	2,8	1
Augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif				57,3	35,9	
Total				378,7	184,8	

ANNEXE IV TABLEAU 2: INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS APPROUVÉES EN 1997

Pays	Numéro de projet	Titre du projet	Nombre prévu de bénéficiaires par an (en milliers)	Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Durée (mois)
Algérie	4155 (Elarg.7)	Assistance aux groupes vulnérables de réfugiés du Sahara occidental	49	5,7	3,4	5,9	12
Angola	5602 (Elarg.1)	Aide alimentaire aux personnes déplacées et touchées par la guerre	662	96,0	68,9	74,9	12
Djibouti	4960 (Elarg.3)	Aide alimentaire aux réfugiés éthiopiens et somalis et aux réfugiés et aux réfugiés djiboutiens rapatriés d'Ethiopie	22	4,1	2,2	3,7	12
Kenya	4961 (Elarg.3)	Food assistance for Somali and Sudanese refugees	158	30,0	17,8	36,4	12
Libéria	4604 (Elarg.6)	Aide alimentaire ciblée pour la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du Libéria et le rapatriement de réfugiés, et pour les Libériens en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Ghana	1 285	99,9	66,3	66,3	18
Mali	5804	Réfugiés maliens, rapatriés et personnes touchées par la guerre	238	15,1	14,0	18,4	18
Mauritanie	5413 (Elarg.3)	Aide alimentaire aux réfugiés maliens	23	2,5	1,8	2,9	6
Népal	5324 (Elarg.2)	Aide alimentaire aux Bhoutanais réfugiés au Népal	93	19,4	7,8	12,6	12
Sierra Leone	5802	Aide alimentaire ciblée et appui à la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés qui regagnent la Sierra Leone	453	46,4	31,6	105,5	12
Sri Lanka	5346 (Elarg.4)	Aide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays	50	8,6	3,2	6,1	12
Yémen	5771 (Elarg.1)	Aide alimentaire aux réfugiés somalis	10	2,3	1,2	2,1	12
Zambie	5428 (Elarg.3)	Aide alimentaire aux réfugiés de l'Angola et de la République démocratique du Congo	25	3,8	2,3	6,3	12
Total			3 068	333,8	220,5	341,1	

Augmentations budgétaires¹

6,1

3,1

N.B.: Budgets originaux

¹ Augmentations budgétaires approuvées en 1997 pour l'ensemble des engagements supplémentaires (y compris les opérations approuvées en 1997).

ANNEXE IV TABLEAU 3: OPÉRATIONS D'URGENCE APPROUVÉES EN 1997

Pays	Numéro de projet	Titre du projet	Nombre prévu de bénéficiaires, par an (en milliers)	Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Durée (mois)
Albanie	5829	Aide aux institutions	7	0,5	0,4	0,4	4
Albanie	5830	Indigents victimes de la crise de l'Albanie	400	15,0	6,5	6,5	3
Angola	5698 (Elarg.1)	Démobilisation de soldats Personnes déplacées à l'intérieur du pays et autres groupes vulnérables	315	20,1	13,4	13,4	5
Azerbaïdjan	5302 (Elarg.3)	Personnes déplacées à l'intérieur du pays et autres groupes vulnérables	155	5,1	2,8	2,8	12
République centrafricaine	5882	Populations déplacées de Bangui	50	0,4	0,2	0,2	1
Tchad	5798	Victimes de la sécheresse dans le nord du Sahel	356	8,0	5,4	5,4	5
Equateur	5952	Victimes d'El Niño	112	0,3	0,2	0,2	3
Ethiopie	5831	Aide alimentaire de secours aux éleveurs victimes de la sécheresse	560	25,9	11,6	11,6	3
Ethiopie	5886	Assistance aux victimes des mauvaises récoltes de Belg	1 067	35,2	12,5	12,5	3
Ancienne Yougoslavie	5142 (Elarg.5)	Aide alimentaire d'urgence aux rapatriés, réfugiés, personnes déplacées et aux populations touchées par la guerre	1 934	153,6	85,2	85,2	12
Gaza/Rive occidentale	5884	Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses Personnes déplacées à l'intérieur du pays et autres groupes vulnérables	10	0,4	0,2	0,2	3
Géorgie	5315 (Elarg.3)	Personnes déplacées à l'intérieur du pays et autres groupes vulnérables	170	11,1	4,8	4,8	9
Guatemala	5821	Rapatriés et personnes déplacées à l'intérieur du pays	29	3,4	1,6	1,9	9
Haïti	5828	Aide aux personnes touchées par la sécheresse dans le département Nord-Ouest de Haïti Groupes vulnérables, réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur du pays et rapatriés	70	3,9	2,9	2,9	6
Iraq	5311 (Elarg.5)	Groupes vulnérables	2 151	119,3	53,8	53,8	6
Iraq	5311 (Elarg.6)	Groupes vulnérables	1 141	55,8	31,6	31,6	9
Kenya	5803	Victimes de la sécheresse dans les provinces du Nord-Est et de l'Est	477	24,7	13,9	13,9	6
Kenya	5803 (Elarg.1)	Victimes de la sécheresse dans les provinces du Nord-Est et de l'Est	542	6,6	2,8	2,8	4
Corée RPD	5710 (Elarg.2)	Aide alimentaire d'urgence en conséquence des inondations	4 700	335,7	143,5	143,5	12
Corée RPD	5959	Aide aux groupes vulnérables	7 470	658,0	378,2	378,2	12
Laos	5823	Aide alimentaire aux victimes des inondations	420	30,2	14,9	14,9	6
Madagascar	5834	Personnes vulnérables victimes du cyclone Gretelle	57	0,6	0,2	0,2	1
Madagascar	5945	Atténuation des effets de l'invasion acridienne et de la sécheresse	142	0,5	0,2	0,2	3
Mauritanie	5819	Aide aux victimes de la sécheresse	200	16,5	7,9	7,9	6
Mozambique	5832	Aide aux victimes des inondations	70	12,5	4,4	4,4	12
Nicaragua	5954	Mauvaise récolte due à la sécheresse - El Niño	290	0,5	0,2	0,2	1

ANNEXE IV TABLEAU 3: OPÉRATIONS D'URGENCE APPROUVÉES EN 1997

Pays	Numéro de projet	Titre du projet	Nombre prévu de bénéficiaires, par an (en milliers)	Total des engagements alimentaires du PAM (en milliers de tonnes)	Coût total pour le PAM (en millions de dollars)	Coût total (en millions de dollars)	Durée (mois)
Nicaragua	5949	Aide alimentaire aux familles touchées par El Niño en Amérique centrale	323	19,6	9,4	9,4	6
Pakistan	5818	Aide alimentaire aux réfugiés arrivés récemment de l'Afghanistan	3	3,2	1,5	2,3	6
Rwanda	5624 (Elarg.2)	Aide alimentaire à la région des Grands Lacs africains	1 415	188,5	84,0	84,0	6
Sierra Leone	5767 (Elarg.1)	Aide alimentaire de secours aux populations touchées par la guerre en Sierra Leone	772	35,4	19,4	19,4	6
Somalie	5956	Inondations causées par El Niño	240	0,05	0,2	0,2	3
Soudan	5826	Aide alimentaire d'urgence aux populations touchées par la guerre et la sécheresse	2 283	27,0	40,9	40,9	12
Tadjikistan	5253 (Elarg.3)	Aide alimentaire d'urgence aux groupes vulnérables	500	29,0	16,0	16,0	12
Tanzanie	5825	Aide alimentaire de secours aux victimes de la sécheresse	200	10,1	4,2	4,2	4
Tanzanie	5889	Aide aux personnes touchées par la sécheresse	1 400	76,0	33,1	33,1	9
Thaïlande	5936	Cambodgiens déplacés	42	0,5	0,2	0,2	1
Thaïlande	5946	Aide aux réfugiés cambodgiens	70	7,9	3,2	9,1	8
Ouganda	5816	Aide aux personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda	110	9,8	6,3	6,7	6
Ouganda	5816 (Elarg.1)	Aide aux personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda	258	21,0	12,8	12,8	9
Ouganda	5833	Aide aux personnes touchées par la sécheresse dans l'est de l'Ouganda	81	1,5	0,6	2,4	3
Total			28 864	1 973,4	1 031,1	1 040,3	
Augmentations budgétaires¹				13,1	23,1		

N.B.: Les engagements comprennent les révisions budgétaires (+/-) telles qu'approuvées au 31 décembre 1997.

¹ Pour les opérations approuvées avant la période considérée.

ANNEXE V: CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES POUR 1997, PAR DONATEUR
(en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPS	Opérations spéciales	Autres	Total
Andorre	2	-	-	-	-	-	2
Australie	37 777	14 258	-	8 739	-	1 772	62 545
Australie - ONG	-	23	-	-	-	-	23
Autriche	2 952	1 567	-	355	-	36	4 910
Autriche - ONG	-	42	-	-	-	-	42
Bangladesh	531	-	-	-	-	-	531
Belgique	2 715	6 572	-	7 480	-	649	17 416
Bhoutan	2	-	-	-	-	-	2
Canada	58 906	11 677	2 158	17 797	-	819	91 358
Canada - ONG	-	1 222	-	-	-	243	1 464
Chili	-	100	-	-	-	-	100
Chine	1 125	-	-	-	-	-	1 125
Colombie	16	-	-	-	-	-	16
Cuba	-	551	-	-	-	-	551
Chypre	6	-	-	-	-	-	6
Danemark	30 292	6 795	739	6 370	51	-	44 248
Djibouti	1	-	-	-	-	-	1
CE	31 666	114 325	-	64 336	-	26 927	237 254
Egypte	200	-	-	-	-	-	200
El Salvador	166	-	-	-	-	-	166
Finlande	10 257	2 728	408	-	375	-	13 768
France	4 849	3 874	-	8 219	-	4 941	21 884
Gaza/Rive occidentale	-	1	-	-	-	-	1
Allemagne	35 028	14 211	-	18 045	868	335	68 487
Ghana	5	-	-	-	-	-	5
Grèce	150	20	-	-	-	-	170
Saint-Siège	10	-	-	-	-	-	10
Hong Kong - ONG	-	39	-	-	-	-	39
Hongrie	52	-	-	-	-	-	52
Islande	-	4	-	-	-	-	4
Inde	1 920	-	-	-	-	-	1 920
Indonésie	97	-	-	-	-	-	97
Irlande	1 792	1 708	98	687	-	-	4 284
Irlande - ONG	-	200	-	-	-	-	200
Italie	3 575	5 210	-	-	314	12	9 112
Italie - privé	-	681	-	-	-	-	681
Japon	16 600	63 662	927	17 653	-	149	98 991
Japon - ONG	-	290	-	-	-	-	290
Japon - privé	-	100	-	-	-	-	100
Corée, Rép. de	540	20 527	-	-	-	-	21 067
Liban	3	-	-	-	-	-	3
Malaisie	4	-	-	-	-	-	4
Mongolie	2	-	-	-	-	-	2
Maroc	2	-	-	-	-	-	2
Pays-Bas	-	19 823	4 026	16 477	4 885	760	45 972
Nouvelle-Zélande	412	405	-	-	-	-	817
Norvège	27 823	8 591	1 769	-	1 631	-	39 813
OPEP	-	400	-	-	-	-	400
Autres	1	225	-	-	-	-	225
Panama	1	-	-	-	-	-	1
Philippines	-	20	-	-	-	-	20

ANNEXE V: CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES POUR 1997, PAR DONATEUR
(en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPS	Opérations spéciales	Autres	Total
Philippines - ONG	-	20	-	-	-	-	20
Portugal	50	-	-	-	-	-	50
Fédération de Russie	-	20	-	-	-	-	20
Arabie saoudite		10 100	-	-	-	-	10 100
Slovaquie	15	-	-	-	-	-	15
Slovénie	-	72	-	-	-	-	72
Espagne	334	1 670	-	-	125	10 117	12 245
Sri Lanka	135						135
Suède	10 471	12 690	2 469	8 836	1 392	127	35 985
Suisse	3 448	5 375	690	6 628	1 101	500	17 742
Syrie	6	-	-	-	-	-	6
Tanzanie	2						2
Thaïlande	-	20	-	-	-	-	20
Tunisie	82	-	-	-	-	-	82
Royaume-Uni	6 199	12 959	132	12 050	233	3 216	34 789
Etats-Unis	56 510	203 278	4 000	125 232	5 530	13 829	408 380
Etats-Unis - privé	340	1 082	-	-	-	-	1 423
Viet Nam	18	-	-	-	-	-	18
Yémen	8	-	-	-	-	-	8
Zimbabwe	49	-	-	-	-	-	49
Total	347 147	547 138	17 417	318 902	16 505	14 431	1 311 540

ANNEXE VII: DONNÉES DE BASE SUR DES OPÉRATIONS DE SECOURS EN COURS, PAR RÉGION¹:
1er janvier - 31 décembre 1997

	Total	Afrique subsaharienne	Asie du Sud et de l'Est	Amérique latine et Caraïbes	Europe et CEI, Afrique du Nord et Moyen-Orient
--	--------------	------------------------------	--------------------------------	------------------------------------	---

Nombre d'opérations

Réfugiés/personnes déplacées	47	22	8	1	16
Sécheresses/mauvaises récoltes	13	11	-	2	-
Catastrophes naturelles	8	3	3	1	1
Total	68	36	11	4	17

Nombre de pays²

Réfugiés/personnes déplacées	36	16	6	1	13
Sécheresses/mauvaises récoltes	4	2	-	2	-
Catastrophes naturelles	5	2	2	1	-
Total	45	20	8	4	13

Nombre de bénéficiaires, par type d'opération de secours

		(millions)	(%)	(millions)	(%)	(millions)	(%)	(millions)	(%)
Réfugiés/personnes déplacées	19,1	10,1	52,9	2,3	12,0	0,02	0,1	6,7	35,0
Sécheresses/mauvaises récoltes	5,0	4,7	94,0	-	-	0,3	6,0	-	-
Catastrophes naturelles	5,0	0,4	8,0	4,3	86,0	0,3	6,0	0,04	-
Total	29,1	15,2	52,2	6,6	22,7	0,6	2,1	6,7	23,0

Livraisons totales, par type d'opération de secours (expéditions et achats locaux)

		(tonnes)	(%)	(tonnes)	(%)	(tonnes)	(%)	(tonnes)	(%)
Réfugiés/personnes déplacées	1 168 737	645 835	55,2	98 423	8,4	3 090	0,3	421 389	36,1
Sécheresses/mauvaises récoltes	162 401	158 634	97,7	-	-	3 767	2,3	-	-
Catastrophes naturelles	381 499	6 930	1,8	365 520	95,8	8 749	2,3	300	0,1
Total	1 712 637	811 399	47,4	463 943	27,1	15 606	0,9	421 689	24,6

Coût total pour le PAM, par type d'opération de secours

		(millions de dollars)	(%)	(millions de dollars)	(%)	(millions de dollars)	(%)	(millions de dollars)	(%)
Réfugiés/personnes déplacées	535,2	334,5	62,5	30,9	5,8	1,3	0,2	168,5	31,5
Sécheresses/mauvaises récoltes	59,3	57,7	97,3	-	-	1,6	2,7	-	-
Catastrophes naturelles	107,5	2,2	2,0	102,4	95,2	2,9	2,7	0,06	0,1
Total	702,0	394,4	56,2	133,3	19,0	5,8	0,8	168,5	24,0

¹ Opérations d'urgence et interventions prolongées

² Chaque pays n'a été comptabilisé qu'une fois. Lorsque plusieurs opérations de secours de différents types ont été mises en oeuvre dans un même pays, seule est comptabilisée l'opération la plus importante.

**ANNEXE VIII: DONNÉES DE BASE SUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS (IPS) EN COURS:
1er janvier - 31 décembre 1997**

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
1	AFGHANISTAN 5086.03 Secours et relèvement	1 600 000	12	17.11.95	29 025	6 862 404	5 546 262	12 408 666
	AFGHANISTAN 5086.04 Secours et relèvement	1 500 000	24	24.10.96	133 808	22 618 987	18 348 706	40 967 693
2	ALGÉRIE 4155.06 Réfugiés sahraouis	80 000	18	31.10.96	3 236	796 383	667 664	1 464 047
3	ANGOLA 5602 Personnes déplacées et touchées par la guerre	1 300 000	12	17.11.95	25 849	6 738 809	7 711 145	14 449 954
	ANGOLA 5602.01 Personnes déplacées et touchées par la guerre	662 000	12	22.01.97	43 021	9 679 867	12 177 329	21 857 196
4	BANGLADESH 5329 Réfugiés Rohingya de Myanmar	200 000	36	28.10.93	4 684	1 319 406	274 075	1 593 481
	BANGLADESH 5329.01 Réfugiés Rohingya de Myanmar	24 000	16	17.12.96	4 925	866 982	533 337	1 400 319
5	BURKINA FASO 5702 Réfugiés touaregs	33 000	19	25.09.95	2 355	828 710	198 848	1 027 558
6	CAMBODGE 5483.02 Relèvement	1 600 000	12	17.11.95	1 331	355 377	59 895	415 272
	CAMBODGE 5483.03 Relèvement	1 710 000	18	24.10.96	37 786	11 580 315	2 136 473	13 716 788
7	DJIBOUTI 4960.01 Réfugiés éthiopiens et somalis	30 000	14	26.01.95	18	1 800	1 206	3 006

**ANNEXE VIII: DONNÉES DE BASE SUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS (IPS) EN COURS:
1er janvier - 31 décembre 1997**

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
	DJIBOUTI 4960.02 Réfugiés éthiopiens et somalis	40 000	12	02.08.96	2 507	731 107	278 798	1 009 905
	DJIBOUTI 4960.03 Réfugiés éthiopiens et somalis	22 000	12	19.09.97	2 471	784 416	216 132	1 000 548
8	ÉTHIOPIE 5241.01 Réfugiés somalis, soudanais, djiboutiens et kényens	419 850	18	26.05.95	26 251	6 020 463	3 784 977	9 805 440
	ÉTHIOPIE 5241.02 Réfugiés somalis, soudanais, djiboutiens et kényens et rapatriés éthiopiens	306 700	21	24.10.96	72 475	16 745 105	14 633 153	31 378 258
9	IRAN 4161.04 Réfugiés iraqiens	66 000	12	24.10.96	8 669	2 150 776	695 076	2 845 852
10	IRAN 4258.07 Réfugiés afghans	322 000	12	24.10.96	10 490	1 888 501	1 161 968	3 050 469
11	KENYA 4961.01 Réfugiés somalis, éthiopiens et soudanais	350 000	27	04.06.93	1 511	435 434	240 917	676 351
	KENYA 4961.02 Réfugiés somalis, éthiopiens et soudanais	230 000	24	26.05.95	20 464	4 959 340	3 524 438	8 483 778
	KENYA 4961.03 Réfugiés somalis et soudanais	158 000	15	25.03.97	18 210	4 202 966	3 619 021	7 821 987
12	LIBÉRIA 4604.04 Projet régional (1)	2 535 000	12	26.05.95	19 981	5 958 646	3 038 821	8 997 467
	LIBÉRIA 4604.05 Projet régional (2)	1 484 800	12	24.10.96	32 474	8 426 554	6 402 839	14 829 393

**ANNEXE VIII: DONNÉES DE BASE SUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS (IPS) EN COURS:
1er janvier - 31 décembre 1997**

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
13	MALI 5804 Projet régional (3)	237 500	18	25.03.97	7 145	2 453 427	1 339 121	3 792 548
14	MAURITANIE 5413.02 Réfugiés maliens	38 000	12	01.03.96	1 200	429 048	180 000	609 048
	MAURITANIE 5413.03 Réfugiés maliens	22 500	6	30.01.97	903	372 795	139 726	512 521
15	NÉPAL 5324.01 Réfugiés bhoutanais	90 000	25	17.11.95	17 188	4 399 853	172 077	4 571 930
	NÉPAL 5324.02 Réfugiés bhoutanais	93 500	12	22.10.97	3 771	887 718	18 855	906 573
16	PAKISTAN 4256.07 Programme de protection sociale	350 000	18	24.01.96	12 530	2 673 371	1 145 300	3 818 671
17	SIERRA LEONE 5802 Réinstallation de personnes déplacées et de rapatriés	452 840	12	25.03.97	5 981	1 948 825	1 315 771	3 264 596
18	SRI LANKA 5346.02 Personnes déplacées	55 000	12	17.07.95	256	85 565	0	85 565
	SRI LANKA 5346.03 Personnes déplacées	50 000	17	12.09.96	9 996	2 326 734	289 691	2 616 425
19	SOUDAN 4168.04 Réfugiés éthiopiens et érythréens	200 000	24	17.11.95	9 837	3 286 405	1 201 828	4 488 233
20	OUGANDA 5623 Réfugiés soudanais, zaïrois et rwandais	320 000	31	26.05.95	57 562	9 995 851	13 283 191	23 279 042

**ANNEXE VIII: DONNÉES DE BASE SUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS (IPS) EN COURS:
1er janvier - 31 décembre 1997**

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
21	YÉMEN RÉP. DE 5771 Réfugiés somalis	8 000	18	05.07.96	1 719	405 341	235 761	641 102
22	ZAMBIE 5428.01 Réfugiés d'Angola et de la République démocratique du Congo	12 500	12	10.05.95	311	57 715	27 990	85 705
	ZAMBIE 5428.02 Réfugiés d'Angola et de la République démocratique du Congo	6 500	12	12.09.96	590	170 460	58 646	229 106
	ZAMBIE 5428.03 Réfugiés d'Angola et de la République démocratique du Congo	25 200	12	11.09.97	1 896	576 442	169 917	746 359
Total					632 426	144 021 898	104 828 954	248 850 852

¹ Comprend: Libéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire et Guinée.

² Comprend: Libéria, Guinée, Côte d'Ivoire et Ghana.

³ Comprend: Mali, Mauritanie et Burkina Faso.

* Expéditions et achats locaux.

** Cette rubrique comprend les coûts du transport et de TIEM, s'il y a lieu.

Source: ODP

ANNEXE IX: DONNÉES DE BASE SUR DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN COURS
1er janvier - 31 décembre 1997

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
1	ALBANIE 5829 Aide aux institutions	7 500	6	02.04.97	383	106 533	84 150	190 683
2	ALBANIE 5830 Aide aux indigents	400 000	18	17.04.97	6 962	1 682 678	877 426	2 560 104
3	ALGÉRIE 5788 Réfugiés maliens	6 000	8	31.10.96	660	341 833	66 231	408 064
4	ANGOLA 5698 Démobilisation de soldats	315 000	5	08.08.95	1 905	1 114 302	542 264	1 656 566
	ANGOLA 5698.01 Démobilisation de soldats	315 000	5	03.01.97	17 382	4 063 178	4 534 058	8 597 236
5	ARMÉNIE 5301.02 Personnes déplacées à l'intérieur du pays/ groupes vulnérables	250 000	17	02.10.96	7 550	2 022 360	862 314	2 884 674
6	AZERBAÏDJAN 5302.01 Personnes déplacées à l'intérieur du pays/ groupes vulnérables	447 000	17	03.02.95	373	110 656	40 984	151 640
	AZERBAÏDJAN 5302.02 Personnes déplacées à l'intérieur du pays/ groupes vulnérables	225 000	13	30.08.96	6 805	1 988 031	705 542	2 693 573
7	BURKINA FASO 5152.02 Réfugiés touaregs	20 000	11	17.11.94	294	86 908	0	86 908
8	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 5882 Populations déplacées	50 000	1	04.07.97	360	178 123	3 600	181 723
9	TCHAD 5798 Victimes de la sécheresse dans le nord du Sahel	356 000	3	03.03.97	5 379	656 240	2 456 548	3 112 788
10	CUBA 5792 Victimes du cyclone	205 000	3	22.11.96	8 749	2 844 221	74 470	2 918 691

ANNEXE IX: DONNÉES DE BASE SUR DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN COURS
1er janvier - 31 décembre 1997

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			Total des coûts opérationnels (dollars)
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	
11	ÉRYTHRÉE 5726 Rapatriés	100 000	12	20.12.95	5 000	820 000	920 000	1 740 000
12	ÉTHIOPIE 5635 Mauvaise récolte	700 000	22	12.05.95	20 384	3 850 493	1 454 966	5 305 458
13	ÉTHIOPIE 5764 Régions à grave déficit vivrier	550 000	19	17.04.96	28 100	4 696 473	3 845 570	8 542 043
14	ÉTHIOPIE 5831 Éleveurs victimes de la sécheresse	560 000	3	18.05.97	24 298	4 245 760	5 840 679	10 086 439
15	GAZA/RIVE OCCIDENTALE 5884 Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	10 000	3	11.08.97	380	142 602	3 800	146 402
16	GÉORGIE 5315.02 Personnes déplacées à l'intérieur du pays/ groupes vulnérables	300 000	16	19.07.96	7 202	2 688 454	889 219	3 577 673
	GÉORGIE 5315.03 Personnes déplacées à l'intérieur du pays/ groupes vulnérables	170 000	9	03.10.97	410	446 614	63 076	509 690
17	GUATEMALA 5821 Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays	29 000	9	21.05.97	3 090	775 758	472 119	1 247 877
18	HAÏTI 5828 Sécheresse	70 000	6	05.05.97	3 687	860 547	688 154	1 548 701
19	IRAQ 5311.04 Indigents et groupes vulnérables	2 151 000	12	21.12.95	12 553	3 748 226	755 509	4 503 735
	IRAQ 5311.05 Groupes vulnérables, réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur du pays et rapatriés	2 151 000	6	03.01.97	21 033	7 871 350	1 496 668	9 368 018
	IRAQ 5311.06 Groupes vulnérables	1 140 889	15	09.04.97	10 920	5 396 759	1 095 890	6 492 649

ANNEXE IX: DONNÉES DE BASE SUR DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN COURS
1er janvier - 31 décembre 1997

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			Total des coûts opérationnels (dollars)
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	
20	KENYA 5803 Sécheresse	476 613	6	21.10.97	24 574	5 052 456	5 391 130	10 443 586
	KENYA 5803.01 Sécheresse	542 000	4	01.10.97	2 800	672 000	476 000	1 148 000
21	CORÉE, RPD 5710.01 Inondations	1 575 000	10	05.07.96	28 134	5 662 215	951 101	6 613 316
	CORÉE, RPD 5710.02 Inondations	4 700 000	12	12.02.97	311 789	63 485 546	20 810 959	84 296 505
22	LAOS 5725 Inondations	150 000	12	13.12.95	2 000	744 450	93 180	837 630
23	LAOS 5823 Inondations	420 000	13	11.03.97	23 597	9 155 551	1 486 087	10 641 638
24	MADAGASCAR 5834 Cyclone	56 709	1	30.04.97	598	112 057	59 800	171 857
25	MADAGASCAR 5945 Atténuation des effets de l'invasion acridienne et de la sécheresse	141 620	3	20.10.97	497	78 946	44 730	123 676
26	MAURITANIE 5819 Atténuation des effets de la sécheresse	200 000	8	13.03.97	15 100	2 864 039	3 340 365	6 204 404
27	MOZAMBIQUE 5638 Sécheresse	300 000	14	30.04.95	6 000	1 087 000	1 020 000	2 107 000
28	MOZAMBIQUE 5770 Inondations, rapatriés, personnes déplacées réinstallées	162 600	12	19.07.96	5 527	940 796	639 135	1 579 931
29	MOZAMBIQUE 5832 Inondations	70 000	12	23.07.97	805	355 850	89 360	445 210
30	NICARAGUA 5954 Mauvaise récolte due à la sécheresse	290 000	1	20.11.97	80	59 990	4 000	63 990

ANNEXE IX: DONNÉES DE BASE SUR DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN COURS
1er janvier - 31 décembre 1997

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
31	PAKISTAN 5818 Réfugiés afghans	30 000	6	17.04.97	3 158	578 391	327 312	905 703
32	FÉDÉRATION DE RUSSIE 5665.01 Personnes déplacées	91 500	10	30.06.96	775	551 761	80 548	632 309
33	RWANDA 5624 Projet régional Rwanda/Burundi (1)	2 995 650	13	10.03.95	14 987	4 513 043	4 507 726	9 020 769
	RWANDA 5624.01 Projet régional Rwanda/Burundi (2)	2 330 000	9	24.10.96	164 128	58 080 822	49 139 408	107 220 230
	RWANDA 5624.02 Projet régional Grands Lacs (3)	1 415 430	18	12.08.97	23 052	6 990 547	4 228 155	11 218 702
34	SIERRA LEONE 5767 Populations touchées par la guerre	609 000	9	18.03.96	12 277	3 408 370	1 962 937	5 371 307
	SIERRA LEONE 5767.01 Populations touchées par la guerre	771 580	6	22.01.97	11 170	2 700 865	1 715 154	4 416 019
35	SOMALIE 5036.04 Relèvement	533 000	36	30.12.94	6 887	1 612 694	2 231 396	3 844 091
36	SOUDAN 5016.01 Secours et relèvement	2 784 000	6	29.03.93	10 745	2 207 672	4 690 142	6 897 814
	SOUDAN 5016.02 Secours et relèvement	1 500 000	33	20.01.94	5 622	1 316 458	2 764 979	4 081 437
37	SOUDAN 5826 Victimes de la guerre et de la sécheresse	2 283 000	12	05.05.97	9 892	1 792 961	5 680 578	7 473 539
38	TADJIKISTAN 5253.02 Groupes vulnérables	400 000	11	05.06.96	14 541	4 380 654	2 609 953	6 990 607
	TADJIKISTAN 5253.03 Groupes vulnérables	500 000	21	16.05.97	11 020	3 193 675	2 194 346	5 388 021
39	TANZANIE 5825 Sécheresse	200 000	4	08.04.97	10 031	2 644 562	828 150	3 472 712

ANNEXE IX: DONNÉES DE BASE SUR DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN COURS
1er janvier - 31 décembre 1997

No	Pays, numéro de projet et titre abrégé	Nombre prévu de bénéficiaires	Durée totale (mois)	Date d'approbation	Livraisons totales en 1997*			
					Quantité (tonnes)	Coût des produits alimentaires (dollars)	Autres coûts opérationnels** (dollars)	Total des coûts opérationnels (dollars)
40	TANZANIE 5889 Sécheresse	1 400 000	9	06.11.97	20 171	4 052 844	2 680 150	6 732 995
41	THAÏLANDE 5936 Réfugiés cambodgiens	42 000	21 days	02.10.97	448	148 783	0	148 783
42	THAÏLANDE 5946 Réfugiés cambodgiens	70 000	8	05.11.97	2 350	738 714	0	738 714
43	OUGANDA 5816 Personnes déplacées	110 000	10	23.02.97	9 122	2 270 207	2 082 228	4 352 435
44	OUGANDA 5833 Sécheresse	81 300	3	06.08.97	1 300	282 750	147 550	430 300
45	YÉMEN RÉP. DE 5785 Inondations	43 500	1	22.06.96	300	65 400	0	65 400
46	ANCIENNE YOUGOSLAVIE 5142.03 Rapatriés, réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur du pays et personnes touchées par la guerre	2 109 500	6	03.08.95	11 193	5 467 010	2 507 298	7 974 308
	EX-YOUGOSLAVIE 5142.04 Rapatriés, réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur du pays et personnes touchées par la guerre	2 245 800	12	24.04.96	97 922	29 635 826	13 252 310	42 888 136
	EX-YOUGOSLAVIE 5142.05 Rapatriés, réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur du pays et personnes touchées par la guerre	1 934 000	12	07.05.97	23 760	6 380 724	3 357 494	9 738 218
Total					1 080 211	284 023 728	169 166 898	453 190 626

¹ Comprend: Rwanda, Burundi, Tanzanie et République démocratique du Congo.

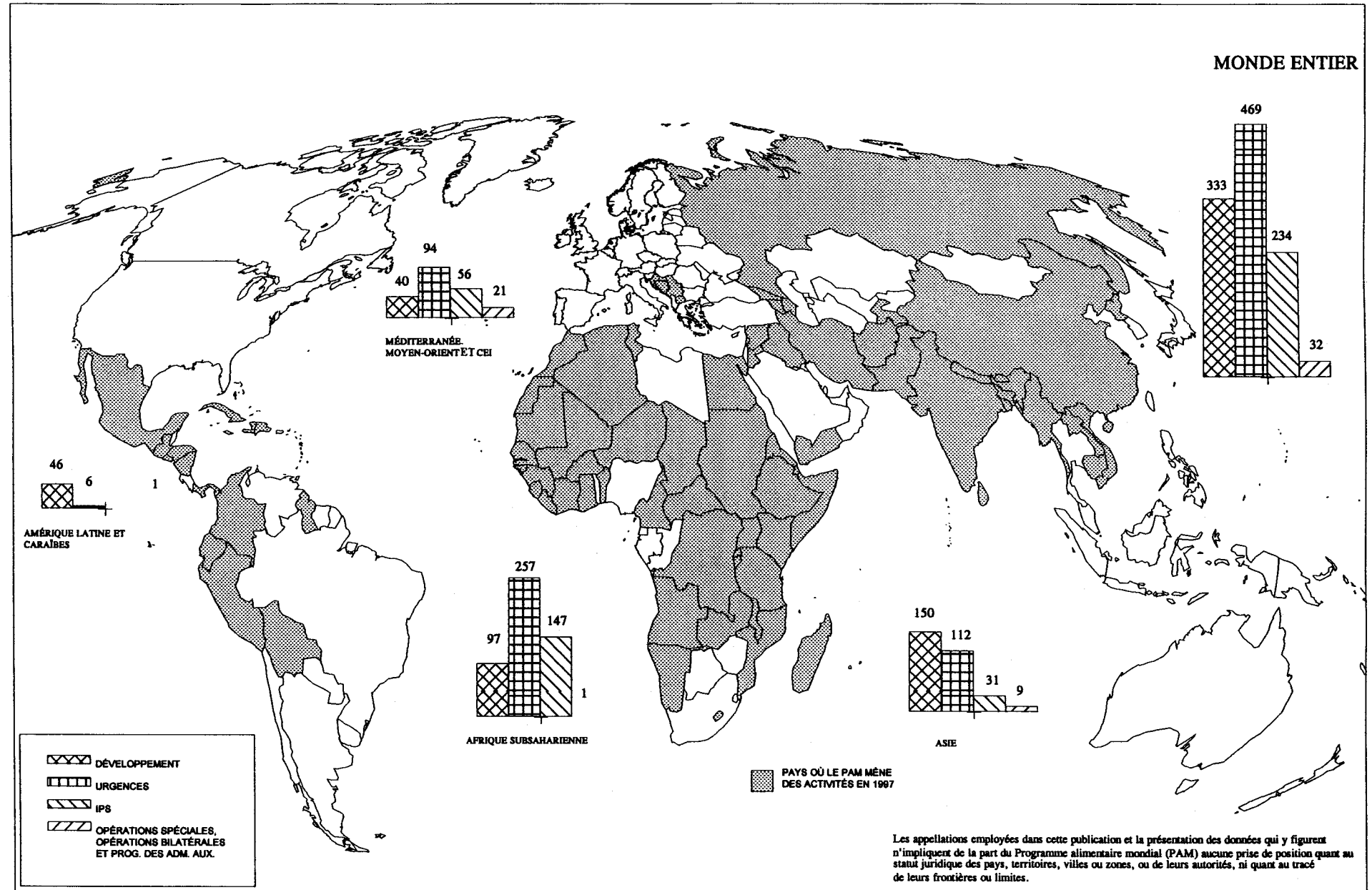
² Comprend: Rwanda, Burundi, Tanzanie et République démocratique du Congo.

³ Comprend: Rwanda, Burundi, Tanzanie et République démocratique du Congo, Ouganda et Congo.

* Expéditions et achats locaux.

** Cette rubrique comprend les coûts du transport et de TIEM, s'il y a lieu.

VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET PAR CATÉGORIE, EN 1997 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



PAM - Rapport annuel, 1997